Centre International Hassan II
de formation à l'environnement

مؤسسة محمد السادس لحماية البيئة
FONDATION MOHAMMED VI
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT
environnement.ma-centre-hassan2

مركز الحسن الثاني الدولي
للتكوين في البيئة

ACTES DU « *POLICY LAB* » : TRANSFORMATION ÉCONOMIQUE VERTE

Centre international Hassan II de Formation à l'Environnement

29 novembre 2022

مؤسسة محمد السادس لحماية البيئة
FONDATION MOHAMMED VI
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT
www.fm6e.org

التعاون الألماني
DEUTSCHE ZUSAMMENARBEIT

Réalisé par :
giz Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

ACTES DU « *POLICY LAB* » : TRANSFORMATION ÉCONOMIQUE VERTE

Centre international Hassan II de Formation à l'Environnement

29 novembre 2022

« Fort de cette conviction inébranlable, le Maroc appuie son engagement multidimensionnel en faveur des questions du climat, en rehaussant ambitieusement le seuil de sa contribution déterminée au niveau national, soit l'équivalent d'une réduction des émissions de gaz à effet de serre de 45,5% d'ici 2030.

Ce dessein s'inscrit dans le cadre d'une stratégie intégrée de développement bas carbone à l'horizon 2050, visant le passage à une économie verte qui soit en accord avec les objectifs de durabilité, de renforcement de la résilience, d'adaptation et de protection de l'environnement, sur lesquels repose le nouveau Modèle de développement du Royaume. »

Extrait de l'allocution de **Sa Majesté le Roi Mohammed VI** à la 26ème Conférence des parties (COP-26) à la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, lundi 1er novembre 2021.

Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu le glorifie.

« Au niveau national, le Royaume, sous le leadership de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, s'est résolument engagé dans une dynamique d'intégration de la dimension environnementale dans les politiques et programmes économiques, sociaux et culturels.

En 2011, la nouvelle Constitution du pays a consacré le droit à un environnement sain et au développement durable. Puis, en 2014, a été promulguée une loi-cadre portant Charte nationale de l'environnement et du développement durable.

Enfin, l'adoption récente de la Stratégie nationale de développement durable à l'horizon 2030 permet au Maroc de disposer d'un instrument-clé de convergence des politiques publiques et de transition vers une économie verte, solidaire et inclusive.

La promotion de la culture du développement durable par l'éducation et la sensibilisation en constitue l'un de ses principaux piliers. »

Extrait du discours de **Son Altesse Royale la Princesse Lalla Hasnaa** lors de la cérémonie d'ouverture du 9ème Congrès mondial de l'éducation à l'environnement (WEEC 2017), vendredi 15 septembre 2017.

Son Altesse Royale la Princesse Lalla Hasnaa, Présidente de la Fondation Mohammed VI pour la Protection de l'Environnement

INTRODUCTION

La promotion d'une transformation économique verte est un objectif phare commun du Maroc et de l'Allemagne qui s'inscrit dans le cadre des Objectifs de Développement durable (ODD) des Nations Unies et de l'Accord de Paris sur le climat. La « Transition juste » s'inscrit dans la logique des réflexions en cours sur les modèles d'« Économies durables » qui se proposent de conjuguer à la fois croissance, développement sociétal et protection des ressources naturelles. La déclaration commune du Maroc et de l'Allemagne d'août 2022 se réfère également à la reconstruction verte après la pandémie Corona.

Dans l'objectif de faciliter les réflexions et conversations communes sur la formulation, la mise en œuvre et l'évaluation des solutions pour une transformation verte de l'économie marocaine, l'évènement « *Policy Lab* » organisé le 29 novembre 2022 au Centre International Hassan II pour la Formation à l'Environnement a réuni plus que 80 participant.es de différents horizons (institutions publiques, entreprises du secteur privé, organismes de coopération, etc.) autour des 3 thématiques centrales de discussion :

- Les « *Green skills* » (compétences vertes) et enjeux métiers de la transition écologique
- Les « *Eco-friendly businesses* » (entreprises écoresponsables), les défis auxquels elles font face et les opportunités qui leur sont offertes
- La « *Green finance* » (finance verte) et le financement vert des petites et moyennes entreprises

Des exposant.es représentant des startups et des entreprises vertes de divers secteurs (agriculture, écotourisme, transport et digitalisation) ont également eu l'occasion de présenter leurs produits et services au sein d'un espace dédié.

Les échanges riches lors du « *Policy Lab* » sur les initiatives existantes actives dans le domaine de la transformation de l'économie verte ont également permis d'évoquer les opportunités, les besoins et les défis des différents acteurs, et ainsi donner des impulsions et des pistes pour poursuivre ensuite le développement d'initiatives de transformation verte et approfondir davantage les échanges et le réseautage par thème et par secteur.

INDEX DES ABREVIATIONS

A

AAA : L'initiative pour l'Adaptation de l'Agriculture Africaine
ACAPS : Autorité de Contrôle des Assurances et de la Prévoyance Sociale
ADM : Société nationale des Autoroutes Du Maroc
AFD : Agence Française de Développement
AGUYEN : *African Green Universities and Youth Education Network*
AMEE : Agence Marocaine pour l'Éfficacité Énergétique
AMMC : Autorité Marocaine des Marchés de Capitaux
APEBI : Fédération des Technologies de l'Information, des Télécomunications et de « l'*Offshoring* »

B

BE : Bien Être
BEI : Banque Européenne d'Investissement
BMCE : Banque Marocaine du Commerce Extérieur

C

CCG : Caisse Centrale de Garantie
CESAR : Projet Création des opportunités d'Emploi dans le Secteur d'Assainissement Rural au Maroc
CGEM : Confédération Générale des Entreprises du Maroc
CGIAR : Groupe Consultatif pour la Recherche Aricole Internationale
CIAT : Centre International pour l'Agriculture Tropical
CO2 : Dioxide de Carbonne
COP : Conférence des Parties
COVID : Pandémie de la maladie à Coronavirus 19
CSR : Responsabilité Sociétale des Entreprises

D

DFI : Banque de Développement
DFP : Département de la Formation Professionnelle
DGCT : Direction Générale des Collectivités Territoriales

E

EBRD : Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement
EP : Principes de l'Équateur

F

FMI : Fonds Monétaire International
FMO : Banque Néerlandaise de Financement du Développement

G

GIAC : Groupement Interprofessionnel d'Aide au Conseil
GIP : Principes de l'Investissement vert
GIZ : Agence Allemande pour la Coopération Internationale

H

HFC : Hydro-Fluoro-Carbures

I

IFC : Société Financière Internationale
IMANOR : Institut Marocain de Normalisation
INDH : Initiative Nationale pour le Développement Humain
IPCC : Panel Intergouvernemental sur les Changement climatique

K

KfW : Banque Allemande pour la Reconstruction

M

MCC : *Millennium Challenge Corporation*
MENA : Moyen-Orient et Afrique du Nord
MIEPEEC : Ministère de l'Inclusion Économique, de la Petite Entreprise, de l'Emploi et des Compétence
MorSEFF : *Morocco Sustainable Energy Financing Facility*
MVP : Produit Minimum Viable

N

NDC : Contributions Déterminées au Niveau National
NPK : Azote, Phosphore, Potatium

O

OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Économiques
ODD : Objectifs de Développement Durable
ODE : Observatoire De l'Entrepreneuriat
OFPPT : Office de la Formation Professionnelle et de Promotion du Travail.
ONEE : Office National d'Eau et d'Électricité
ONEP : Office National de l'Eau Potable
ONUDI : Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel

P

PIB : Produit Intérieur Brut
PME : Petite et Moyennes Entreprises
PNB : Produit National Brut
PNUE : Le Programme des Nations Unies pour l'Environnement
PPP : Partenariat Public Privé

R

RSE : Responsabilité Sociétale des Entreprises

S

SA : Société Anonyme
SARL : Société À Responsabilité Limité
SDG : Objectifs de Développement Durable
SF6 : Hexafluorure de Soufre
SGES : Système de Gestion Environnementale et Sociale
SIG : Système d'Information Géographique
SNGFE : Société Nationale de Garantie et du Financement de l'Entreprise
SQV : Santé et Qualité de Vie

U

UNEP FI : Initiative Financière du Programme des Nations Unies pour l'Environnement

USAID : Agence des États Unis pour le Développement International

V

VC : Venture Capital

SOMMAIRE

Introduction 7

Index des abreviations 8

1. Déroulé du programme 12

2. Actes du « *Policy Lab* » : Transformation économique verte 14

- Mots de bienvenue 14
- « *Keynote Speech* » 17
- « *Deep dive* » 1 : « *Green skills* » – comprendre les enjeux métiers et compétences de la transition écologique 24
- « *Deep dive* » 2 : « *Eco-friendly business* » – défis et opportunités 42
- « *Deep dive* » 3 : Financement vert des PME au Maroc – défis et opportunités 64
- « *Wrap-up* » : débat ouvert sur les résultats des panels thématiques et sur les projets/initiatives futures et clôture 84

3. Synthèse des recommandations identifiées lors de l'atelier 90

1 DÉROULÉ DU PROGRAMME

09:00 Accueil des participants

09:30 Mots de bienvenue

- Lorenz Petersen, Directeur Résident, GIZ Maroc
- Ayman Cherkaoui, Directeur du Centre international Hassan II de Formation à l'Environnement, Fondation Mohammed VI pour la Protection de l'Environnement

10:00 « *Keynote speech* »

- Mohamed Tahiri, Professeur en Chimie, Bioénergie, Ingénierie de l'Eau et de l'Environnement à la Faculté des Sciences, et Consultant International, Université Hassan II de Casablanca

10:30 « *Deep dive* » 1 : « Green skills » – comprendre les enjeux métiers et compétences de la transition écologique

- Rachid Tahri, Secrétaire Général, Fédération du Transport et de la Logistique
- Samira Amrani, Chef de la Division Ingénierie de Formation, Office National d'Eau et d'Électricité – ONEE
- Mohamed Tahiri, Professeur en Chimie, Bioénergie, Ingénierie de l'Eau et de l'Environnement à la Faculté des Sciences, et Consultant International, Université Hassan II de Casablanca

Modération
Sarah Stadler, Conseillère Technique au Projet Tamheen, GIZ Maroc
Mohamed-Amine Faiz, Conseiller Technique au Projet Tamheen, GIZ Maroc

12:00 Pause café

12:15 « *Deep dive* » 2 : « *Eco-friendly business* » – défis et opportunités

- Sarah Schwepcke-El Khiati, Conseillère Technique Principale, Projets Green Jobs et CESAR, GIZ Maroc
- Nora Enneddam, Ingénieur Chef de Projet Environnement, Société nationale des Autoroutes du Maroc - ADM
- Youssef Chaqor, Directeur, EKO Geste
- Amine Zarouk, Directeur et Fondateur , Green Open Lab
- Touria Darfallah, Présidente, Association Initiative climat
- Gérard Prenant, Vice-Président, Réseau des Initiatives Agro-écologiques au Maroc - RIAM

Entrepreneur·ses exposant·es
Aziz Benslimane, Directeur et Fondateur, Hoplamob
Hafsa Annab, Présidente, Coopérative Bio life
Youness Elkasmi, Entrepreur et Fondateur, Tazekka Park Club

Modération
Ismaïl Farjia, « *Junior Executive Manager* », Fondation Mohamed VI pour la Protection de l'Environnement

13:45 Pause déjeuner

14:45 « *Deep dive* » 3 : Financement vert des PME au Maroc – défis et opportunités

- Zakaria Nachid, Chef de la Division Accompagnement de la Relance Économique, Direction du Trésor et des Finances Extérieures, Ministère de Finances
- Godefroy Grosjean, « *Senior Manager Sustainable Finance* », Alliance Biodiversity International et CIAT
- Amal Benaissa, Responsable Finance Durable, Bank of Africa
- Soufiane Bahetta, Chargé des Activités Finance Climat, Fondation Mohammed VI pour la Protection de l'Environnement

Modération
Karim Bouhafes, Conseiller en Services Financiers, GIZ Maroc

16:15 « *Wrap-up* » : débat ouvert sur les résultats des panels thématiques et sur les projets/initiatives futures et clôture

- Jakob von Fircks, Coordinateur du Cluster Développement Économique Durable, GIZ Maroc
- Anselm Duchrow, Coordinateur du Cluster Eau, Environnement et Climat, GIZ Maroc

2 ACTES DU « *POLICY LAB* » : TRANSFORMATION ÉCONOMIQUE VERTE

MOTS DE BIENVENUE

Ayman Cherkaoui

Directeur du Centre international Hassan II de Formation à l'Environnement
Fondation Mohammed VI pour la Protection de l'Environnement

« *Ahlan wa sahlan* ». Bonjour à toutes et à tous, bienvenu au Centre international Hassan II de formation à l'Environnement, bras académique de la Fondation Mohammed VI pour la Protection de l'Environnement, présidée de manière effective par Son Altesse Royale la Princesse Lalla Hasnaa. Je suis le directeur du Centre international Hassan II de Formation à l'Environnement. Je suis heureux de vous accueillir à cette activité que nos co-organisons avec nos chers partenaires de la GIZ.

Pour le mot de bienvenue, j'aimerais inviter M. Lorenz Petersen qui est Directeur Résident de la GIZ Maroc et nos co-organisateurs pour cette activité à partager des mots de bienvenue. Je vous en prie, M. Petersen.

Lorenz Petersen

Directeur Résident
GIZ Maroc

Bonjour à tout le monde, je suis Lorenz Petersen. Merci, M. Cherkaoui pour l'accueil, et la possibilité de tenir un « *Policy Lab* » au Centre International Hassan II. Nous avons souvent travaillé ici. En janvier 2020, par exemple, nous avons eu un « *Policy Lab* » ici. « *Policy Lab* », pour nous c'est l'opportunité d'échanger plus profondément sur les sujets un peu indépendamment des projets. Comme organisation de mise en œuvre de projets, c'est important d'avoir l'opportunité de parler des sujets un peu plus indépendamment des actions directes. C'est donc bien de le faire aujourd'hui et c'est pourquoi j'aimerais vraiment vous souhaiter la bienvenue encore une fois, pour une journée sans football.

Nous sommes tous en préparation, l'Allemagne aussi. Tout le monde va certainement regarder le match jeudi au moment où les Lions de l'Atlas du Maroc sont beaucoup plus forts. Ils font vraiment un excellent travail. Aujourd'hui c'est le temps pour échanger sur le sujet très important de la transition verte, un thème qui touche beaucoup de projets. On va découvrir quels sujets, quelles facettes et pour ça encore une fois merci d'être venus, merci chers invités, chers collègues, merci à tout le monde, cher M. Cherkaoui, pour l'opportunité d'avoir cet espace d'échange, de travailler ensemble. Je vous invite à bien en profiter. Bonne journée à tout le monde.

Ayman Cherkaoui

Directeur du Centre international Hassan II de Formation à l'Environnement
Fondation Mohammed VI pour la Protection de l'Environnement

Merci infiniment, M. Petersen. Effectivement, vous êtes peut-être au courant qu'il y a une Coupe du Monde en ce moment et dans ce cadre, nous avons célébré il y a quelques jours une belle victoire. Les Lions de l'Atlas sont en forme. « Inchallah » ils continueront dans cette lignée-là. En hommage à nos co-organisateurs j'ai une citation à partager avec vous de Joachim Löw, l'entraîneur de l'équipe allemande la dernière fois qu'ils avaient remporté la Coupe du monde, peut-être que cette année aussi sera une opportunité de le refaire, il avait dit à l'époque : « Sans planification, rien n'est possible ». Dans le cadre de ce « Policy Lab » où nous échangeons autour de la transition et de la transformation verte, la planification est importante. La mise en réseau, l'échange, le partage, le renforcement des capacités sont notamment des missions du Centre international Hassan II de Formation à l'Environnement, donc c'est aussi une raison pour laquelle je suis particulièrement heureux d'abriter en co-organisation avec la GIZ Maroc cet atelier ici.

Je vais rapidement présenter le programme de ce « *Policy Lab* », avant de céder la parole à notre « *Keynote speaker* » assis au premier rang et que nous avons hâte d'écouter. Dans un premier temps, nous allons avoir un keynote speech du professeur Tahiri, professeur à la Faculté des sciences à l'Université Hassan II de Casablanca en chimie, bioénergie, ingénierie de l'eau et de l'environnement et également consultant international. C'est tout un portefeuille qui est en alignement assez profond avec la thématique d'aujourd'hui, donc on ne peut plus légitime pour poser le décor de notre atelier. Ensuite, nous allons avoir un premier « *Deep dive*: *Green skills* ». On parlera de compétences, donc les compétences vertes, comprendre les enjeux, métiers et compétences de la transition énergétique qui aura lieu de 10 h 30 à midi, co-modéré par Mme Sarah Stadler et M. Mohamed Amine Faiz qui sont conseillers techniques GIZ au sein du projet Tamheen. Une pause café pendant 15 minutes. Nous vous inviterons à respecter le « *Timing* », je vous le rappellerai à ce moment-là, donc pas plus que 15 minutes. Vous avez remarqué, nous parlons d'un « *Policy Lab* », transformation économique verte, vous êtes entouré de vert. Cette pause café aussi sera une opportunité pour vous de vous rapprocher un peu plus du vert et de profiter de cet environnement que nous sommes chanceux d'avoir tout autour de nous aujourd'hui. En ce qui concerne les personnels du centre, c'est tous les jours, mais vous serez bien sûr bienvenus à revenir « *Inchallah* ».

Suite à cette pause café, nous allons avoir un deuxième « *Deep dive*: *Eco-friendly business* », Défis et Opportunités, qui sera modéré par mon collègue M. Ismaïl Farjia, « *Junior Executive Manager* » au sein de la Fondation Mohammed VI pour la Protection de l'Environnement, ainsi que coordinateur du « *Africa Youth Climat Hub* »,

une initiative que nous portons en partenariat avec un ensemble d'acteurs. Suite à quoi, de 13 h 45 à 14 h 45, nous allons avoir la pause déjeuner et un troisième « *Deep dive* » : Financement vert des PME au Maroc défis et opportunité, qui sera modéré par Mme. Meriem Dkhil, directrice Développement durable et coopération Sud-Sud au Crédit Agricole Maroc.

Après ce « *Deep dive* 3 », nous allons avoir l'opportunité d'un « *Wrap-up* » de débat par rapport aux conclusions de la journée, avant une session feedback sur votre ressenti. Nous allons avoir pour ce « *Wrap-up* », M. Jacob von Fircks, Chef du Cluster Développement Économique Durable au sein de la GIZ Maroc. À côté de lui, nous avons M. Anselm Duchrow qui est Chef du Cluster Eau, Environnement et Climat pour la GIZ Maroc.

Comme vous l'avez constaté, nous avons une session de « *Deep dive* », où nous allons approfondir les sujets. C'est bien d'aller en profondeur, mais avant de plonger, il faut d'abord prendre son souffle. Il faut observer ce qu'il en est pour être sûr qu'on plonge au bon endroit. Pour ce faire, il me fait donc plaisir d'inviter le « *Keynote speaker* » à rejoindre ce pupitre sous vos applaudissements s'il vous plaît. Le professeur Mohamed Tahiri qui a une présentation support aussi. Merci beaucoup.

« KEYNOTE SPEECH »

Mohamed Tahiri

Professeur en Chimie, Bioénergie, Ingénierie de l'Eau et de l'Environnement à la Faculté des Sciences, et Consultant International
Université Hassan II de Casablanca

Bonjour à tout le monde. Je remercie beaucoup les organisateurs d'avoir préparé cette journée de très haute importance. Je n'ai peut-être pas beaucoup de temps pour revenir sur la Coupe du monde, mais on verra que c'est surtout quelque chose qui va nous faire plaisir parce qu'on doit travailler, nous, entre temps. Eux, ils travaillent là-bas. Nous, nous devons travailler en continu pendant des années pour pouvoir trouver l'argent et aller jouer. Avant de jouer, il faut travailler, n'est-ce pas ?

Ma présentation aujourd'hui porte sur le comportement et les enjeux et compétences de la transition écologique. Alors pour démarrer, j'aimerais vous parler déjà un petit peu des défis qui menacent la population mondiale au troisième millénaire. Le problème de la globalisation c'est quelque chose qui fait qu'il y a des économies émergentes qui sont arrivées et qui doivent s'imposer à travers le monde. Vous avez les compétitions et surtout un marché mondial qui augmente et une diminution dans les ressources. Le troisième millénaire aussi est marqué par une population très importante à travers le monde. Maintenant, je crois qu'on a bouclé les 8 milliards. C'est ce que j'ai entendu dernièrement. Pourtant on était que 2 milliards vers les années 50. Aujourd'hui, on est multiplié par quatre et donc il faut nourrir, il faut faire travailler et il faut aussi donner la qualité de vie à toute la population du monde.

Il y a plus de personnes, il y a la migration des populations depuis les villages vers les villes et le nombre de villes va représenter à partir de 2050 plus de 60 % de la population. Les villes vont avoir beaucoup de problèmes, beaucoup de mouvements dans les zones, donc de création des mégas cités, les très grandes villes qui nécessitent beaucoup de ressources, on va voir. Puis vous avez le défi du changement climatique qui s'est accompagné aujourd'hui par des sécheresses, des conditions extrêmes de climat. Sa Majesté que Dieu le garde a demandé qu'on fasse une prière au Seigneur pour qu'il nous arrose, parce que cela fait huit mois ou même plus qu'on n'a pas vu de goutte d'eau et vous savez que ça calme aussi les esprits, ça ramène le sommeil, ça fait beaucoup de bonheur à l'humanité.

Vous avez aussi le problème du niveau de la mer, et aujourd'hui, on négocie le statut du réfugié environnemental. Il y avait le réfugié de guerre, le réfugié politique et aujourd'hui il va y avoir le réfugié environnemental, parce qu'on est obligé de nourrir les personnes qui ne trouvent pas chez eux ce qu'il faut entre autres. Alors ce troisième millénaire, je suis désolé pour l'erreur de frappe, là ce n'est pas 8, c'est 3. On n'est pas en 8000. On est en 2022. Il y a ici une interdépendance des populations à travers le monde. C'est ce qui fait que les technologies lourdes du XXe siècle ont fait faillite. Il va falloir qu'on réfléchisse à ce qu'on appelle le développement durable et donc à retrouver comment on peut recycler la Terre qui est un espace limité et qui a des limites. Elle ne peut pas supporter plus que certaines valeurs de pollution ou de déchets, etc. Elle ne peut et ne peut pas non plus s'élargir. Aujourd'hui, on organise des voyages vers la lune, mais c'est juste pour la découverte, ce n'est pas pour y vivre. On ramène avec nous l'oxygène pour respirer. Il n'y a donc que la terre aujourd'hui qui peut nous supporter et c'est elle qui nous donne le bien-être, la santé et la qualité de vie. On sait parfaitement aujourd'hui que la vie ne sera possible nulle part ailleurs.

Vous avez les paradoxes. Malheureusement, nous avons vécu à travers le monde les paradoxes de l'inégalité. Il y a les plus riches qui sont dominants, les plus pauvres qui suivent. Il y a le paradoxe de la distribution des ressources. Certains pays sont

dotés de pétrole, d'autres de terres arables, d'autres de minerais, d'autres d'énergie, etc. Il n'y a pas une distribution équitable au niveau des ressources. Le troisième paradoxe est celui du bien-être. Est-ce que l'humanité sur terre aujourd'hui, en dehors de la santé qualité de vie, a le bien-être ? Est-ce qu'on est heureux ensemble ? C'est ça qui compte d'ailleurs sur le globe terrestre. Quand vous voyez ces défis, si je fais abstraction de l'énergie, vous voyez qu'elle est très importante parce que c'est elle qui ramène beaucoup de bonheur aux familles, la machine, l'éclairage, le déplacement, le chauffage, etc. L'énergie est vraiment une source très importante, qui doit subir un petit peu de distribution équitable et réfléchie à travers le monde.

Quand je regarde ici, l'énergie est importante, parce qu'il faut assurer la sécurité de l'humanité sur terre avec la matière première, avec l'alimentation et avec la protection de l'environnement. Parce que ce n'est que sur terre que la vie est meilleure et est possible aussi. Quand on revient en 2008, l'Union européenne a organisé le « *Think tank on energy or energy facility* ». En 2010, « *All Africa Energy Week* »… donc il y a eu beaucoup de choses qui ont été présentées. Je vais vous montrer que lorsqu'on survole le globe terrestre, l'Afrique est noire. Elle est éclairée le jour par le soleil de Dieu, mais le soir elle est noire. Contrairement à l'Europe, à l'Amérique et à l'Asie, beaucoup de villes éclairent la terre le soir. Il y a donc beaucoup de travail à faire. Ici, quand on regarde en 2012, l'année qui est destinée au développement durable pour tout le monde, c'est que nous avons fait de nouvelles réflexions sur la durabilité, sur la globalisation, sur l'équité, sur la cohérence et sur la responsabilité.

Nous sommes en phase, selon ce qui est sorti en 2012, pour assurer un accès à l'énergie et au développement pour tout le monde, pour assurer une augmentation, enfin une disponibilité des ressources et une efficacité efficiente pour toute la population et donc un partage des technologies vertes. Parce que les technologies lourdes ont fait faillite, qu'elles consomment beaucoup d'énergie, qu'elles émettent de la pollution dans l'air, qu'elles polluent les eaux… elles n'ont pas donné satisfaction. C'est pour cela qu'on s'est tourné vers les technologies vertes et c'est la thématique d'aujourd'hui qui montre qu'on sera capable de le faire avec les technologies vertes et avec le développement durable. L'énergie doit être durable, ça c'est sûr. C'est donc pour assurer la transition verte de l'humanité vers quelque chose qui protège l'environnement, nous devons tenir compte de trois aspects fondamentaux pour assurer ce développement durable et celui des énergies vertes. L'aspect économique, parce que justement, lorsqu'on travaille, lorsqu'on crée des activités de transition verte, on crée de nouveaux jobs et c'est ce qui est demandé aujourd'hui. On doit faire attention aussi à l'environnement parce qu'on voit qu'il est de plus en plus menacé. On doit enfin regarder le côté social, le bien-être des populations et leur mouvement et leurs échanges fructueux au lieu de semer des guerres et se dire que c'est la solution pour créer un nouvel équilibre. Ce n'est pas du tout ça qui est la vocation des sages et des personnes qui portent des principes de développement pour l'humanité.

Lorsqu'on regarde maintenant ici, on voit très bien qu'il est apparu beaucoup de technologies vertes comme la biomasse, comme les énergies renouvelables, solaires, éoliennes, etc., comme l'énergie nucléaire qui aujourd'hui pivote entre oui, non, mais est acceptable malgré tout parce que c'est une énergie verte à part quelques déchets qu'il faut traiter peut-être, mais c'est une énergie verte. Il est apparu que ces énergies ont augmenté à travers le monde et c'est le rapport 2011 de l'Institut de l'énergie atomique. On voit très bien ici qu'il y a des augmentations dans l'énergie, et là c'est un petit peu la distribution à travers le monde. Les pays de l'OCDE sont les détenteurs de la grosse part du fromage au niveau des énergies, c'est pour cela que je vous ai parlé tout à l'heure de l'Afrique noire. Il n'y a pas d'équité encore, mais c'est ce qui va venir et c'est ce qui est possible.

On a découvert d'ailleurs que c'est possible. L'Afrique va devenir éclairée le soir et éclairée le jour, parce qu'elle dispose de toutes les ressources qu'il faut pour assurer son développement, pour éviter qu'il y ait ces migrations de populations, qui ne réalisent pas grand-chose, mais au contraire, elles créent des crises économiques, sociales et politiques. Certaines personnes s'appuient sur ça dans leur élection, alors qu'on n'en

a pas besoin. L'Afrique est capable de nourrir à la fois toute sa population, mais aussi donner aux autres pays du monde. Les changements climatiques aujourd'hui sont vraiment une réalité et ils posent problème.

Il y a une variation statistique significative de l'état moyen du climat ou de sa variabilité persistante pendant de longues périodes. Les changements climatiques, ce sont des causes naturelles. C'est vrai. La Terre est à 16-20 degrés grâce à son effet de serre naturel. Je l'expliquerais peut-être tout à l'heure. Il y a aussi le complément qui a amplifié le problème du changement climatique, c'est celui des activités humaines qui ont été très énergivores et qui ont produit, avec le transport surtout et avec les industries, énormément de gaz à effet de serre qui sont convertis en CO2 et qui ont contribué à l'augmentation de la température moyenne de la terre.

Il y a des causes astronomiques, il y a des déplacements des continents vers les pôles, il y a un certain nombre d'éléments qui interviennent dans le changement climatique. C'est ce que j'ai exposé tout à l'heure, mais ce n'est pas le plus important. Il n'y avait pas d'atmosphère il y a 4 milliards d'années. Il y a 2 milliards d'années seulement que la couche de l'air s'est formée autour de la terre quand elle a été emprisonnée par l'ozone. C'est l'ozone qui ne laisse pas l'air s'échapper. Cet air qui est présent à 60 jusqu'à 80 kilomètres au-dessus de la terre, c'est lui qui a contribué à avoir les conditions de vie, les conditions de température et de pression normale. Au lieu de -18, il y a +15. Pourquoi ? Parce qu'il y a le phénomène de l'albédo. La réflexion du rayonnement solaire sur la couche atmosphérique va faire vibrer les molécules qui sont à effet de serre et elles vont émettre de leur côté un rayonnement. C'est le phénomène de l'albédo. C'est ce qui fait que la vie est possible sur terre. Avec les dépassements des limites, on atteint les problèmes des changements climatiques dont on parle.

Il y a un énorme potentiel que peuvent jouer les énergies renouvelables pour résoudre ce problème de transport et d'industries. Surtout, les industries et les transports sont à la base des changements climatiques. Il y a beaucoup de choses qui peuvent être faites. On parle de la biomasse, du vent, du soleil, de l'hydroénergie, de l'énergie géothermique, donc d'énergies renouvelables qui sont disponibles et qui ne coûtent pas grand-chose. D'ailleurs, on peut aller vers les gaz à effet de serre le plus important, on parle de CO2, mais ce n'est pas vrai. Il y'en a d'autres plus dangereux, le méthane, les HFC, les hydrofluorocarbones, les protoxydes d'azote, les fluorures de soufre et les polyfluorocarbone. Ce sont des molécules qu'on a synthétisées et qu'on a produites à de grandes quantités et qui ont réchauffé le globe terrestre. Le facteur d'émission de CO2 c'est 1. Les autres, regardez par exemple les polyfluorocarbone, ça peut aller jusqu'à 7 300. Le SF6, 22 800 fois plus dangereux que le carbone. C'est important de le savoir.

Ces gaz ont été en augmentation et c'est ce qui a produit l'apocalypse que nous sommes en train de vivre en ce moment. Je n'ai pas besoin de vous expliquer. La Chine malheureusement qui a un peu moins que le quart de la population mondiale, c'est elle qui consomme le plus et elle a droit au développement. Elle se dit qu'elle ne doit pas encore s'engager à 100 %, pour assurer le développement de son pays et de sa population. Bien qu'il y ait beaucoup de Chinois qui pensent qu'ils peuvent le faire sans trop consommer de ressources ou d'énergie notamment.

C'est pour cela qu'il y a eu justement le protocole de Kyoto 1 et 2, les conférences des parties-là, notamment la 22 et la 26, etc., l'Accord de Paris sur le AAA. C'est ce qui a fait que les rapports des IPCC nous avertissent beaucoup sur les dangers qu'on peut affronter, si on reste sur le rythme dans lequel on est. Ce n'est pas ça l'objectif, mais je voulais vous montrer ici qu'il y a l'accent sur les aspects régionaux, la gestion des risques, etc. Le cinquième rapport, des IPCC, c'est quel changement par rapport aux précédents ? C'est pour cela qu'on est réunis ici. On va parler des transitions énergétiques.

Je ne vais pas rester là-dessus aussi. À la COP 26, comme je vous ai dit il était question d'adaptation, de résiliations, de nature, de transition énergétique, de transport routier propre et de finance. Quand on voit que la COP 28 de Charm El-Cheikh, 1800 avions

se sont déplacés pour ça, il va falloir qu'on réfléchisse encore une fois sur la transition énergétique verte et sur l'adaptation au changement climatique. Je ne fais que réveiller un peu les consciences. Ici on a la distribution globale de l'énergie à travers le monde. On voit que les énergies renouvelables occupent déjà 13 %, mais ne sont pas suffisamment exploitées, notamment dans les pays du tiers monde comme le Maroc. C'est pour ça que je rentre un peu dans le régional et le local, parce que l'énergie solaire représente 0,1 % de ces 12,13 %, l'énergie éolienne 0,2 % donc a toutes les deux, on a 0,3 %. Voir les panneaux solaires un petit peu éparpillés ne veut pas dire qu'on a réglé le problème. Nous avons nos déchets organiques ménagers, les décharges, les stations d'épuration, les déchets de l'industrie agroalimentaire, des fermes, des abattoirs, qui sont très très riches.

C'est ce qui constitue la bioénergie. Elle représente 10,9 % et jusqu'à présent, moi je tire la sonnette d'alarme en disant, pourquoi nous abandonnons cette ressource ? Elle est très importante. On ne s'est pas encore penché dessus. Je vais donner l'exemple de l'Allemagne tout à l'heure pour vous montrer qu'elle a assuré une transition énergétique verte vers un développement durable en exploitant ses ressources organiques très importantes. Si on réduit les déchets et on assure le développement durable, on peut absolument substituer les combustibles fossiles et assurer une énergie propre pour le globe terrestre.

Je vais aller ici, juste un petit peu pour vous dire que 1,4 milliard de personnes n'ont pas accès à l'électricité, 2 milliards n'ont pas accès à l'eau potable, un autre milliard n'a pas accès au réseau, il a juste les panneaux solaires et 2,7 milliards de personnes sont reliées à la biomasse. C'est le bois, le charbon avec lequel ils font la cuisson et l'éclairage. Il y a encore beaucoup de choses à faire. C'est ce qui ouvre finalement la voie vers un développement au niveau rural et au niveau des villes. Comme vous voyez, l'Afrique est absente, pour le moment.

Il y a tous les autres pays riches qui ont beaucoup d'énergie, qui sont éclairés le soir, mais l'Afrique malgré tout est encore sous l'obscurité le soir. Peut-être, c'est bien pour faire du camping naturel. Là, c'est toujours des données, je crois que ça n'a pas beaucoup d'importance pour aujourd'hui, mais je voulais dire ici que nous avons au moins à travailler sur trois aspects, l'aspect technologique. Il faut une efficience, il faut des experts, il faut des scientifiques, des ingénieurs, des techniciens, des populations éveillées qui doivent s'adapter et qui doivent comprendre un petit peu comment installer, comment produire des métiers verts et produire donc l'autosuffisance avec seulement les technologies vertes. Le deuxième aspect c'est politique. C'est normal, s'il n'y a pas de décision politique d'un pays, il ne peut pas se diriger. D'ailleurs Sa Majesté que Dieu le garde a démarré depuis son intronisation, des projets de développement des énergies propres. Malheureusement, on va dire que peut-être qu'il n'y a pas suffisamment de conseils qui appuient. Ça a été seulement le solaire et l'éolien, mais aujourd'hui il va falloir qu'on aille sur l'organique, sur la bioénergie. Le troisième aspect, c'est l'aspect social, c'est vrai que la paix sociale, le bien-être, ça repose un peu sur ça.

Parce que quand vous regardez ici l'énergie à travers le monde, elle est éparpillée et pas suffisamment bien faite. Il y a une interdépendance des pays. Aujourd'hui, l'Union européenne est tombée en crise, parce qu'elle n'a pas encore atteint le pourcentage qu'il faut en termes d'autosuffisance en énergie. La crise de l'Ukraine avec la Russie a fait qu'il y a vraiment quelque chose. Ça a secoué et ça va pousser les Européens à réfléchir sur un plan de travail qui va leur permettre de ne pas dépendre d'un pays tiers imprévisible, qui peut changer d'attitude du jour au lendemain et causer des problèmes à d'autres.

Si on veut, on pose la question, pour avoir cette durabilité, il faut une vision globale, il faut assurer une équité dans la distribution, une cohérence dans nos raisonnements et une responsabilité. On est là sur un système de quelle direction on va prendre. On doit tracer des stratégies qui doivent faire beaucoup de choses, parce que si on réfléchit, ça va tourner autour de ça. Nous avons des besoins, on a des ressources, on va faire la

transition verte pour un système intégré et qui va nous produire une énergie propre, une gestion raisonnée des ressources hydriques et un recyclage et valorisation de déchets, ce qui va faire notre bonheur. C'est un peu autour de ça que ça tourne. Nous devons ouvrir l'espace à l'innovation. On doit s'échapper un peu de ce qui est traditionnel. Il va falloir qu'on réfléchisse sur de nouveaux systèmes. Alors avec ça, on doit travailler sur la science, la technologie, l'industrie verte, l'écoconception, éco-industrie… C'est ce qui va nous permettre en fait de sortir de cet impact.

Parce que si vous regardez un schéma simplifié d'une ville, les inputs, ce sont les activités socio-économiques cafés, hôtels, restaurants, hôpitaux, administrations, les activités industrielles, les activités des ménages et divers. Ce qui est disponible : avec quoi fait-elle tout ça ? Avec de l'eau, le sol, la biodiversité, le paysage, l'énergie, les ressources, l'air, le bruit et la nuisance. Tout ceci circule autour du système de métabolisme. Ce qui sort c'est quoi ? Il y'a la santé qualité de vie — SQV et bien-être — BE. On sort les déchets, on sort les eaux usées, on fait sortir une pollution atmosphérique et on fait sortir la dégradation du sol et des paysages et on contribue au réchauffement planétaire global. C'est un schéma d'un métabolisme simple, mais très important quand on le simplifie comme ça parce qu'il va nous permettre de savoir que 70 % des populations vont vivre dans les villes d'ici 2050 contre 50 % aujourd'hui. On est en train de migrer vers les villes parce qu'on cherche la santé, la qualité de vie et le bien-être, mais on ne fait pas attention à ce qu'on produit comme élément néfaste.

Si on maîtrise le recyclage, la valorisation de déchets, la pollution atmosphérique avec le transport vert et les technologies vertes, la gestion et le recyclage des eaux usées, pour l'arrosage, pour l'agriculture, pour le lavage des chaussées, la réutilisation des eaux épurées, on peut ensuite faire un aménagement de sol pour qu'il reste. D'ailleurs, grâce à notre capacité à travailler avec les Allemands sur l'agriculture urbaine, on peut produire des fleurs dans les terrasses, la menthe… Il y a énormément de choses qu'on peut faire au niveau des terrasses des villes et on peut les rendre un petit peu plus appropriées. Il y a des crises et il y a des alertes rouges. C'est ce que je voulais dire. Voilà un petit peu les distributions qui ne sont pas équitables. Vous avez une approche globale et intégrée qu'il faut adopter pour faire tout ça pour l'agriculture, pour les industries de petite et moyenne taille et pour les transports.

Aujourd'hui, beaucoup de choses sont faites au niveau du transport routier très peu en maritime et encore moins au niveau de l'aérien. Au niveau de ce dernier, c'est encore le kérosène, mais il va falloir qu'on réfléchisse. On a vu un avion suisse atterrir à Rabat il y a quelques dizaines d'années à peu près. Il est venu de Suisse et il a calculé les jours ensoleillés pour atterrir à Madrid, en Espagne et venir de Madrid à Rabat. Il a fait ce vol, mais ce n'est pas ce qui court les rues maintenant, ce n'est pas encore développé. Un avion solaire, ce n'est pas encore suffisant. C'est peut-être qu'il faut trouver des moyens pour développer.

Au niveau de l'énergie, il va falloir qu'on exploite le vent, le soleil, l'hydro, la biomasse et les déchets. Nos déchets aujourd'hui sont une source très importante pour produire à la fois l'énergie et les fertilisants bio. C'est extrêmement important. Regardez au niveau du transport routier, les voitures hybrides, maintenant roulent à 2,8 % d'essence, l'hydrogène bio et l'hydrogène vert, est en cours de développement. Le bio un peu moins que le vert, mais le vert coûte encore cher, mais cela va venir. Aujourd'hui nous sommes en train de gagner du terrain sur les hydrocarbures fossiles. Nous sommes capables de trouver des solutions lorsqu'on réfléchit et lorsqu'on fait de l'innovation.

On est sur une approche qui fait des systèmes intégrés et donc on peut facilement assurer ce développement. Vous voyez le nucléaire, il a beaucoup diminué, mais quand vous regardez la biomasse, la géothermie, l'éolien, le solaire, malheureusement, il y a encore le charbon, mais il est traité et purifié pour ne pas émettre des gaz très dangereux, parce que ce n'est pas le CO2 qui est dangereux, c'est les sulfures. Vous voyez ici le cas de l'Allemagne. Le cas de la France, c'est le nucléaire qui l'emporte, c'est lui qui a le maximum.

Dans le mix énergétique de l'Union européenne, on va voir ici que le nucléaire représente un quart, la biomasse 5 %, le solaire 3 %, l'éolien 8 %, l'hydroélectricité 14 %. En 2030, on peut inverser complètement le système et rendre les énergies renouvelables plus importantes, il est très important de le savoir. Par contre, ici, pour le Maroc, la production d'électricité au niveau de l'énergie, le charbon, le pétrole, le gaz naturel est très haute. On a fait le Noor1, Noor2 et Noor3 va venir et quelques stations et éoliennes, mais on n'en est pas encore là parce que la technologie qu'on a adoptée au niveau de Noor pour faire de la vapeur d'eau dans une zone aride… je ne sais pas… En tout cas, ça marche pour l'instant, mais je ne peux pas m'exprimer là-dessus.

La deuxième, elle fait l'élément secondaire et la troisième, c'est vraiment des créations nouvelles, c'est des microalgues, c'est des biocarburants, bio fuel, etc. C'est de la recherche avancée du high-tech qui va faire avancer le monde pour faire de la bioénergie. Vous avez donc une approche globale pour pouvoir assurer ce développement des métiers verts. C'est important. Au niveau de l'Afrique, voyez l'électrification rurale, le Maroc a complété l'électrification à 100 %, sinon toute l'Afrique est encore en crise. Il y a le problème d'eau, il y a un problème de télécommunications, un problème d'industrie, de services, etc. Il va falloir innover. Pour innover, on fait un développement économique à travers le monde lorsqu'on produit du nouveau et ceci nous permettra d'avoir une qualité de vie meilleure. Toutefois, l'environnement est touché. Si on réfléchit, on va diminuer un peu l'écart entre ce que reçoit l'environnement et ce que reçoit l'humain et on fait l'innovation pour pouvoir trouver une solution aux problèmes environnementaux.

Vous avez ici la réactivité positive. Positive c'est l'œuf, la carotte et le café qui sont en face de l'eau bouillante. L'eau bouillante, on la verse. C'est un ennemi des trois. L'œuf cru, il durcit. Il réagit négativement. Il dit : « Allô, je ne t'aime pas. Tu voulais me ruiner, mais je suis devenu dur ». La carotte, elle ramollit, elle pleure et elle dit : « Tu as gâché ma vie. J'espère que tu ailles en enfer. Tu es mauvais, tu es… » Elle pleure, elle est négative, elle n'a rien fait. Le café a été plus intelligent il a dit : « Moi, mon arôme, je ne peux le donner que lorsqu'il y a de l'eau chaude, moi et toi on va faire un deal et à deux on va se vendre ». Un litre de café fait 50 tasses à dix dirhams la tasse, ce qui fait 500 dirhams au total. Un kilo de café ne fait pas grand-chose. Un litre de café lui faut 200 grammes de café et le reste c'est de l'eau. 200 grammes de café à elle seule, ne fait pas grand-chose, mais avec de l'eau, elle a fait 500 dirhams. Ça veut dire que c'est elle qui a réagi positivement. Cette réactivité positive lui a apporté la créativité. Elle est devenue créative. Merci beaucoup.

Ayman Cherkaoui

Directeur du Centre international Hassan II de Formation à l'Environnement
Fondation Mohammed VI pour la Protection de l'Environnement

Merci professeur pour ce « *Keynote speech* ». Effectivement, restez avec nous pour le prochain panel. Vous avez évoqué avec nous vos perspectives d'expert sur différents sujets, vos opinions personnelles sur les différents défis et les solutions aussi. C'est important d'avoir ces deux volets solutions et défis. Vous avez parlé du fait qu'il n'y a pas de planète B. Vous avez évoqué un certain nombre de paradoxes au niveau scientifique. Vous nous avez aussi fait voyager dans le temps, à un moment donné, vous parliez d'il y a 2 milliards d'années.

Aujourd'hui on parle d'aller sur la lune également. Vous avez dressé ces éléments-là au niveau du temps, vous avez parlé de différents volets de secteurs du transport et de l'énergie sur lesquels vous êtes attardé, en particulier. À ce sujet comme nous le savons tous, je voulais rappeler que pas plus tard que jeudi dernier, Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu l'Assiste, accompagné de Son Altesse Royale le Prince Héritier Moulay Hassan, a présidé une réunion de travail sur la stratégie des énergies

renouvelables et il a notamment attiré l'attention sur la nécessité de faire aboutir ce chantier stratégique dans les délais impartis et suivant les meilleures conditions, en agissant avec toute la rigueur requise.

Vous avez parlé de son côté visionnaire et c'est un sujet bien évidemment que Sa Majesté le Roi suit. Vous avez parlé d'accès à l'énergie, d'accès à l'eau aussi dans différents secteurs et vous avez conclu sur une belle métaphore par rapport à l'eau chaude, la carotte, le café et les différents œufs durs. Malheureusement, ce n'est pas encore le temps de faire la pause café. Pour pouvoir ressentir ce goût de café que vous avez évoqué, c'est après la prochaine séance. J'ai dit malheureusement, mais c'est plutôt heureusement parce que nous avons une très belle séance, un premier « *Deep dive* » sur les « *Green skills* » auxquels vous allez pouvoir participer. Ce premier « *Deep dive* » intitulé « *Green skills* » : comprendre les enjeux métiers et compétences de la transition énergétique », va nous rassembler pendant la prochaine heure et demi et sera co-modéré par Mme Sarah Stadler et M. Mohamed Amine Faiz qui sont conseillers techniques GIZ au sein du projet Tamheen que j'aimerais inviter à nous rejoindre à l'avant de la scène. Ils pourront ensuite introduire les panélistes de leur session. Sous vos applaudissements, s'il vous plaît. Merci beaucoup.

« *DEEP DIVE* » 1 : « *GREEN SKILLS* » – COMPRENDRE LES ENJEUX MÉTIERS ET COMPÉTENCES DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Sarah Stadler

Conseillère Technique, Projet Tamheen
GIZ Maroc

Merci beaucoup. Bonjour et bienvenue à tous et toutes. Je suis ravie d'être ici aujourd'hui et de lancer ce premier « *Deep dive* » sur le sujet des métiers, les enjeux et les compétences vertes, c'est-à-dire les « *Green skills* » qui sont nécessaires pour promouvoir la transition écologique. Pourquoi ce « *Deep dive* » et pourquoi parle-t-on de compétences vertes à ces sujets ? Moi, par exemple, j'ai le sentiment qu'on parle beaucoup de la transformation écologique aujourd'hui dans tous les pays. Pour ne donner que deux exemples. J'habite normalement à New Delhi, je travaille pour le GIZ Inde. Pendant l'hiver, on ne peut pas sortir de la maison sans les masques, à cause de la pollution atmosphérique qui est un véritable risque pour la santé là-bas. De la même façon, dès que je suis arrivée ici au Maroc, on m'a parlé beaucoup des enjeux climatiques, par exemple la pénurie d'eau et la sécheresse et les retards des pluies de cet hiver. Pour répondre à de tels défis environnementaux, il faut vraiment penser à comment peut-on effectuer un changement radical de notre économie.

De la même façon que la crise COVID 19 nous a poussés à développer de nouvelles compétences numériques et à trouver des nouveaux métiers, à trouver de nouveaux marchés, cette crise climatique nous pousse maintenant à trouver des nouveaux métiers, aussi de nouvelles compétences vertes pour promouvoir une transition écologique dans notre économie. C'est pour cette raison qu'il faut identifier quels sont ces métiers, les compétences vertes dont on a besoin pour promouvoir cette transition, ce qu'il faut faire dans les métiers, ce qu'il faut faire dans la formation professionnelle, ce qu'il faut faire dans l'éducation et quelles sont les enjeux là-dedans. Il faut identifier et trouver les nouvelles compétences et aussi former ces nouvelles compétences dans la population. Ça demande un effort conjugué des partenaires, ça demande une collaboration entre les partenaires privés et du secteur public, des professionnels et des entreprises. C'est dans cet esprit aujourd'hui que nous organisons ce « *Deep dive* » et je suis ravie de vous introduire mon co-modérateur, M. Mohamed-Amine Faiz, qui va introduire trois autres experts, qui nous aideront à discuter ces sujets aujourd'hui et pour partager leur point de vue et leur expérience. Je passe la parole à toi, Amine.

Mohammed-Amine Faiz

Conseiller Technique, Projet Tamheen
GIZ Maroc

Merci, Sarah. J'invite Mme Amrani et M. Tahri à nous rejoindre sur l'estrade. M. Anas Ouazzani de la Fédération du bâtiment et des Travaux publics, malheureusement s'est excusé ce matin. Il ne pourra pas nous rejoindre à cause d'un souci de santé, mais pas d'inquiétude à se faire. Déjà au nom de la GIZ, chers intervenants, je tiens à vous

remercier d'avoir accepté notre invitation pour enrichir ce panel avec vos expériences, vos idées. Je tiens aussi à remercier tous les participants et chers collègues d'avoir fait le déplacement jusqu'ici. Au départ, on s'est posé la question pour ceux qui ne connaissaient pas le Centre. Maintenant, on est très agréablement surpris par la beauté de ce lieu et je remercie les organisateurs de nous avoir transportés dans ce magnifique Centre. Alors 30 minutes seront consacrées à la fin pour poser des questions ou avoir des interventions complémentaires donc n'hésitez pas à les noter, et à les poser. Nous avons peut-être nos trois intervenants avec nous. Je commence par ma droite. Vous pouvez vous présenter, M. Tahri.

Rachid Tahri

Secrétaire Général
Fédération du Transport et de la Logistique

Bonjour, tout le monde, je suis Rachid Tahri, Secrétaire Général de la Fédération des Transports et de la Logistique au sein de la CGEM. Je suis aussi président du GIAC, qui est le Groupement Interprofessionnel d'Aide au Conseil, et nous avons eu le plaisir de travailler avec l'USAID pour des formations concernant tout ce qui est en relation avec la protection de l'environnement, les conduites dont je parlerai plus tard. Merci.

Samira Amrani

Chef de la Division Ingénierie de Formation
Office National d'Eau et d'Électricité – ONEE

Bonjour tout le monde, je suis Samira Amrani, responsable de la Division Formation au sein de l'Institut international de l'Eau et de l'Assainissement, qui relève de l'Office National de l'Électricité et de l'Eau Potable — ONEE. Merci.

Mohamed Tahiri

Professeur en Chimie, Bioénergie, Ingénierie de l'Eau et de l'Environnement à la Faculté des Sciences, et Consultant International
Université Hassan II de Casablanca

Je suis le Professeur Mohamed Tahiri de l'Université Hassan II de Casablanca, un expert international en bioénergie, ingénierie de l'eau et de l'environnement et en chimie.

Sarah Stadler

Conseillère Technique, Projet Tamheen
GIZ Maroc

Merci. Je suis Sarah Stadler encore une fois ravie d'être ici aujourd'hui, je suis conseillère pour la formation professionnelle en milieu de travail dans un projet de la GIZ Inde. Là-bas, l'objectif général c'est d'impliquer le secteur privé dans la formation professionnelle. On essaie de former des liens entre les institutions, les lycées professionnels et les entreprises, surtout les PME. On a constaté que la demande pour les compétences vertes ne cesse de croître là-bas et c'est pour cette raison que je suis ici au Maroc, avec les collègues du projet Tamheen II, au sein duquel je suis en train de voir quelles sont les approches, quels sont les éléments qu'on peut partager qu'on peut par exemple transférer du contexte marocain au contexte indien. C'est très agréable de voir le niveau des discussions ici, toutes les idées et expériences qui existent déjà et toutes les approches qu'on peut utiliser aussi dans le contexte indien. Merci Amine.

Mohammed-Amine Faiz

Conseiller Technique, Projet Tamheen
GIZ Maroc

Merci, Sarah. Merci à nos trois intervenants. Je commence par le préalable ; écologie, économie, et emploi avec M. Tahri. Ma question est pour vous, on sait que 42 % des émissions de CO2 dans le monde proviennent du transport routier. On sait que votre secteur du transport, de la logistique fait partie des secteurs les plus impactés par les exigences de la transition écologique. Est-ce que vous pouvez nous expliquer aujourd'hui, en tant que professionnels, comment vous vivez cette transformation au niveau de vos branches professionnelles, mais aussi au niveau des métiers qui sont liés et de la demande en compétences de votre secteur ?

Rachid Tahri

Secrétaire Général
Fédération du Transport et de la Logistique

Merci d'abord pour l'invitation. Je suis très ravi même si on est toujours pointé du doigt par rapport aux transports, mais il va falloir bien sûr, et c'est ce que nous faisons aujourd'hui, accompagner les entreprises de transport pour aller vers une énergie propre. Avant de répondre à votre question, si vous me permettez, j'ai quelques données à partager avec vous. Au niveau du Maroc, nous avons 58 000 entreprises de transport routier avec un parc qui avoisine les 92 000 unités, qui aujourd'hui est en train de rajeunir grâce aux fonds qui sont octroyés par le Ministère du Transport. Chaque année, nous avons une enveloppe qui avoisine à peu près les 250 millions de dirhams, pour rajeunir le parc à travers un programme qui a commencé depuis un peu plus d'une dizaine d'années. Notre secteur emploie aussi 200 000 salariés, pratiquement 10 % de la main-d'œuvre urbaine. Les conducteurs sont aux alentours de 180 000 professionnels. On sait que depuis 2010, le Code de la route a instauré une professionnalisation des conducteurs. Aujourd'hui, on parle du conducteur professionnel.

Ce sont des conducteurs qui passent par des examens et ils ont l'obligation d'une formation continue après cinq ans d'exercice. Les recettes fiscales aux alentours de 15 %, participation au PIB, 6 %. Malheureusement, l'informel grignote une part importante puisqu'il représente pratiquement entre 60 et 70 % selon les estimations des différentes études qui ont été faites vers 2006, 2007. Le Maroc est comme tous les pays, le transport routier y est vorace d'énergie, il absorbe pratiquement 40 % du pétrole marocain. 40 % c'est énorme.

Surtout c'est cette énergie fossile qui aujourd'hui devient une problématique par rapport à tout ce qui est pollution. Il émet pratiquement suivant les dernières études, 23 % des émissions de gaz à effet de serre. Je dirais heureusement ou malheureusement, les véhicules qui circulent encore sont d'un âge qui avoisine les 12 ans. Malgré tous les efforts qui ont été faits, nous n'arrivons pas encore à arrêter ces véhicules, parce qu'il faut beaucoup de temps. Malheureusement le secteur transport en général, nous avons des entreprises très automisées. Si vous prenez le chiffre que je vous ai donné par rapport aux entreprises, en ce qui concerne le nombre de véhicules, vous allez trouver qu'on tourne aux alentours de 1,5 voire 2 véhicules par entreprise, ce qui rend difficile pour le gouvernement pour arriver à ce qu'il n'y ait plus de véhicules qui avoisine les 12 ans.

Dans les autres pays, je dirai, les plus avancés, on est aux alentours de 4-5 ans et nous, on tourne aujourd'hui à 12 ans, c'est une problématique que nous traînons depuis très longtemps et sur laquelle, nous travaillons toujours. Heureusement que nous avons chaque année une enveloppe qui avoisine les 250 millions dirhams pour arriver à avoir des camions de nouvelle génération et bien sûr qui émettent moins de gaz à effet de serre. Au niveau du Maroc, comme partout dans le monde, l'inflation des prix de l'énergie a atteint un record. En rajoutant bien sûr la problématique de la guerre ukrainienne, nous avons eu un impact important aussi au niveau de cette composante qui est le gasoil et sur laquelle je reviendrai tout à l'heure. Nous avons la problématique de rajeunissement du parc et aujourd'hui avec notre Ministère, nous travaillons justement pour essayer d'aller vers d'autres énergies. Bien sûr, il y a l'électrique, il y a éventuellement l'hybride, mais il y a aussi des technologies embarquées aujourd'hui qui permettent de réduire au maximum les émissions de gaz à effet de serre.

Parmi ces technologies nous avons tout ce qu'on appelle le retardateur, l'écoconduite, nous avons aussi tout ce qui est culture. Nous travaillons avec, le Ministère de manière à inculquer la culture de la conduite propre. Parce que même avec les camions que nous avons aujourd'hui, il y a moyen justement de réduire avec un minimum d'accélération brusque et la diminution du nombre de véhicules en démarrage dans les stations. Dernièrement, il y a eu un décret par rapport à l'énergie renouvelable. On est aujourd'hui à Euro 4, c'est-à-dire des véhicules pour lesquels on change de motorisation chaque décennie pour que ce soit plus propre. Aujourd'hui, on veut passer à Euro 5. D'où la nécessité justement d'accompagner les entreprises qui ont des véhicules anciens de manière à avoir des camions qui émettent moins de gaz à effet de serre. J'ai répondu un peu à la première la question.

Mohammed-Amine Faiz

Conseiller Technique, Projet Tamheen
GIZ Maroc

Merci, M. Tahri. Je rebondis sur cette transformation que vous vivez maintenant en termes de gestion de parcs et de rajeunissement de nouvelles techniques. Est-ce qu'il y a des formations qui sont organisées ou des modules qui sont introduits dans les différentes formations liées au transport et la logistique pour que votre capital humain puisse suivre cette transformation ? Les personnes aussi qui sont salariées. Est-ce que vous organisez des formations continues pour les personnes salariées pour qu'elles puissent acquérir de nouvelles compétences pour accompagner ces transformations ?

Rachid Tahri

Secrétaire Général
Fédération du Transport et de la Logistique

Il y a par décret une formation continue obligatoire tous les cinq ans. Cette formation a des modules qui concernent d'abord la conduite proprement dite, mais il y a aussi toutes les nouvelles technologies. Ceci pour que le conducteur puisse être capable de conduire un camion parce que les camions changent. Aujourd'hui un camion de dernière génération, vous verrez qu'il est autant équipé de technologie que les véhicules que l'on voit aujourd'hui. Les technologies évoluent, il faut donc de temps en temps former les conducteurs pour qu'ils soient capables de conduire des camions de dernière génération. Ce sont des camions qui deviennent de plus en plus technologiques et qui sont difficiles à conduire. Ce n'est pas à l'ancienne, c'est de l'automatique, c'est des systèmes de suspension différents et c'est aussi beaucoup d'électronique.

Nous avons aussi d'autres formations. Dernièrement nous avons dispensé des formations qui sont en relation avec la sécurité routière, parce que même au niveau de la sécurité routière il y a la protection de l'environnement. Il y avait aussi toute la partie qui concerne l'écoconduite. Nous avons formé pratiquement 400 personnes parmi lesquelles, les conducteurs, les conseillers en sécurité, mais aussi les opérationnels qui sont liés directement ou indirectement aux conducteurs. Là, j'ai eu quelques éléments par rapport à cela. Ça, c'est un programme qu'on appelle Access. On était accompagnés par l'USAID à travers l'ONUDI. Je vais partager ce programme avec vous après, pour vous donner une idée.

Mohammed-Amine Faiz

Conseiller Technique, Projet Tamheen
GIZ Maroc

On va y revenir tout à l'heure. Mme Amrani, j'ai deux questions. La première concerne la gestion de l'eau. On sait que l'ONEE est aujourd'hui un acteur principal de l'État, qui s'occupe de la gestion de l'eau et de l'assainissement au Maroc. J'aimerais bien que vous parliez brièvement de toutes les actions que vous êtes aujourd'hui en train de mener pour accompagner les changements en cours dans le secteur de l'assainissement et dans le secteur de l'eau. D'autant plus qu'ici au Maroc, le stress hydrique, ou plutôt la gestion de l'eau, est maintenant une question stratégique pour le pays. La deuxième : étant donné que vous avez collaboré avec la GIZ dans le cadre du projet CESAR, dans la mise en œuvre de formations qui sont liées aux métiers de l'eau et de l'assainissement, j'aimerais savoir si vous pouvez nous parler de ce programme. Merci.

Samira Amrani

Chef de la Division Ingénierie de Formation
Office National d'Eau et d'Électricité – ONEE

Merci pour l'invitation à ce panel. Tout d'abord, j'aimerais donner un petit aperçu sur l'organisme que je représente : l'Office National de l'Électricité et de l'Eau Potable. Il est à rappeler que l'ONEE branche Eau, c'est le producteur national d'eau potable avec plus de 85 % de la production nationale. Il est le premier distributeur d'eau potable au Maroc, avec plus de 2,4 millions de clients répartis sur plus de 750 centres et localités à l'échelle nationale. L'ONEE est aussi le fournisseur d'eau potable en milieu rural avec un taux d'accès de 97,8 % au profit d'une population de 12,8 millions.

Puisqu'on est dans les métiers verts, notre organisme est aussi acteur majeur dans le domaine de l'assainissement liquide. Il assure la gestion des services d'assainissement de 142 villes et localités, avec une capacité d'épuration de 450 000 mètres cubes par jour. C'est là un aperçu sur les domaines ou bien le portefeuille d'activité de l'Office National, dans le secteur de l'eau potable et de l'assainissement. Au sein de l'Office, la fonction formation a toujours existé depuis la création de l'Office en 1972. Notre centre de formation, rappelons-le, a été créé en 1978.

La composante formation est une culture au sein de l'office qui accompagne toutes les transitions qu'a connu l'Office en matière de gestion de son portefeuille d'activités, que ce soit la gestion dans un premier temps de l'eau potable et aussi la prise en charge de l'assainissement en 2000 — 2001 et de la gestion du service d'eau potable pour l'approvisionnement desé populations rurales. L'Office est très conscient du rôle du capital humain pour relever les défis par rapport à l'amélioration de ses performances.

Je dirais que la formation est un levier, un vecteur d'amélioration de performance et c'est un outil qui est utilisé et qui est au service du personnel de l'Office et aussi des partenaires nationaux et étrangers pour le développement du secteur de l'eau et de l'assainissement à l'échelle nationale et régionale. Au sujet de votre question, par rapport au partenariat avec le projet CESAR, je voudrais dire que notre partenariat avec la coopération allemande ne date pas d'hier, et est bien ancré dans le temps. Il a démarré en 1993. C'était un accompagnement de l'Office dans l'amélioration de la sécurisation de l'approvisionnement en eau potable. C'était donc un souci de développement durable qui existait depuis et qui était une priorité pour la coopération allemande et l'Office National de l'Eau Potable à l'époque, qui était l'ONEP.

Il y a eu beaucoup d'actions d'accompagnement réalisées par la coopération allemande et notamment la GIZ pour le renforcement du système de formation et le renforcement des capacités du personnel opérationnel dans le secteur de l'eau et de l'assainissement. Le dernier projet qu'on a eu avec le projet CESAR, donc avec la coopération GIZ portait sur deux axes dont le premier est le développement et la restructuration de l'offre formation de l'Institut international de l'eau et de l'assainissement de l'Office dans les métiers de l'eau potable et de l'assainissement. Cet accompagnement a été basé sur une opération ou bien une action de diagnostic de l'offre formation. Il est développé par l'IEA au service du développement du secteur de l'eau et de l'assainissement.

C'était une approche par compétences, basée sur la définition et la caractérisation spécifique des emplois, qui a donné lieu à l'élaboration d'un référentiel des emplois et de compétences dans les métiers de l'eau et de l'assainissement en se basant bien sûr sur les activités de l'ONEE, et a donné lieu aussi à l'élaboration d'un référentiel de formation, qui regroupe l'ensemble des thématiques liées aux secteurs de l'eau potable et de l'assainissement, ainsi qu'un référentiel d'évaluation qui permet l'évaluation des compétences à la fin de ces actions de formation. Un deuxième axe pour lequel on a été accompagné par la GIZ était d'abord l'informatisation de ces référentiels d'emplois et de formation et d'évaluation pour faciliter l'accès et l'exploitation de ces derniers. L'ONEE était engagé dans un processus de digitalisation pour asseoir un peu les nouvelles technologies de digitalisation au sein de son système de formation.

Cela a été l'occasion, avec l'appui de la GIZ, de mettre en place une plateforme e-learning pour les métiers de l'eau. Nous avons développé deux modules de formation, qui nous ont beaucoup servi surtout avec l'arrivée du COVID, pour maintenir et continuer à dispenser la formation au profit de notre personnel. Un premier module sur la collecte des eaux usées a été réalisé ainsi qu'un deuxième qu'on a développé sur la recherche de fuites et l'amélioration des rendements d'eau potable. Notre coopération avec la GIZ ne s'est pas limitée à des programmes de renforcement des capacités de notre institut, mais s'est aussi élargie à l'échelle régionale au niveau de l'Afrique francophone.

On a été depuis les années 90 accompagnés et financés par la coopération allemande pour des programmes de formation dans le secteur de l'eau potable et de l'assainissement au profit des opérateurs du secteur de l'eau des pays africains francophones. Une trentaine de pays africains qui ont fait appel aux compétences et à l'expertise de l'ONEE dans le domaine de la formation pour le partage de l'expertise et des compétences métiers par la mise à contribution de nos connaissances dans les domaines des métiers de l'eau et de l'assainissement. Nous avions réalisé un bon nombre de programmes de formations durant ces dernières années, jusqu'en 2010. J'espère que j'ai répondu un peu à la question. Merci.

Sarah Stadler

Conseillère Technique, Projet Tamheen
GIZ Maroc

Merci beaucoup, Mme Amrani. Je crois qu'on a déjà identifié quelques compétences, quelques métiers clés et quelques secteurs clés aussi pour la transformation écologique. Dans ces contextes-là, j'ai une question pour le professeur Tahiri. Je voudrais bien savoir quelles sont les réponses apportées par votre université, par votre faculté face aux problématiques de la transition écologique au niveau des métiers et des compétences.

Mohamed Tahiri

Professeur en Chimie, Bioénergie, Ingénierie de l'Eau et de l'Environnement à la Faculté des Sciences, et Consultant International
Université Hassan II de Casablanca

Merci beaucoup pour cette question. C'est vrai que l'université a bénéficié depuis quelques années de cette autonomie de choix des parcours académiques par la création de licences professionnelles et des masters professionnels. Cette manne libre, qui a été livrée à l'enseignement supérieur, a permis aux enseignants de fédérer autour des problématiques d'actualité et de créer justement des spécialités qui répondent à l'offre de l'emploi, ce qui n'était pas le cas avant. On a créé des licences. Par exemple, moi ça fait 13 ans que je gère une licence professionnelle sur la gestion de l'assainissement en milieu urbain et rural. Chaque année, je forme à peu près 30 étudiants. Nous avons un master eau et développement durable, un master énergies renouvelables et systèmes énergétiques. D'autres masters sont créés au niveau de l'université, qui tous sont engagés dans la cause de la protection de l'environnement. Il y a un master sur les ressources marines et des masters sur le recyclage et la valorisation de déchets. Il y a des masters sur la gestion du patrimoine et la biodiversité. Je crois que cette manne qui a été donnée à l'université a permis aux professeurs créateurs de fédérer et de créer des formations dans ce sens. Il y a même un master conjoint entre l'Université de Darmstadt en Allemagne et l'Université de Cadi Ayyad de Marrakech, l'Université Abdelmalek Esssaâdi de Tétouan et l'Université d'Abidjan en Côte d'Ivoire. J'ai été il y a deux semaines dans le séminaire de clôture de ce partenariat et c'est un partenariat qui est solide. Il permet justement de former des étudiants, les nouvelles générations sur les métiers de l'avenir. Ces métiers de l'avenir, Dieu sait qu'ils sont tous pratiquement projetés sur l'intelligence artificielle, le système d'information géographique — SIG, le « *Deep Learning* »… Ils sont dirigés maintenant vers la géolocalisation des déchets miniers, des déchets de construction et de démolition, vers l'utilisation de l'intelligence artificielle pour déterminer les impacts économiques sur l'environnement d'un secteur donné. Heureusement qu'on a laissé la possibilité aux enseignants de créer des masters et de chercher des étudiants. Nous avons beaucoup d'étudiants qui sont formés. Il y en a même qui ne travaillent pas. Ça veut dire qu'il y a une crise de travail aussi, sinon ce n'est pas ce qui manque maintenant.

Sarah Stadler

Conseillère Technique, Projet Tamheen
GIZ Maroc

D'accord, merci beaucoup si vous me permettez une petite question, comment est-ce que vous avez fait pour identifier ces métiers, ces compétences, ces sujets pour lesquels vous avez développé les masters ?

Mohamed Tahiri

Professeur en Chimie, Bioénergie, Ingénierie de l'Eau et de l'Environnement à la Faculté des Sciences, et Consultant International
Université Hassan II de Casablanca

C'est la réflexion collective et le contact avec le monde. Nous partons en voyage vers des congrès internationaux en Allemagne, en France, au Japon, à Singapour, au Canada, aux États-Unis… Nous sommes un peu les professeurs. Nous sommes ces personnes-là qui voyagent pour la science. Il y a des programmes euroméditerranéens qui financent ce genre de choses, les Erasmus +, la double diplomation, l'internationalisation… Il y a aussi bien sûr la détection. Il y a le monde du travail, on regarde ce qui est recherché au niveau local pour pouvoir produire. Ça a toujours été le sujet d'actualité et de discussion des enseignants entre eux, et puisqu'ils ont la main libre, ils rédigent.

Lorsqu'ils rédigent un projet, ils partent pour l'accréditation au niveau de Rabat, au Ministère. S'ils satisfont les conditions, ils sont accrédités pour une période de cinq ans renouvelables. Dans les métiers de l'assainissement, moi j'ai maintenant des lauréats de Dakhla au niveau de l'ONEP jusqu'à Nador. 70 sont aussi à la Lydec, à la Redal et à la GIZ. Il y en a un que je vois ici en face de moi. On essaie d'adapter un peu les formations en lisant, en visitant, en regardant et en adhérant au projet financé. On est parfois même financé pour créer des formations et donc on assure ces formations-là et l'on y voit d'ailleurs prospérer nos étudiants heureusement. Parce que si on produit des chômeurs, là ça serait grave. Sur ces métiers de l'environnement et les métiers verts, je crois qu'il y a une tendance à la mode qui est partie dans ce sens-là. La plupart travaillent, sinon il y a des créateurs de *start-up* aussi dans le marché marocain que nous avons produit et que nous avons formé, que nous avons coaché au niveau de l'entrepreneuriat et que nous avons aidé aussi financièrement.

Sarah Stadler

Conseillère Technique, Projet Tamheen
GIZ Maroc

D'accord, merci beaucoup. C'est un effort conjugué encore une fois entre tous les acteurs clés. La prochaine question s'adresse à M. Tahri. L'Organisation des Nations unies pour le Développement Industriel et le Groupement Interprofessionnel d'aide au Conseil du Transport et de la Logistique ont récemment lancé un programme de formation sur le management de l'efficacité énergétique et de la sécurité routière du transport. Pouvez-vous nous parler un peu de ce programme ?

Rachid Tahri

Secrétaire Général
Fédération du Transport et de la Logistique

Merci. Puisque nous avons l'honneur d'avoir GIZ ici, je voudrais rappeler que nous avons travaillé aussi avec eux pendant deux ans sur le programme Tamheen et que nous avons intégré dans les formations ce qu'on appelle les formations professionnelles en milieu de travail. Nous avons intégré des modules qui concernent justement l'efficacité énergétique, y compris pour les lauréats, les Bacs +2. Pour revenir à votre question, nous avons travaillé avec l'USAID à travers l'ONUDI et nous avons formé jusqu'à aujourd'hui 400 personnes. 200 par rapport à tout ce qui est efficacité énergétique et les 200 autres sur la sécurité routière. Dans la formation en efficacité énergétique, il y a des modules dont l'objectif est de présenter un peu la partie économique et la partie réglementaire par rapport à l'efficacité énergétique. On leur apprend aussi à organiser une cartographie de diagnostics énergétiques.

On les a formés aussi au contrôle de tout ce qui est engins, en tenant compte de l'efficacité énergétique, par rapport à la planification des tournées pour justement essayer de réduire au maximum les tournées à vide et les tournées qui ne sont pas optimales. Nous leur avons aussi donné la possibilité de voir comment dégager les principaux gisements d'amélioration dans l'efficacité énergétique. Je le disais tout à l'heure, c'est un programme qui n'a pas touché uniquement les conducteurs de véhicules, mais il a touché aussi le management, les opérateurs au niveau de transport et de la logistique.

Nous avons essayé parce que j'espère qu'on aura aussi l'occasion de refaire un deuxième et même un troisième programme parce que nous avons touché jusqu'à aujourd'hui trois villes principales : Tanger, Casablanca et Agadir. C'est là où il y a le plus de flux de camions, où il y a plus d'entreprises installées par rapport aux transports. Nous avons profité pendant cette formation et nous avons aussi intégré la partie sécurité routière. Malheureusement, vous le savez tous, nous avons, chaque année plus de 3 500 morts au Maroc. Une stratégie a été lancée depuis 2020 pour une dizaine d'années jusqu'à 2030 pour réduire au maximum ces décès qui coûtent énormément. D'abord en vies humaines, mais aussi en argent. C'est pratiquement 3 millions de dirhams que ça coûte par décès et selon les dernières publications de la Fédération des Assurances, c'est quelques milliards de dirhams.

Je vous donne exactement le montant qui a été donné par la Fédération, on était à 11 milliards de dirhams qui ont été versés comme indemnités. C'est pour cela que nous avons profité de l'occasion pour intégrer la sécurité routière parce que c'est très important. L'objectif de cette formation, c'est d'inculquer au conducteur le respect des règles, parce que depuis 2010, le Code de la route est très sévère, il y a des temps de conduite, il y a des temps de repos, c'est réglementé. Malheureusement, nous avons encore cette culture de ne pas pardonner sur les routes, de se dire toujours je suis le seul, c'est moi qui conduit bien. On essaie de leur inculquer cette notion de respect des valeurs et que l'être humain a une valeur importante et inestimable. C'est ce que nous avons essayé de faire à travers des modules comme l'écoconduite, le respect des règles, nous avons aussi essayé de les initier à la prévention routière, parce ce que souvent on a tendance à négliger cette prévention routière et à se dire : « je sais comment ça marche. Il n'y a pas de problème, je n'aurai pas d'accident, je roule comme je veux… ».

Nous essayons au maximum de leur inculquer, car ce sont des engins importants. Malheureusement, que ce soit pour les voyageurs, ou pour les marchandises, quand il y a un accident, ça fait beaucoup de dégâts. Voilà en gros ce que nous avons fait avec l'USAID. Nous espérons avoir encore d'autres groupes parce que c'est tellement important entre les deux parties, parce que l'efficacité énergétique et la sécurité routière sont liées. Nous espérons que nous pourrons continuer à former davantage de personnes, que ce soit des conducteurs, parce que même les opérateurs, s'ils n'ont aucune idée de

ce qui se fait sur les routes, sont capables de demander aux conducteurs des choses qui ne sont pas du tout dans les règles et d'autres qui ne respectent pas la réglementation. Merci.

Mohammed-Amine Faiz

Conseiller Technique, Projet Tamheen
GIZ Maroc

Merci. Une question pour Pr. Tahiri. Vous nous avez parlé de comment vous vous créez ces nouvelles filières. Moi j'aimerais bien vous demander s'il y a au niveau des politiques publiques, une réflexion au sein du ministère de l'Enseignement Supérieur, Département de la Formation, même des départements du Ministère de la Transition Écologique aujourd'hui, sur l'émergence de nouveaux métiers ou l'adaptation de nouveaux métiers face aux exigences justement de cette transition écologique. Est-ce que c'est présent aujourd'hui dans l'esprit de nos hauts fonctionnaires au sein de ces différents ministères ? Est-ce que vous arrivez à collaborer lorsque vous êtes en train de monter de nouveaux programmes avec le secteur privé, fédérations, associations professionnelles ? Est-ce qu'il y a des sollicitations qui vous parviennent du secteur privé par rapport à cette question-là, surtout de la part des industries, vu que c'est le plus impacté par les exigences de la décarbonation ?

Mohamed Tahiri

Professeur en Chimie, Bioénergie, Ingénierie de l'Eau et de l'Environnement à la Faculté des Sciences, et Consultant International
Université Hassan II de Casablanca

Par rapport à la stratégie des décideurs au niveau des administrations publiques et du Ministère de tutelle, je ne crois pas qu'il y ait quelque chose de particulier qui mette le point sur les métiers verts. Il reste général et donne la possibilité aux enseignants et aux universités de choisir un petit peu ce qui leur semble… Il n'y a pas de directives ni d'axe directeur, qui dit que vous allez partir dans cette direction ou l'autre. Je ne crois pas. Par contre, ce que vous dites par rapport aux opérateurs privés, c'est clair, lorsqu'on crée un master qui a fait ses preuves, où les étudiants trouvent des embauches, ils arrivent là-bas. C'est ce qu'on appelle les « *Alumni* ». Lorsqu'ils arrivent là-bas ils recréent le « *Feed-back* ». Ils essaient de retrouver leurs enseignants à travers les postes qu'ils occupent dans le privé. Il y a des appels dans ce sens-là et dans ce sens-là, on développe des contrats de partenariat pour fournir soit des stagiaires au départ de deux mois, six mois, deux mois, licence professionnelle, six mois master.

De prendre en cotutelle un sujet de thèse qui semble épineux et qui est financé moyennant une bourse ou de faire des stages préembauche. Ça m'est arrivé avec la Lydec ainsi qu'avec la Redal… ça c'est faisable. Ça c'est un petit problème dans la culture marocaine du privé. L'université n'a pas beaucoup de rôles à jouer, ce sont les écoles d'ingénieurs. La France a déjà abandonné cette idée, elle a évolué. Elle a quitté cette idée-là, elle fait appel à l'université aujourd'hui pour se développer. Avant, pour elle, l'origine de l'université française c'était l'église, donc c'est des secrétaires, des enseignants. Elle produit secrétaires, enseignants, fonctionnaires de l'État… Chez le Marocain, dans le privé, c'est encore le cas, sauf certains qui sont intelligents. Ils disent : « Non ce ne sont pas les écoles d'ingénieurs qui sont à la base du développement intérieur, philosophique d'un pays, c'est l'université ».

Un ingénieur, c'est un « *Doer* », c'est un exécuteur. Un universitaire, c'est une machine qui tourne, c'est un « *Thinker* ». C'est un homme qui pense, il s'adapte à tous les métiers. La France a quitté cela, le Marocain dans le privé l'a encore, mais ça va venir.

On est en train de préparer une loi qui n'a jamais donné la possibilité à un docteur de demander un agrément s'il a un bureau d'étude. Agrément D 13 pour l'assainissement, D 19 études d'impact. Maintenant, on est en train de préparer un amendement pour changer la loi qui va donner la possibilité à un docteur d'accéder. Je crois qu'il y a tout à apprendre et à refaire, mais je crois que la force est dans les « *Alumni* ». Il y a beaucoup d'étudiants qui deviennent des défenseurs de leur université lorsqu'ils occupent des postes de responsabilité. Ça bouge, comme je l'ai dit, mais il n'y a pas de directives pour les métiers verts, il n'y a pas encore de stratégie réelle.

Sarah Stadler

Conseillère Technique, Projet Tamheen
GIZ Maroc

Oui, j'ai une question pour Mme Amrani. Je voudrais savoir quels sont les facteurs spécifiques qui empêchent ou qui peuvent contribuer au bon fonctionnement du marché local relatif à la formation et à l'emploi vert dans votre secteur. Parce que souvent on se demande un peu, par où commencer ? On commence du côté de la demande, on commence du côté de la formation ? Quels sont les enjeux selon vous, quels sont les facteurs spécifiques qui peuvent contribuer dans votre secteur de l'eau et l'assainissement ?

Samira Amrani

Chef de la Division Ingénierie de Formation
Office National d'Eau et d'Électricité – ONEE

Avant de répondre à cette question, je voulais juste rappeler, en parlant de la coopération avec le partenaire allemand, la GIZ, je voudrais juste dire que l'ONEE a toujours été partant dans des projets de développement des compétences vertes dans les métiers du secteur de l'eau et de l'assainissement. En 2013, l'ONEE avait mis en œuvre des formations pour accompagner le projet de développement de l'employabilité des jeunes dans les métiers verts. C'était le programme Yes Green, qui est développé par le PNUD avec le Ministère de l'Environnement et qui a permis la formation de quelque trentaine de jeunes diplômés de niveau master dans les métiers de l'eau et de l'assainissement et qui a facilité leur accès dans le marché de l'emploi notamment pour les régions de l'Oriental et Tanger à titre de rappel.

Il y a aussi un programme qui est développé par l'institut, c'est le programme H2O Maghreb qui est financé par l'USAID et coordonné, par l'ONUDI, donc l'Organisation des Nations Unis pour le Développement Industriel et pour comité de pilotage, donc l'ensemble des opérationnels du secteur de l'eau, à savoir l'OFPPT, le ministère de l'Eau, les régies… Donc tous les opérateurs du secteur de l'eau. C'est un programme qui vise un peu à développer l'employabilité dans les métiers de l'eau et notamment les métiers verts, pour l'eau potable et l'assainissement. C'est un programme qui a permis de mettre en place un « *Hub* » de formation et qui a fait recours aux derniers équipements, en termes de gestion d'eau potable et d'assainissement, et qui utilise aussi des dispositifs modernes de formation à travers le « *Blended learning* » et à travers la réalité virtuelle, au niveau de l'Institut.

Une formation de 6 mois a été réalisée pour les jeunes diplômés de niveau technicien bac +2, avec des formations de base dans les métiers de l'eau dispensés par les instituts et par les universités dans le secteur de l'eau et de l'assainissement. Ça a été une formation qui a permis de former une centaine de jeunes, qui ont passé des concours de recrutement. On a enregistré un taux d'insertion au niveau des opérateurs d'eau, que ce soit l'ONEE, la Redal, la Lydec ou les bureaux d'études. Ça dénote du rôle de la formation et du renforcement de capacités pour faciliter l'employabilité des jeunes.

Par rapport à votre question, on est un acteur de la formation dans la transition verte pour le secteur de l'eau potable et de l'assainissement. Concernant notre domaine de compétence, on s'est basé sur les métiers, les compétences et les spécificités, comme je l'ai dit tout à l'heure, qui relèvent du métier de l'eau potable et de l'assainissement en tant qu'acteur dans le secteur de l'eau potable et de l'assainissement. Je pense que les métiers sont identiques pour tous les opérateurs à des différences près selon le domaine d'intervention.

Nous, en tant que producteurs, distributeurs et intervenants dans le secteur de l'assainissement en termes de collecte et d'épuration des eaux usées, on a pu identifier l'ensemble des métiers qui touchent à la transition verte. On s'est basé, comme je vous ai dit, sur une approche par compétences. On a été accompagnés, on a fait un diagnostic des emplois. On a identifié 12 emplois types qui respectent un peu la chaîne de valeur du cycle de l'eau, dans différents domaines d'activité : l'exploitation, plutôt la production, la distribution, le contrôle qualité et aussi l'assainissement et tout ce qui est collecte d'épuration des eaux usées. Ma remarque à ce niveau, c'est qu'à l'échelle nationale, bien sûr, il y a d'autres opérateurs qui interviennent dans la formation professionnelle pour la mise à niveau et le renforcement des capacités des opérationnels du secteur de l'eau. Il faut fédérer l'ensemble des acteurs dans le domaine de la formation professionnelle, quitte à mettre en place un dispositif de gouvernance pour les formations professionnelles dans les métiers de l'eau.

Peut-être mettre un observatoire pour les métiers verts en matière d'environnement et peut-être l'ensemble de ces opérateurs, aussi bien la mutualisation des efforts des intervenants du secteur privé, des organisations institutionnelles et des opérateurs publics pour qu'on dispose d'un référentiel des emplois dans les métiers verts, d'un référentiel de compétences et d'un référentiel de formation à l'échelle nationale. C'est une proposition que j'aimerais partager avec vous et aussi pour me rapprocher des différents opérateurs, afin de mieux identifier et être à leur écoute par rapport à leurs attentes, en offres de formation et par rapport aux besoins en compétences dans ces métiers verts. Je voudrais aussi mettre l'accent sur un axe qui est très important et sur lequel mon collègue a mis l'accent, par rapport aux secteurs ou bien aux universitaires : la recherche et le développement.

Il faut vraiment encourager la recherche et le développement dans les métiers verts, pour développer des technologies vertes qui permettent de faire face aux évolutions et aux impacts environnementaux. C'est vraiment le renforcement de cet axe-là qui est la recherche et le développement orientés vers les métiers verts. Je pense qu'il pourra jouer un rôle très important pour le développement de la transition verte dans le secteur de l'eau potable et de l'assainissement.

Mohammed-Amine Faiz

Conseiller Technique, Projet Tamheen
GIZ Maroc

Merci beaucoup. Je pense qu'on a déjà entamé le temps imparti aux questions-réponses. Je me permets d'ouvrir le débat. Si vous avez des questions ou des témoignages à partager, je me permets aussi de solliciter peut-être les collègues des projets CESAR et Green Jobs à partager avec nous aussi leur expérience, parce que c'est intimement lié justement au sujet de ce panel. Je pense qu'on va prendre une question à la fois.

Lorenz Petersen

Directeur Résident
GIZ Maroc

Ça marche, merci. J'aimerais commencer avec un grand merci à tous les panélistes. Vous représentez le côté académique, le côté public avec l'ONEE, mais aussi le côté privé. Dans un sens, nous avons un représentant de formation haut niveau, mais nous avons aussi de la demande de formation. Ce qui m'intéresse, ce sont les deux côtés offre et demande. J'aimerais commencer avec une question au Pr. Tahiri. Vous avez déjà décrit un peu la création de tous les programmes, que vous avez les masters et tout ça ! À mon avis, on a le défi de développer des idées pour les profils, pas seulement au niveau thématique, mais aussi au niveau communication digitale, niveau qualité, disons caractère de personnalité. Alors, à l'université Hassan II Casablanca, est-ce que vous avez un profil idéal que vous voulez former ? Première question. Modérateur si vous le permettez, j'aimerais aussi m'adresser aux autres collègues, coté demande.

À l'ONEE vous êtes des formateurs, mais vous êtes aussi un très grand employeur. Vous avez une demande pour des profils. Est-ce que vous trouvez les profils dont vous avez besoin et quelles sont les choses qu'on doit peut-être modifier en termes de marché d'offres ? Quels sont vos besoins ?

La même question pour vous, au secteur privé, est-ce que vous trouvez les profils dont vous avez besoin ? Quel est le profil idéal ? Quelles sont les priorités pour vous ? Qu'est-ce que vous voulez trouver comme acteur, pour réaliser la transition verte ? Merci beaucoup

Mohamed Tahiri

Professeur en Chimie, Bioénergie, Ingénierie de l'Eau et de l'Environnement à la Faculté des Sciences, et Consultant International
Université Hassan II de Casablanca

Une question pertinente qui est dans le fond du fond des choses. Parce que là c'est justement, quand nous donnons, est-ce qu'on trouve des preneurs ? Eux, ils cherchent, mais trouvent-ils ce qu'ils recherchent ? Moi je diviserai le problème en trois parties. La partie 1, c'est la culture générale et le côté linguistique et communicationnel au niveau de l'enseignement public marocain. La partie 2, c'est les « *Hard skills* » et la partie trois c'est le caractère que vous avez dit. Par rapport à la partie 1 qui est dans le vecteur linguistique, il est sûr et certain que depuis l'arabisation que moi j'appelle le dialectisme et non l'arabisation, ils étudieront en dialectal marocain et pas en langue arabe classique. On n'est pas des Égyptiens, ni des Syriens, ni des Irakiens dans la culture. Le dialectal a pratiquement détérioré le côté linguistique et il a été tué à 100 % par les réseaux sociaux depuis 2010.

Lorsque les réseaux sociaux sont apparus et qu'on a commencé à parler en dialectal avec des lettres latines, là, ça a été la mort totale du vecteur linguistique. Ça, on ne cesse de le dire et de le répéter, bien que le privé représente 5 %, qui paye ? Le peuple marocain n'a pas de quoi payer le privé. Ils ont essayé de tout faire, ils n'ont pas réussi depuis 2000 jusqu'à 2020, on n'est pas encore arrivé à 15 % de la population marocaine qui paye l'école. Les 80 % sont encore dans le public. Ces 80 % ne savent pas comment se sauver, sauf quelques-uns qui ont compris qu'ils peuvent apprendre, ils peuvent faire l'autoformation sur les langues, la communication, le savoir-dire, le savoir-être, le savoir-faire, etc. Le savoir-être est un handicap pour nous aussi. Nous avons des étudiants qui sont handicapés linguistiquement. Leur handicap linguistique est très grave, il va falloir qu'on y réfléchisse. C'est mon point de vue et j'assume.

Le deuxième côté, c'est les « *Hard skills* ». Il n'y a aucun problème au Maroc. Ils sont intelligents, ils font les maths, ils font les sciences, la physique, la robotique, la

chimie,… Ils sont curieux. Ils veulent travailler et les « *Hard skills* » ils s'y sont mis. Mais il faut qu'ils puissent l'exploiter. Le côté caractère, c'est nous les enseignants qui ne travaillent pas depuis le jeune âge sur l'ouverture de l'esprit et la liberté d'expression pour nos enfants. On sait aujourd'hui qu'au Danemark par exemple, l'école c'est un parc. C'est comme ce parc-là. Les enfants jouent plus qu'ils n'étudient, ils créent, ils dessinent, ils font la musique, ils font la menuiserie, ils font l'atelier et après ils vont étudier. On a encore un grand retard sur ce côté-là. Nous sommes encore sur le côté ancien français d'« apprends et récite », ce n'est plus la mode.

Les étudiants n'aiment plus cette méthode pédagogique, elle est morte. On ne donne pas des ordres maintenant aux étudiants. On les convainc ou pas, ou on leur dit : « Voilà je pense que, pour produire du biogaz, il faut mettre des déchets dans un réacteur anaérobie et fermer pour qu'il n'y ait pas d'oxygène. Qu'est-ce que tu en penses ? » Comme ça, ça marche. Sinon tu lui dis : « Non, mets ça et fais ça et c'est fini… », ça ne marche plus avec la génération d'aujourd'hui. Il faut qu'on change la pédagogie de l'enseignement depuis le démarrage. Il faut qu'on donne de l'importance aux langues. Les langues, c'est le vecteur du savoir. Einstein n'aurait jamais eu le prix Nobel s'il a écrit $E=MC^2$ et point à la ligne. Il a écrit simplement avec un langage compréhensible : « S'il vous plaît, comprenez-moi, je vous dis $E=MC^2$ carré parce que je pense que… ». Les gens l'ont lu, ils l'ont compris. S'ils n'avaient pas compris M. Einstein, ils ne l'auraient jamais appelé pour lui donner le prix Nobel. Le côté linguistique le vocabulaire, les langues et pas une seule, plusieurs.

Le côté linguistique et le côté caractère. Je vous dis que c'est nous qui sommes les responsables. J'ai été une fois à une conférence à Fès et le doyen m'a dit avoir reçu des étudiants de Hollande. Ils ont été à la ville pour acheter des petites choses et ils ont décoré toute la fac. Je dis M. le doyen, s'il vous plaît, si vous avez donné un peu d'argent à vos étudiants marocains, si vous leur avez demandé de réfléchir sur ce qu'il faut faire à leur faculté, ils auraient fait aussi quelque chose de très joli. Regardez ce que nous sommes riches, nous les Marocains, en céramique, en sculpture de bois, en sculpture de plâtre… On est très forts, on a beaucoup de choses, mais quand on n'a pas les moyens et quand on n'a pas la liberté, quand on n'a pas la possibilité de le faire, c'est normal. Vous avez touché le fond du fond des choses. J'ai dit ce que j'ai pensé, ça ne concerne que moi. Merci beaucoup.

Mohammed-Amine Faiz

Conseiller Technique, Projet Tamheen
GIZ Maroc

Je pense qu'on laisse réagir peut-être la première salve de questions puis vous pourrez poser la vôtre. Merci.

Samira Amrani

Chef de la Division Ingénierie de Formation
Office National d'Eau et d'Électricité – ONEE

Je partage parfaitement l'avis de mon confrère. Je vais répondre sous deux casquettes. À l'ONEE avec une casquette offre formation via son Institut International de l'Eau et de l'Assainissement nous offrons des formations professionnelles et des formations continues dans les métiers de l'eau et de l'assainissement. Dans ce cas, nous disposons d'un référentiel d'emplois et de compétences pour répondre en premier lieu aux besoins en formation continue du personnel de l'Office et aussi à ceux des partenaires nationaux et régionaux. L'autre casquette, celle de recruteur, donc demandeur de compétences dans les métiers de l'eau et de l'assainissement. Je rappellerais que la mise en place de notre système de formation a été ancrée à la fin des années 60-70.

Il n'y avait pas de compétences et de formation de base dans les métiers de l'eau. À l'époque, c'était juste l'eau potable. On prenait des bacheliers pour lesquels le centre de formation de l'époque assurait une formation de base de 2 ans. C'est ce qui a permis d'avoir un réseau de techniciens spécialisés dans les métiers de l'eau potable et de l'assainissement. Avec l'avènement de la mise en place des systèmes de formation professionnelle et la mise en place des instituts de formation technologique spécialisés, le marché dispose des compétences dans les métiers et des compétences non transversales, par exemple l'électricité, l'électro mécanique…

Sur la base de ces compétences, on a abandonné un peu la formation de base pour renforcer la formation continue dans les métiers de l'eau et de l'assainissement. Actuellement, il faut dire que par rapport aux « *Hard skills* », nous n'avons pas de problème. Les formations techniques, les compétences techniques et le savoir-faire métier existent sur le marché de l'emploi. Ce que je voulais proposer, c'est d'orienter les formations académiques vers une optique métier. C'est-à-dire de se rapprocher davantage vers les opérationnels, les intervenants du secteur, pour mieux adapter leur cursus de formation et répondre aux attentes des recruteurs. Le point justement que je partage aussi, ce sont les « *Soft skills* ».

Dans ces métiers verts, on a beaucoup de contraintes sociétales et économiques qu'il faut mettre en place pour accompagner cette transition verte dans le secteur de l'eau potable et de l'assainissement. Rien qu'à citer les études d'impact sur l'environnement pour les projets d'eau potable et d'assainissement qui visent à prendre en compte les contraintes environnementales, sociétales, économiques, pour une meilleure intégration de la solution ou bien du projet dans le milieu naturel.

À côté de ces études d'impact, nous avons un plan de gestion environnementale et sociale qui fait appel à des compétences, à des « *Soft skills* » en termes de communication sociologique par rapport à la population. C'est dans le but de mener une enquête publique auprès des populations bénéficiaires afin de mieux intégrer et accepter ce projet et écouter leurs attentes. Il y a des « *Soft skills* » qu'on ne trouve pas sur le marché de l'emploi et sur lesquelles il faut travailler pour développer la formation diplômante ou la formation académique. Merci.

Rachid Tahri

Secrétaire Général
Fédération du Transport et de la Logistique

Merci. C'est une question très pertinente. C'est toujours le dilemme de l'œuf ou la poule : est-ce que c'est l'université qui doit donner, ou est-ce que c'est nous qui devons former ? J'ai eu l'occasion de travailler sur un certain nombre de programmes par rapport aux problématiques de la compétence. C'est un problème très ancien et que malheureusement nous n'avons pas encore résolu. Comme a dit Pr. Tahiri, c'est un problème qui revient effectivement à cette soi-disant arabisation qui a tout détruit. Parce qu'on pensait à cette époque que c'était bien. Maintenant, je pense qu'il est temps qu'on revienne à l'orthodoxie et qu'on se mette d'accord, c'est inévitable. La question des langues est inévitable dans le transport. Pour nous, c'est primordial. Quand on parle du transport national, quand on parle de transport international, ce n'est même pas la peine de parler de langues. Les langues sont une obligation. Le minimum c'est deux et plus. C'est anglais ou français, je ne parle pas de l'arabe. C'est anglais-français, ça c'est le minimum. Après il faut avoir les langues des pays avec lesquels on travaille, à savoir la Chine, le Japon et j'en passe. Nous avons un souci aujourd'hui par rapport à l'adéquation formation/emploi. Nous avons surtout la problématique de « *Soft skills* ».

Le Marocain qui a fait ses études dans le public a des soucis au niveau de comment il va se vendre. Ça, c'est un gros problème. Vous l'admettez d'ailleurs quand vous voyez les écoles d'ingénieurs. Vous avez le public, quand on parle d'écrit, ils sont très forts, comme l'a dit le professeur. Quand on passe à l'oral, ils ont des difficultés et en général, malheureusement, certains ratent leur intégration au niveau des écoles d'ingénieurs. La problématique de la langue est un gros problème, parce que si vous n'avez pas la langue, même si vous êtes un bon technicien, vous ne pouvez pas non plus progresser.

Justement avec la GIZ sur le projet Tamheen, qui est un projet pour les bacheliers, bac +2, techniciens spécialisés, nous avons insisté cette fois-ci sur la question de la langue et de la communication augmentée. Parce que le technique, il va l'améliorer quand il sera dans l'entreprise. Il va progresser, mais tout le reste il ne l'aura pas. Il ne pourra pas intégrer l'entreprise s'il n'a pas d'abord la communication, la langue, le « *Soft skills* », le savoir-être, le savoir-faire, l'esprit d'initiative… Nous les avons massacrés, nous les avons tués. Ils n'ont plus d'esprit d'initiative, ils sont des exécutants. Ils ne sont pas des initiateurs. Ils ne vont pas aller de l'avant, ils ne vont pas prendre le risque. Ça, c'est ce que nous retrouvons malheureusement aujourd'hui. On a besoin d'ingénieurs, parce qu'on est très en retard, on a besoin de beaucoup de bac +2 et de « *Middle management* ».

Cette problématique vous la trouvez dans tous les métiers, du plombier à l'électricien jusqu'aux autres métiers. Pour nous aujourd'hui, je reviens pour dire au professeur Tahiri que nous sommes plus proches de l'université en tant que privé, que des écoles supérieures. Parce que nous considérons qu'ils ont déjà tout ce qu'il faut. Sur la partie transport, nous avons intégré tout ce qui est « *Soft skills* » et nous avons intégré tous les modules qui concernent justement l'efficacité énergétique et la sécurité routière. Parce que c'est ce qui ne se faisait pas avant. Nous avons de la chance, nous avons postulé à l'époque dans le programme MCC. Nous avons à travers le fonds Charaka, notre propre institut sur 3 hectares et aujourd'hui il est prêt. Ça ne sera pas une école payante, ce sera une école gratuite. C'est pour recevoir tout le monde.

L'idée c'est que ce soit les professionnels vers les professionnels. Ça sera beaucoup plus des cas pratiques avec un mois à l'école, un mois à l'entreprise. C'est ce qui marche le plus et je pense que les Allemands sont les plus avancés dans ce domaine depuis les années 80 si ce n'est pas avant. C'est ce qui va donner la possibilité, parce que nous avons fait des expériences et ça a bien marché. Nous avons constaté que tous les élèves ou les étudiants qui passent un mois à l'entreprise, et repartent à l'école, puis reviennent un mois, à 99 % sont recrutés. On ne peut plus nous permettre de rester dans la théorie dans notre métier. Notre métier nécessite de la pratique.

Malheureusement, et là je rejoins les deux panélistes, les « *Soft skills* » sont très importants. Nous l'avons perdu dans les années 80. Quand vous voyez tous les gens d'un certain âge aujourd'hui, vous n'allez pas trouver des gens qui ont fait des études dans des écoles privées. Vous allez trouver que des gens qui avaient fait des études dans l'école publique. Moi, je suis issu de l'école publique et j'imagine que la plupart d'entre nous sont issus de l'école publique, je pense qu'il va falloir revenir à cette orthodoxie et oublier ce passé malheureux. J'aurais aimé que l'anglais passe, mais je vois qu'on est toujours dans le français. J'aurais aimé qu'on passe à l'anglais et qu'on oublie le français ou qu'on passe à d'autres langues beaucoup plus parlées dans le monde professionnel. Merci.

Mohammed-Amine Faiz

Conseiller Technique, Projet Tamheen
GIZ Maroc

Merci, M. Tahri. On me dit qu'on s'approche de la fin du temps réglementaire. Je propose de prendre peut-être deux questions de la salle et comme ça vous pouvez réagir de façon très brève directement.

Akram Zaoui

Expert
Policy Center for the New South

J'avais néanmoins beaucoup de petites questions. Peut-être que je les poserai plus tard. D'abord merci à tous les panélistes et au modérateur. Merci au centre pour son accueil, merci à la GIZ pour l'organisation. De façon générale, quand on voit des mesures comme le Mécanisme Européen aux Frontières qui vont quand même être assez massives sur le tissu productif marocain, sur les entreprises marocaines, etc., je me demande si les mesures qui sont prises aujourd'hui, que ce soit par les autorités, le secteur privé ou par la formation académique et professionnelle, ne sont pas un peu marginales par rapport à l'ampleur des menaces qui pèsent sur l'économie marocaine, avec par exemple le mécanisme aux frontières qui va quand même toucher l'ensemble de notre secteur productif. Est-ce qu'on n'est pas assez ambitieux au Maroc pour la transformation verte ? C'est-à-dire que l'économie verte ne va pas juste devenir une petite portion de l'économie, c'est toute l'économie qui doit devenir verte.

Boutayeb Hdidou

Directeur général
Shams, Eau et Environnement

Bonjour, ma question est à M. Tahri, par rapport au retard de l'implémentation de l'accréditation des véhicules norme Euro 5, Euro 6. Par exemple Euro 6 date de 2014 et là on parle encore d'Euro 5 qui date de 2009. Pourquoi ce retard, est-ce que c'est lié à l'infrastructure ? Parce que c'est une réglementation qui régit le fonctionnement des véhicules et ce sont les producteurs principalement qui sont concernés. Pourquoi ce retard ? Parce que les producteurs Volkswagen, Mercedes, les Asiatiques ou autre, vont produire pour le marché mondial, pour le marché européen, vont ériger un Euro 4 pour le marché marocain ? Pourquoi ? Qu'est-ce qui empêche de normaliser cela et d'être à un niveau avancé ?

Rachid Tahri

Secrétaire Général
Fédération du Transport et de la Logistique

Je vais répondre à une partie de la première question. Oui, ce n'est jamais suffisant. On ne peut pas dire que c'est marginal, mais ce n'est jamais suffisant, parce qu'on est rattrapé par le temps. Tout ce qu'on fait, c'est clair que si on le prend dans sa globalité, il va paraître marginal, mais c'est un effort considérable. Il faut continuer parce qu'il faut aller toujours dans l'amélioration. Aujourd'hui, je pense qu'il y a une prise de conscience très importante à tous les niveaux. Je suis d'accord avec vous, si vous prenez tout ce qui est transport international, c'est Euro 6. Nous sommes en train de passer à une autre norme. Aujourd'hui, c'est Euro 6 tous les transporteurs qui font de l'International sont Euro 6.

Au Maroc, c'est Euro 5, il y a même Euro 4. Je pense que bientôt il n'y aura plus de possibilités pour l'Euro 4. Pourquoi ? Parce que ça coûte de l'argent. Pour vous donner une idée, l'acquisition d'un véhicule Euro 6, tourne autour de 800 000 et 1 million de dirhams. C'est très cher. Je ne parle que du tracteur routier, je ne parle pas du reste. Le coût est tellement énorme qu'on est toujours en retard par rapport à ce qui se fait en Europe parce qu'il faut accompagner les entreprises. On a plus de petites entreprises que de moyennes, soit des petites, soit des grandes, et il faut les accompagner parce qu'il faut qu'il y ait, par rapport à l'investissement, l'amortissement et on a toujours un écart avec l'Europe, comme tous les autres pays émergents. On suit au fur et à mesure… D'ailleurs, même le dernier décret qui est sorti justement pour passer à l'Euro 6, notre ministère a demandé à ce qu'il n'y ait pas d'application de ce décret. Quand vous avez un camion et vous l'amortissez en moyenne entre 4 et 6 ans. Il faut laisser le temps de l'amortissement à toutes les entreprises en général pour passer à une autre norme.

Mohammed-Amine Faiz

Conseiller Technique, Projet Tamheen
GIZ Maroc

Merci, M. Tahri. Je pense qu'on arrive à la fin de notre « *Deep dive* ». Peut-être pour clôturer sur une note positive sur le rapport demande/offre de formation. Je peux témoigner peut-être des efforts qui sont aujourd'hui fournis par l'Office de la Formation Professionnelle, qui forme quelque chose comme 450 000 personnes par an. Ils ont entamé cette réflexion il y a quelques mois de façon officielle sur les métiers verts, que ce soit des métiers émergents sur des secteurs verts, notamment les énergies renouvelables, la gestion des déchets, la gestion de l'eau, mais aussi la transformation de certains métiers en introduisant des compétences proprement vertes dans leur formation. Nous-mêmes à la GIZ à travers le projet Tamheen qui porte sur la formation professionnelle en milieu de travail, nous avons été sollicités pour les accompagner sur ça. Aujourd'hui, je peux dire qu'au niveau des pouvoirs publics, il y a quand même une volonté et la réflexion est déjà engagée, ce qui est très positif. Maintenant, à nous de tracter aussi le secteur privé et pour l'application.

Merci beaucoup. Je tiens à remercier nos intervenants. Merci pour vos idées, merci pour vos interventions. Merci aussi aux participants et aux personnes qui ont posé des questions et je passe la parole à M. Cherkaoui.

Ayman Cherkaoui

Directeur du Centre international Hassan II de Formation à l'Environnement
Fondation Mohammed VI pour la Protection de l'Environnement

Merci beaucoup. Merci au co-modérateur. Merci à l'ensemble des panélistes de ce premier « *Deep dive* » qui est un bel exemple à suivre pour le reste des « *Deep dive* » de la journée. En termes d'échanges, en termes de partage, en termes aussi de questions, ce que nous avons pu avoir de la salle, merci infiniment. Nous allons maintenant passer à la première pause-café, cher Professeur Tahiri. On va appliquer cette métaphore. Je n'ai pas vérifié s'il y avait des carottes et des œufs, mais je vous promets qu'il y a du café. On aura une quinzaine de minutes pour se rendre à la pause-café. Il faudra quitter la salle, quitter l'espace en fait, et descendre les escaliers qui sont sur votre gauche. Vous allez pouvoir profiter un peu davantage de ce plein air. Je saisis aussi l'opportunité pour en particulier remercier les partenaires de la Fondation et du Centre qui sont là, notamment l'ONEE qui est un partenaire très proche de la fondation. J'ai aussi vu dans la salle ma chère amie, Mme Bouchti de la CGEM. Sur ce, bon café et on se retrouve dans quinze minutes ici même. Merci beaucoup.

« *DEEP DIVE* » 2 : « *ECO-FRIENDLY BUSINESS* » – DÉFIS ET OPPORTUNITÉS

Ayman Cherkaoui

Directeur du Centre international Hassan II de Formation à l'Environnement
Fondation Mohammed VI pour la Protection de l'Environnement

Nous espérons que cette pause-café aura été une nouvelle opportunité d'échanges et d'approfondissement de ce qui a été débattu jusqu'à présent. Nous allons maintenant passer au second « *Deep dive* », à ce second plongeon. En ce qui concerne la transformation verte et ce « *Deep dive* » porte sur l'« *Eco-friendly business* » défis opportunités. Encore une fois, je tiens à saluer la présence avec nous d'une représentante de la Confédération générale des Entreprises du Maroc en la personne de Mme. Houda Bouchtia qui vu la thématique dont on parle, je pense que c'est important. Sans vouloir non plus la mettre devant un fait accompli, j'imagine qu'elle aura des choses à contribuer dans le cadre de cette session. Nous avons notamment collaboré sur beaucoup de sujets. On va parler de certains de ces sujets tels que l'outil Bilan carbone, la « *Task Force* » décarbonation ou les « *Side events* » activités qu'on avait faites ensemble dans la COP 27, qui a connu la participation de M. le Président de la Confédération générale des entreprises du Maroc, ainsi que Mme la Secrétaire générale de la Fondation Mohammed VI pour la Protection de l'Environnement, entre autres intervenants de haut niveau. Sans plus tarder, je vais introduire le modérateur de ce second « *Deep dive* », mon collègue M. Ismaïl Farjia, qui est « *Junior Executive Manager* » au sein de la Fondation Mohammed VI pour la Protection de l'Environnement, ainsi que coordinateur du « *African Youth Climate Hub* ». La parole est à vous, Ismaïl. Sous vos applaudissements, s'il vous plaît. Merci beaucoup.

Ismaïl Farjia

« *Junior Executive Manager* »
Fondation Mohamed VI pour la Protection de l'Environnement

Bonjour. Merci beaucoup pour la présentation. Alors, est-ce que vous êtes prêts pour ce second « *Deep dive* » ? Je vois que vous avez votre café. Il y a un peu d'énergie. Allez plus fort, plus fort… Merci beaucoup. On a vu dans le premier « *Deep dive* » l'importance du développement des capacités et des compétences. Maintenant, on va être un peu dans le « *Storytelling* » et voir comment un secteur qui est crucial pour assurer cette transition-là doit prendre part au dialogue et démontrer ce qui est fait sur le terrain. C'est pour ça que l'importance du secteur privé pour une transition juste est capitale. D'où le sujet de ce « *Deep dive* » n° 2 et pas mieux que la GIZ qui co-organise avec nous cet événement-là pour nous présenter la logique dudit « *Deep dive* ». Je donnerai la parole à Mme Sarah Schwepcke-El Khiati, qui est Conseillère Technique Principale au niveau de la GIZ pour nous présenter un peu la logique qu'on cherche à suivre dans ce « *Deep dive* » n° 2. Sous vos applaudissements, bien sûr.

Sarah Schwepcke-El Khiati

Conseillère Technique Principale, des Projets Green Jobs et CESAR
GIZ Maroc

Merci. On cherche la magie. Je trouve que c'est une très bonne description pour commencer cette deuxième partie. Merci beaucoup, Ismaïl. Je m'appelle Sarah Schwepcke-El Khiati. Je suis Conseillère Technique Principale de deux projets au sein de la GIZ Maroc. Deux projets qui visent notamment la promotion d'emplois dans des secteurs purement verts. J'avais avec d'autres collègues, notamment Jawad et Saad, l'honneur de concevoir un peu ce « *Deep dive* ». On avait pas mal de challenges, parce qu'on voulait vous présenter, comme vous pouvez le lire des « *Eco-friendly business* ». Qu'est-ce que ça veut dire ? Il y a beaucoup d'options et vous savez que c'est aussi un peu au cœur de notre travail à la GIZ Maroc. On travaille beaucoup avec différents partenaires publics, privés, du milieu associatif, de la société civile sur ces thématiques, donc comment promouvoir une transition économique verte, surtout du monde « *Business* » au Maroc ?

D'un côté, je voulais vous inviter aussi à visualiser le travail que la GIZ fait dans plusieurs projets, à travers quelques posters que vous pouvez trouver quand vous ressortez de cette salle accrochés au mur avec des petites pinces à linge. De l'autre côté, je voulais vous dire qu'on a fait un choix des panélistes qui était difficile. On voulait vous présenter la marche dans laquelle nous agissons. Il y a une variété régionale, il y a des « *Business models* » qui viennent de toutes les régions du Maroc, il y a une variété de tailles, vous allez voir, il y a de très très grandes entreprises, il y en a aussi de très très petites qui sont en cours de naissance et différentes idées qu'ils promeuvent.

Nous avons tout d'abord l'honneur d'écouter un acteur qu'on pourrait appeler classique, qui est en cours de verdissement. Une grande entreprise qui fait beaucoup pour réduire son impact environnemental. Par la suite, nous aurons plusieurs « *Business model* » plutôt innovants. Ils vont nous raconter comment ils se sont trouvés sur ce chemin, quels étaient les opportunités et les défis ? Après, puisque nous sommes un acteur de l'écosystème de soutien, on est là pour accompagner et conseiller nos partenaires. De la même manière que nous le faisons avec d'autres partenaires, on a invité aussi deux acteurs de l'écosystème, si on veut l'appeler comme ça, qui soutiennent des entreprises, des *start-upers*, des agriculteurs dans leur transition verte. J'espère que vous allez apprendre avec moi et je redonne la parole à Ismaïl.

Ismaïl Farjia

« Junior Executive Manager »
Fondation Mohamed VI pour la Protection de l'Environnement

Merci Sarah d'avoir contextualisé un peu ce « *Deep dive* » qui va nous emmener vers le pays de la transition et de l'économie verte. Avant de commencer, il y a quelques règles à respecter. Règle n° 1 toujours le sourire, toujours de l'énergie. Règle n° 2 pour les personnes qui vont faire leur « *Storytelling* », vous avez 10 minutes et pour les personnes qui disposent d'une présentation, vous disposez d'un « *Clicker* ». Nous allons passer à « *Our first step* », notre première étape qui n'est autre que des entreprises qui

sont déjà installées et qui cherchent transition. C'est avec un grand plaisir que j'invite Mme Nora Enneddam, qui est ingénieur, chef de projet environnement chez la Société nationale des Autoroutes du Maroc pour nous donner sa « *Story* ». Dans la « *Concept note* », on a parlé de « *Success-story* ». Moi je vais parler de « *Story* » et ce sera à vous de juger suite à la présentation de Mme Enneddam, si c'est une « *Success-story* » ou non.

Nora Enneddam

Ingénieur Chef de Projet Environnement
Société Nationale des Autoroutes du Maroc – ADM

D'abord, je vous remercie pour l'invitation et pour l'accueil chaleureux au sein de ce lieu très agréable. Je suis Enneddam Nora, Chef du Service Développement Durable et RSE au sein de la Société Nationale des Autoroutes du Maroc. Je suis lauréate de l'Institut agronomique et vétérinaire Hassan II. Je suis aussi architecte paysagiste et j'ai eu la chance dès l'obtention de mon diplôme de participer à des projets qui visent la préservation de la biodiversité, la préservation des écosystèmes et du développement durable en général. Je suis là aujourd'hui pour partager avec vous les différentes actions, les différents engagements standards qui se sont développés au sein d'ADM concernant le développement durable. Je passe directement à la présentation.

J'ai essayé de présenter brièvement et d'une manière générale les différentes actions. La présentation est répartie en quatre parties. Je vais présenter un bref rappel de la mission d'ADM qui est tout d'abord la construction d'autoroutes par voie de concession ou de contrats. Il y a aussi l'exploitation et l'entretien de l'infrastructure autoroutière, la gestion, la protection et la conservation du domaine public autoroutier et bien évidement l'objectif principal qui de mieux servir le client usager. Je passe à la deuxième partie qui est le développement durable, qui a été toujours au cœur de tous les métiers d'ADM. Là, c'est les principaux engagements et les différents standards. Je cite premièrement, les différentes études d'impact sur l'environnement. Il y a eu une application rigoureuse des différentes recommandations qui émanent des études d'impact sur l'environnement. Le deuxième point, c'est la prise d'initiative dans le domaine environnemental. Je cite principalement le projet Ard qui a été développé avec notre partenaire GIZ. Troisièmement, ce sont les différents standards environnementaux qui sont applicables aux différentes activités concernant les eaux usées, les aménagements paysagers, le fauchage, les déversements de matières dangereuses à cause des différents accidents qui peuvent avoir lieu sur l'autoroute. Je note aussi un ambitieux programme d'optimisation de gestion des ressources naturelles et de l'énergie et aussi la préconisation du recyclage et la récupération et l'utilisation des produits écologiques. Je vais présenter quelques exemples concrets.

En ce qui concerne la protection des sites naturels, il y a différents programmes relatifs au reboisement de compensation. Je cite là, les programmes liés à la compensation des forêts d'arganier qui ont été déboisées à l'occasion de la construction de l'autoroute. Aussi, l'exemple du chêne-liège. Pour ces exemples, on a pu concrétiser un grand programme en concertation avec les Eaux et Forêts. Le deuxième point, c'est la protection de la faune. Je cite quelques exemples. Il y a eu des conventions bien sûr en concertation avec notre partenaire, les Eaux et Forêts, concernant la préservation de la grande outarde au niveau de la région du Nord et du Turnix d'Andalousie au niveau de la région d'El Jadida-Safi. Il y a aussi des passages qui sont prévus dans la totalité des ouvrages autoroutiers. Ce sont les passages pour la faune, pour préserver l'écosystème traversé.

En ce qui concerne les mesures de protection de l'environnement, il y a toujours dans les différents projets autoroutiers un plan de suivi environnemental durant la phase de construction qui est imposée aux différentes entreprises chargées de la construction suivies rigoureusement par nos responsables. Ils concernent les différents aspects de

l'environnement : l'eau, les végétaux, tout ce qui est gestion, déchets liquides et solides et tous les aspects liés à la gestion de l'environnement. Il y a aussi le traitement des eaux usées. Au niveau des aires de service, on a des standards qui ont été développés et on a des stations types qui sont imposées aux différentes compagnies pétrolières et qui sont intégrées au niveau des cahiers de charges en amont des projets. On a aussi des standards pour la qualité des rejets à avoir à la fin de chaque station de traitement. Il y a aussi l'aspect traitement des déchets solides, que ce soit à la phase de construction ou à la phase d'exploitation.

Il y a aussi une ambition de généralisation du tri sélectif au niveau des aires de service. On a déjà des expériences pilotes, mais on envisage de développer cette expérience au niveau de l'ensemble des aires de service. Il y a aussi la préconisation du recyclage. Je peux citer un exemple qu'on a développé au sein des Autoroutes du Maroc, c'est la réutilisation des déchets issus des anciennes chaussées. Ils sont intégrés dans la formulation des nouvelles chaussées. On a à la fois une récupération, une réduction des rejets et une mise en valeur dans les nouveaux projets. Par rapport au dernier point, on privilégie les techniques d'économie d'eau. On a une technique qui a été développée au sein de l'ADM et qui a été déjà partagée et publiée. C'est le compactage à sec, comme vous le savez pour la construction d'autoroutes, on a affaire à des remblais qui peuvent aller à des millions de mètres cubes.

Veuillez noter que pour la formation d'un mètre cube de remblai, on a besoin de 16 litres d'eau. Il y a des techniques qui sont développées pour le compactage à sec, qui ont déjà été testées dans plusieurs zones arides. Je cite l'exemple de l'autoroute Marrakech-Agadir et aussi l'autoroute Settat-Marrakech. C'est une technique très intéressante qui permet de ne pas accentuer le stress hydrique surtout au niveau des zones arides. Il y'a aussi l'exemple qui concerne l'aménagement paysager. On est obligé d'avoir recours à l'arrosage pendant les premières années, donc on privilégie l'usage de systèmes économisant l'eau. Je cite le goutte-à-goutte ainsi que le choix d'espèces résilientes qui sont très adaptées aux conditions des régions traversées pour minimiser la consommation en eau.

Abordons maintenant le volet aménagement paysager des dépendances vertes qui permet une intégration paysagère de l'autoroute à son environnement, offre des espaces accueillants aux usagers, renforce leur sécurité tout en servant à restaurer des corridors écologiques verts nécessaires à la restauration de l'équilibre des écosystèmes traversés, refuges pour la faune. Je saisis l'occasion pour parler ici du projet Ard qui a été développé avec notre partenaire historique qui est la GIZ et aussi avec l'Institut National de Recherche Agronomique. C'est un projet qui vise le développement de la flore locale pour renforcer la stabilité des talus autoroutiers et qui permet aussi la contribution à l'amélioration des revenus de la population des territoires traversés. Parce que cette population est impliquée dans ces projets pour la production de saumons sauvages et leur multiplication.

Nous avons également d'autres programmes dans d'autres domaines, comme le programme Azur pour le développement des énergies propres et de l'efficacité énergétique. Pour tout ce qui est RSE il y a un programme vert que j'ai déjà développé. Il y a le programme Azur que je viens de citer. Il y a aussi le programme communautaire qui est lié à la population riveraine. Il vise principalement la réhabilitation et l'amélioration des conditions dans les écoles limitrophes, l'aménagement des classes numériques pour les écoles et le soutien aux coopératives locales pour améliorer leurs revenus et développer les produits de terroir. Je vais citer la fameuse phrase : « Faire de l'autoroute un passage heureux et un investissement dans le bon voisinage ».

Je profite également de l'occasion pour citer un partenariat historique avec la GIZ qui a été concrétisé à travers deux grandes conventions. La première, c'est le projet Ard qui est le développement du saumon sauvage pour la lutte contre l'érosion hydrique et aussi pour l'amélioration des revenus de la population riveraine. Puis le deuxième projet, en cours actuellement, le projet Developpp qui est une collaboration tripartite entre

ADM, GIZ et IPROconsult. C'est une continuité de la première convention, mais avec une vision améliorée pour préserver l'environnement et contribuer à l'amélioration des revenus de la population locale. Je vous remercie pour votre attention.

Ismaïl Farjia

« Junior Executive Manager »
Fondation Mohamed VI pour la Protection de l'Environnement

Merci beaucoup, Mme Nora. Je vous en prie, installez-vous sur un des fauteuils, vu que nous allons passer par la suite à une session de questions-réponses. Merci beaucoup d'avoir apporté ces éléments d'éclaircissement sur le travail de l'ADM, notamment pour la préservation de l'environnement. Surtout que votre cadre de travail qui dépend d'une infrastructure cruciale pour qu'on puisse voyager et faire notre week-end à Marrakech et à Agadir. C'est important qu'on voie qu'il y a tout un travail derrière qui est fait pour préserver l'environnement et respecter aussi les communautés qui sont aux alentours des zones dans lesquelles vous êtes actifs. Nous passons maintenant à notre deuxième histoire et j'inviterais M. Youssef Chaqor, chef de l'entreprise Éco-gestes. Sous vos applaudissements encore une fois. M. Youssef, je vous prie de prendre la parole.

Youssef Chaqor

Directeur
EKO Geste

Mesdames et Messieurs, je vais avoir deux casquettes différentes : celle de l'entrepreneur qui a envie de vous présenter son « *Business* » et celle de l'avocat de l'entrepreneuriat vert qui veut mettre en lumière tout ce qui va et ce qui ne va pas dans l'écosystème local. Je crois qu'on ne se rappelle pas pourquoi l'entrepreneuriat vert est important. L'entrepreneuriat vert, il y a 20 ans, était un « *Nice to have* ». C'était bien, c'était agréable si on pouvait en plus protéger l'environnement. Mais aujourd'hui, il est en train de devenir une nécessité et même une urgence. Peut-être que dans quelque temps les « *Sustainable entrepreneurship* » vont devenir équivalentes « *Entrepreneurship* » parce que les conditions se durcissent.J'imagine que vous connaissez tous le « *Overshooting day* » ou le jour du dépassement. On est en train de consommer une fois et demie la Terre et sur la cadence actuelle, alors que des continents, des pays, l'Afrique, le Maroc, l'Asie ont une ambition de développement économique qui est consommateur de ressources. Il va falloir créer la dissociation entre la croissance économique, le bien-être social et la consommation des ressources et ce n'est plus soutenable de continuer. Si on continue, on va consommer deux fois et demie la Terre et la Terre ne pourra répondre qu'aux besoins d'un petit milliard d'habitants alors qu'on est déjà 8 aujourd'hui. Ma lecture, c'est qu'on est en train de passer de l'indignation à l'action et nous avons vu peut-être une accélération des engagements sur les 5 dernières années où les gens, au lieu de dire : « Oui, ce n'est pas normal », des territoires, des corporations, commencent à s'impliquer. Parce que c'est comme une table, si un pied n'est pas bon, tout le monde doit faire l'effort en même temps. Il va falloir collectivement faire un effort en même temps. C'est ce qui est en train de se passer. Des territoires comme l'Europe, la Chine… tout le monde a un programme de neutralité carbone aux alentours de 2050 ou 2040 ou 2060. C'est en train d'être intégré dans les réglementations. C'est-à-dire qu'aujourd'hui vous pouvez poursuivre en justice un État en tant qu'association parce qu'il n'a pas respecté ses engagements. C'est ce qui s'est passé en Hollande par exemple, ou qui est en train de se passer en Europe parce que l'État ne respecte pas les engagements qu'il a pris. Les grandes marques à l'instar de « Coca-Cola 2030 », parlent de circularité zéro déchet dans la nature. Ce qui est en train de se passer, c'est qu'il y a un changement de l'indignation vers l'action qui s'opère et qui est « *Drivé* » par la multiplicité des opérateurs. Que ce soit un État, que ce soit une corporation, que ce soit un groupement de corporations. Ça se décline.

Moi, en tant qu'entrepreneur, je dois d'abord vous dire que j'ai déjà échoué dans mon challenge. J'ai déjà mis une entreprise en redressement judiciaire parce que je n'ai pas réussi à relever mon challenge qui est de créer de la valeur économique en essayant de préserver l'environnement. Aujourd'hui je suis en train de réessayer parce que c'est dans ma conviction, c'est dans mon ADN et c'est la seule manière que je conçois de faire de l'entrepreneuriat et je vais partager avec vous un peu cette expérience. On juge qu'on ne fait pas assez de circularité dans le monde et qu'il va falloir apporter une solution technologique qui facilite l'accès à des solutions aux générateurs de déchets. Nous, ce qu'on veut apporter comme solution, c'est connecter des générateurs de déchets à des valorisateurs, via une plateforme digitale et une logistique un peu ubérisée, qui permet de faire ça. On croit que pour le faire, il faut que la technologie soit tracée par la « *Blockchain* » et qu'il faut qu'il y ait de l'« *Incentive* » au niveau du générateur. Ça, c'est un peu notre ambition et notre réponse à une problématique qui est globale. Parce que dans tous les pays du monde, l'accès à une solution de circularité n'est pas toujours facile. Je dois sortir alors que là, en utilisant le téléphone, une application, je peux me connecter à des solutions qui me permettent de réduire mon empreinte carbone.

Pour prouver que ce concept marche, on a décidé de prendre un vertical et de le tester à l'intérieur. C'est le vertical de bio fuel en tant qu'« *Off-taker* » et le déchet des huiles. C'est une matrice à trois dimensions où il y a le profil du générateur, il y a la matière et il y a l'« *Off-taker* ». En tant qu'« *Off-taker* », on a décidé de se concentrer sur les plus gros pollueurs, donc les entreprises pétrolières. En tant que générateurs, on a trois profils. On a ce qu'on appelle les « *Household* ». Les professionnels : hôtels, cafés, restaurants… et les industriels. Sur l'axe matière, on s'est concentré sur les corps gras en général, donc les huiles de friture. On a « *Pluggé* » notre système et on a quelques résultats positifs on va dire.

Ça, c'est la demande des « *Biofuel* ». Aujourd'hui, en Europe, quand vous achetez du carburant, en général, il contient par la force de la loi un biocarburant d'origine déchet. Bien sûr, tout le monde ambitionne qu'il n'y ait plus de moteur thermique à l'horizon 2035, mais il y a un relais de la demande très important qui est l'aviation. Parce que l'aviation a pris comme engagement de réduire de 55 % ses émissions. On a une demande très importante, on a une problématique de « *Sourcing* » d'un déchet qui existe dans tous les foyers et dans tous les restaurants. La problématique c'est comment connecter ce déchet à cet « *Off-taker* » d'une manière tracée, structurée mais malheureusement profitable parce qu'on est entrepreneur et le challenge c'est de le faire de manière profitable.

Pour cela, je voulais partager avec vous aussi pourquoi l'entrepreneur que je suis le fait. La grande vague à laquelle je crois, et certains d'entre vous peut-être, m'ont vu il y a 10 ans vont dire : « On est comme des messagers de Dieu qui disent si vous ne faites pas ça, ça va être la punition ». Cette fois, on leur dit : « Croyez-moi, cette fois, c'est vraiment la punition qui va arriver ». Parce que le système financier, le grand gourou du monde a décidé de s'impliquer, a décidé d'agir. C'est l'élément qui change toute la donne. Ça, c'est l'évolution des fonds d'impact et de « *Sustainability* » en Europe sur quelques années. Il y a beaucoup d'argent qui va venir pour financer l'entrepreneuriat vert dans le monde. Parce que c'est un bonus. Il y a aussi le malus. Énormément de fonds souverains ont décidé de ne plus investir. Les places financières, la plus grande celle de New York SEC, a décidé de standardiser le reporting financier et le reporting environnemental avant la fin de l'année. C'est-à-dire que l'investisseur doit faire un arbitrage en fonction de la pertinence économique et financière.

Moi, je fais partie de ceux qui croient que l'opportunité va être gigantesque parce qu'il y a beaucoup d'argent qui va venir se déverser dans des industries. Je fais partie de ceux qui croient qu'il n'y a pas suffisamment d'initiatives. Reste à savoir si le Maroc est le bon terreau pour ce genre d'initiatives ou si ce serait mieux d'aller ailleurs. Ça, c'est une autre question à laquelle j'essaierais de répondre.

Rapidement, je vous expose comment on répond à la problématique. On a trois solutions. La première c'est « *Off-taker* » donc nos clients peuvent avoir une visibilité sur ce que nous collectons aujourd'hui, je dois vous dire qu'on opère dans deux pays : au Maroc et aux Émirats arabes unis. Nos clients peuvent avoir une visibilité sur ce que nous collectons, ils peuvent planifier et ils ont une sorte de traçabilité sur la chaîne de valeur. Il s'agit là des générateurs de déchets. On croit que dans des pays où la maturité environnementale n'est pas très élevée, il faut de l'« *Incentive* ». Aujourd'hui, les huiles que nous collectons, nous les payons, il y a un « *Incentive* » financier pour l'effort environnemental et sans cet « *Incentive* », il n'y a pas de *business*. Comme nous sommes malheureusement exposés, notre « *Business model* » économique est basé sur la valeur de la matière, quand vous avez de la volatilité sur du gazole ou sur du biocarburant, le modèle d'*incentive* et financier devient très très stressant. Ça fait partie des raisons qui nous ont mis les clés sous le paillasson sur la première expérience. Donc, on est en train de faire de la duplication et de la substitution de rémunération financière par d'autres « *Incentives* ». Ça, c'est notre valeur de proposition de valeur.

On utilise la technologie. Par exemple, on a un recensement géolocalisé de tout l'univers de générateurs qui nous intéresse. Si ce sont des hôtels, cafés, restaurants au Maroc, on a 13 ou 14 000 cafés restaurants recensés dans notre univers. On sait qui est actif, qui ne l'est pas. Ils ont à leur disposition une application mobile avec laquelle ils peuvent faire des demandes de collecte. On essaie d'intégrer un modèle de paiement via l'application, on essaie de digitaliser un peu l'expérience, et ça, c'est l'application du collecteur. Aujourd'hui, ils sont moitié salariés, moitié franchisés. Toutefois notre ambition, c'est d'avoir des entrepreneurs franchisés, qui puissent avoir de la synergie et qui ne puissent pas être dédiés uniquement à notre « *Business* », mais sur beaucoup d'autres lignes de métier que nous portons : faire de la collecte d'huile, faire de la collecte de plastique et qu'on ait d'autres entrepreneurs qui puissent avoir des « *Leads* » via l'application et faire la logistique de manière optimisée. Juste pour dire qu'on est un « *Business* » qui a des ambitions, qui a un « *Track record* », qui a beaucoup d'ambition de croissance et qui a surtout un marché.

Nous sommes deux à cofonder ce « *Business* ». Mon premier apprentissage du premier échec, c'est ne jamais le faire tout seul, donc avoir un partenaire et Aziz est mon partenaire dans le « *Business* ». Nous avons réussi à « *On-border* » avec nous un « *Advisory board* » de très bonne qualité. Le challenge c'est de se demander si on est dans un territoire, où si on est encore dans une logique que le « *Sustainable business* is a *nice to have* ». On n'est pas suffisamment conscient de la vague qui va venir et du risque qu'il y ait sur l'entrepreneuriat traditionnel parce que des marchés comme l'Europe ne vont plus être accessibles, si on ne fait pas cette transformation, si on n'intègre pas la « *Sustainability* » dans le modèle de l'équation, la question est de savoir si on a le luxe de se permettre une telle transformation. Quels sont les mécanismes qui existent pour pouvoir faciliter cette transition ? Est-ce qu'il y a des mécanismes de financement adaptés à cet entrepreneuriat ? Là, je vous dirais non tout de suite.

Ce qui existe, c'est un truc de survie, on a envie que l'entrepreneuriat vert soit de toutes petites structures qui gagnent 50 000 euros par an, on ne veut pas faire des champions nationaux ou des champions régionaux. On manque d'ambition dans cet univers. La GIZ qui à mon avis est le moteur intellectuel de la « *Sustainability* » a raté 2 ou 3 maillons importants pour la transformation dans le pays. Le fait de « focusser » tous les forts sur les programmes de l'État et des institutions publiques ou de faire des microprogrammes qui permettent uniquement la survie, de créer des « *Start-up* » avec 2 ou 3 ou 4 personnes qui vont survivre 3 ans ou 4 ans, de ne pas suffisamment collaborer, ou de trouver le moyen de financer. Parce que « *It's a money game* », c'est de la transformation, de la réalisation, c'est aussi de l'investissement et beaucoup d'argent qui doit y être mis et créer un système d'impulsion pour que plus d'argent vienne. Quand on veut faire une transformation « *drivée* » par l'innovation et qui soit « *Sustainable* » en plus, il va falloir perdre beaucoup d'argent pour que 10 % des initiatives réussissent et il faut accepter qu'il y en ait neuf qui échouent, et il faut avoir les moyens et les ressources pour le faire.

Aujourd'hui, on n'y est pas encore et on ne voit pas dans l'horizon court des initiatives qui puissent doter le pays d'une ambition et permettre aux talents, parce qu'il y en a beaucoup, de pouvoir réaliser des succès grands à long terme. Le Maroc n'est pas un territoire pour un entrepreneuriat de survie. Le Maroc peut être un territoire pour un entrepreneuriat d'impact, de visibilité et de succès à l'échelle internationale. Maintenant, il faut aussi nourrir cette partie d'un écosystème entrepreneurial. Merci.

Ismaïl Farjia

« Junior Executive Manager »
Fondation Mohamed VI pour la Protection de l'Environnement

Je vous en prie, installez-vous, merci beaucoup. Je vous remercie pour la transparence et le courage de dire qu'il y a des risques et que l'échec est possible. Mais le plus important c'est de saluer la persévérance et surtout le courage pour remodeler le « *Business* » et retravailler et chercher les partenariats pour aller de l'avant, notamment investir beaucoup dans la technologie qui est le présent et le futur pour réussir nos projets. Il est cependant très important de saluer tous les efforts de tous les acteurs qui sont présents. Parce que malgré les défis, malgré toutes les problématiques qu'on rencontre, les acteurs, dépendamment de leur secteur d'expertise, cherchent à aller de l'avant et chacun apporte un petit bout du puzzle pour qu'on puisse accomplir cette action au niveau global, en cherchant des acteurs de par différents secteurs.

En parlant des acteurs des différents secteurs, il est important de transitionner maintenant pour voir aussi les différents autres acteurs qui accompagnent des projets, actions, et efforts, notamment pour assurer cette économie verte. C'est pour cela que nous allons passer maintenant à notre troisième speaker pour ce « *Deep dive* » là, M. Amine Zarouk fondateur et CEO de Green Open Lab. Nous avons pris 5 minutes pour votre « *Story* ». Encore 10 minutes. Je vous prie de respecter le temps.

Amine Zarouk

Directeur et Fondateur
Green Open Lab

Merci beaucoup, je promets de faire un peu moins de dix minutes. Je suis heureux vraiment d'être là aujourd'hui dans ce magnifique cadre, très très beau bâtiment. Je suis Amine Zarouk entrepreneur fondateur de Green Open Lab et de Arwa solutions. Par rapport à ce qui est associatif, je suis également président de la Fondation Green Open Lab, et président de la Commission régionale Fès-Meknès « *Start-up Digital* » et ex-Président de l'APEBI, Fédération des technologies de l'information, des télécoms et de l'« *Offshoring* ».

Je voudrais partager avec vous justement ces « *Stories* » qui ne sont finalement que le début de la « *Story* », puisqu'on est parfaitement dedans aujourd'hui et on est dans une phase extrêmement excitante et magnifique. Désolé pour ceux à qui je tourne le dos, mais vraiment magnifique, je vis avec bonheur, avec mes coéquipiers qui travaillent avec moi tous les jours. D'ailleurs, il y en a qui sont ici, Ismaïl, Omar et Fayssal, qui se sont réveillés à 5 h 30 du matin pour m'accompagner ici, je vous demande de les applaudir s'il vous plaît, ils méritent bien ça.

Alors Green Open Lab, c'est plus qu'une entreprise, c'est un écosystème global, qui est parti d'un vécu, d'un entrepreneur qui a bien utilisé sa naïveté quand il avait 24 ans, pour lancer une entreprise avec l'ambition de se développer et de développer un secteur qui est « l'*Offshoring* », dans la ville de Fès en créant une entreprise, « *Alhamdoulilah* », aujourd'hui qui a bien mûri et grandi, qui a dépassé 1000 ingénieurs au Maroc. Si je peux faire le bilan, je pense qu'il y a beaucoup d'apprentissages, en particulier par

rapport aux compétences. La compétence marocaine, j'ai l'intime conviction qu'elle est parfaitement capable de jouer des rôles beaucoup plus importants que ce qu'on fait aujourd'hui.

J'ai eu la conviction que le Maroc est prêt pour passer à l'étape suivante dans ce qu'on appelle communément l'« *Outsourcing* », « *Offshoring* », ou « *Nearshoring* ». Qu'est-ce qu'on fait ? Ce que j'ai pu faire par le passé, on travaille dans le domaine du digital, dans le domaine de l'automobile, l'ingénierie d'une manière plus large. On vend également nos services à d'autres entreprises qui fabriquent des choses très intéressantes, qu'on finit par acheter plus tard. C'est magnifique. C'est quelque chose qui est vraiment très utile pour le pays, ça fait rentrer de la devise, ça fait travailler les gens, ça les forme… Mais à un moment donné, il faut se demander si on n'est pas capable de faire mieux et de passer à l'étape suivante, celle d'investir ces talents et cette compétence pour en faire des produits innovants qu'on pourrait exporter par la suite pour justement faire rayonner un peu notre Maroc.

C'est cette conviction qui m'a amené à commencer un nouveau chapitre pour se dire quel pourrait être ce produit basé sur la technologie qui pourrait révolutionner le Maroc et rayonner dans le monde entier. Il faut toujours associer la compétence technologique à une compétence métier et au Maroc pour trouver le métier qui peut être accéléré et boosté par la technologie, on ne doit pas chercher longtemps, c'est l'agriculture. L'agriculture est le secteur par excellence qui contribue le plus au PIB national, qui emploie le plus de Marocains et qui est le plus en retard dans le domaine technologique.

Évidemment l'« agri » pour servir la « tech », ça donne l'« agri-tech », mais malheureusement le trait d'union entre « agri » et « tech » était en panne, parce qu'on a deux communautés : la communauté des agriculteurs d'un côté et celle de la technologie de l'autre, qui ne se connaissent pas et qui ne se rencontrent pas. D'abord parce qu'ils sont très loin l'un de l'autre. Il y'en a un qui est plutôt urbain, l'autre qui est plutôt rural. Puis il y a peut-être des mentalités différentes, il y a peut-être une moyenne d'âge différente, et j'ai pris ce défi-là de contribuer et de jouer sur ce rôle de trait d'union et de passerelle entre les deux mondes, et c'est de là qu'est née l'idée de l'écosystème Green Open Lab. C'est d'abord une société avec un but lucratif, donc je suis entrepreneur et je compte l'être encore parce qu'il faut un modèle économique pour pouvoir survivre.

Autour de ce modèle économique, il y a tout un écosystème. Il y a d'abord l'entreprise qui a deux offres : une pour les agriculteurs qui s'appelle FirmaTech. Les agriculteurs, nous avons compris pourquoi ils n'osent pas aller vers la technologie, parce que tout simplement ils ont un apriori par rapport à la technologie et une certaine crainte. Ils n'arrivent pas à faire le pas. Un agriculteur ne va jamais aller au technoparc, il cherche un endroit qui va lui permettre justement de prendre son courage à deux mains et de l'intégrer. Il y a déjà un aspect de proximité, c'est la raison pour laquelle notre écosystème est basé sur quatre piliers fondamentaux : la proximité, la pédagogie, la démonstration et l'« *Open innovation* ». La proximité, nous avons, quand je dis nous, même si je suis un peu devenu agriculteur par la force des choses, je reste quand même de background digital puisque je suis comme dirait le professeur, un « *Doer* » en digital. C'est-à-dire les gens du digital, nous avons fait le pas pour répondre à cet aspect de proximité et nous avons installé un « *Innovation centre* » dans une zone agricole dans le verger, au milieu des agriculteurs. Déjà, ça, c'est un point qui est extrêmement important, ça encourage les agriculteurs à venir nous voir et à franchir ce premier obstacle.

Le deuxième pilier : la démonstration. L'agriculteur est quelqu'un de pragmatique, qui veut toucher les choses pour y croire. Les grands agriculteurs souvent, ont la possibilité de voyager ailleurs, en Espagne, en Italie, en Allemagne, pour découvrir des fermes modernes. L'agriculteur moyen n'a pas forcément cette possibilité, donc nous essayons de lui mettre à disposition une ferme-pilote digitale avec les bonnes pratiques, que ce soit des bonnes pratiques agricoles, techniques et aussi technologiques. C'est une plateforme de démonstration pour « *Showcaser* », les différentes solutions.

Il y a également l'aspect pédagogique puisque nous avons dans cette même plateforme proposé un guichet de service, pour permettre à l'agriculteur justement de faire le pas et de franchir quelques obstacles technologiques avec un aspect fondamental qui est la pédagogie, c'est-à-dire demain, si l'agriculteur a besoin de développer ou de faire un choix sur les cultures, il doit passer par l'étape des analyses. Peut-être il va juste faire les analyses sans comprendre de quoi il s'agit, donc nous proposons un centre pour faire les analyses soi-même. On va expliquer à l'agriculteur comment prélever les échantillons du sol par exemple, on va l'assister pour qu'il puisse faire ses analyses lui-même. On va lui expliquer à quoi sert le « Ph », à quoi sert la conductivité électrique, à quoi sert le NPK, etc. Il y a une approche pédagogique très très forte.

Le dernier pilier : c'est l'« *open innovation* ». L'« *Open innovation* » qui va nous permettre de partir, et ça, c'est extrêmement important, c'est-à-dire on a déjà rencontré beaucoup de « *Start-up* » qui proposent des solutions pour l'agriculteur alors qu'ils n'ont jamais mis les pieds dans une ferme. C'est juste parce qu'ils ont imaginé une problématique et ils lui ont imaginé aussi la solution.

Nous poussons les agriculteurs à être les porteurs des problématiques, les ambassadeurs de leur propre problématique. Ensuite, on va faire appel à la communauté technologique pour relever des défis. Alors ça, c'est une transition pour que je puisse vous introduire un projet que nous avons lancé avec l'INDH qui s'appelle « *Green Open Challenge* ». Vous allez voir tout à l'heure des affiches de « *Green Open Challenge* » dans notre stand. Alors le « *Green Open Challenge* », c'est une initiative qui est tout à fait inédite. C'est une approche assez particulière puisque la finalité c'est d'avoir des solutions, d'avoir des « *Start-up* agri-tech » opérationnelles et utiles pour l'agriculteur. Alors, comment avons-nous procédé ?

En partenariat bien entendu avec l'INDH et le Ministère de l'Agriculture, dans le cadre de « Génération Green 2020 - 2030 », nous avons rencontré des agriculteurs. Nous avons profité de cette proximité que nous avons avec les agriculteurs pour les « *Coacher* », les accompagner pour leur montrer comment devenir les ambassadeurs de leurs problématiques. Nous avons tourné des capsules vidéo avec eux, que nous avons utilisées pour aller vers la communauté technologique, que ce soit dans les écoles, les universités. Nous organisons un « *Roadshow* » avec ces écoles, les universités, pour les encourager déjà. Évidemment, j'utilise mon histoire personnelle pour encourager les jeunes à aller vers l'entrepreneuriat dans l'« agri-tech » pour toutes les raisons de défis alimentaires, de défis de changement climatique et avec tout ça, on obtient des candidats qui vont postuler pour un challenge.

Ces gens-là, on va les accompagner et ça c'est extrêmement important pour produire leur prototype. Parce que le vrai obstacle, c'est de passer de l'idée au prototype. On va leur financer la réalisation du prototype à travers notre FabLab qui est dans notre « *Innovation centre* » et nous allons déployer ce MVP qu'on a obtenu dans notre ferme de démonstration qui joue le rôle d'une plateforme de démonstration, mais également de « *Marketplace* ». Cela veut dire que ces mêmes agriculteurs qui vont aller se former dans notre ferme-pilote pédagogique vont trouver ces solutions-là qui sont déployées. Nous, dans notre initiative « *Green Open Challenge* », nous allons permettre à ces « *Start-up* » de déployer leurs solutions et d'avoir leurs premiers bons de commande. C'est une approche qui est totalement de bout en bout. On part du point où le jeune n'avait même pas l'idée. Il a, on va dire une énergie entrepreneuriale et innovante et on l'a aidé à trouver l'idée à travers ce « *Challenge* » et il finit par avoir une solution, une « *Start-up* » qui est opérationnelle avec son premier bon de commande avec tout ce qui va avec. Nous essayons à travers cet écosystème global. Je ne vais peut-être pas parler de la coopérative puisque ces jeunes, ces « *Start-ups* » vont intégrer une coopérative et c'est avec un travail solidaire qu'ils vont pouvoir accompagner d'autres agriculteurs. C'est une notion qui est assez singulière au Maroc, puisqu'on parle de coopératives de services. Nous répondons à un défi social, un défi climatique et un défi alimentaire puisqu'on accompagne des « *Start-ups* » pour produire plus avec moins, comme la « *Start-up* » Arwa et finalement, nous répondons également à un défi social. Je vous remercie.

Ismaïl Farjia

« Junior Executive Manager »
Fondation Mohamed VI pour la Protection de l'Environnement

Merci beaucoup. Je vous en prie, installez-vous. C'est très compliqué de vous arrêter parce que moi-même je suis jeune et agriculteur. J'étais intéressé parce que ce que j'essaie de faire aussi est de semer quelque chose la semaine prochaine, et je ne sais toujours pas comment ça va fonctionner. Je vais vous voir après la séance pour en discuter plus en détail et vous assurer une parfaite transition de l'aspect entrepreneurial vers un aspect renforcement de capacités. Maintenant, nous allons passer aux autres acteurs qui sont très importants. Je donne la parole à Mme Touria Daffrallah de l'association Initiative Climat. Je vous prie de venir sur scène et présenter votre « *Story* ». Il ne faudrait plus que je dise sous vos applaudissements. On dépend de l'énergie, et c'est vous qui la mettez, donc à chaque fois il faut applaudir.

Touria Darfallah

Présidente
Association Initiative Climat

Merci beaucoup. Bonjour tout le monde. Je voudrais tout d'abord remercier la GIZ pour l'invitation de notre initiative pour prendre part aux travaux de cette journée. Ça nous fait énormément plaisir. Je suis Touria Dafrallah, ingénieur de formation spécialisée dans les questions d'énergie durable. J'ai travaillé au Ministère de l'Énergie et des Mines pendant une quinzaine d'années au poste de Chef de Division des Énergies Renouvelables et Efficacité Énergétique. Après, je me suis aventurée dans une expérience internationale. J'étais avec le PNUE, basée à Dakar pour des interventions en Afrique francophone et même anglophone parfois, sur les questions de transferts de technologies pour le climat. Ensuite, j'ai intégré la Société d'Investissement Énergétique pour toucher à l'aspect investissement et à l'aspect financement de projets d'énergie durable. Aujourd'hui, je suis là en tant que membre de l'association Initiative Climat Afrique francophone. Je parle au nom des initiateurs de cette initiative. J'espère être à la hauteur et transmettre tous les messages et les informations qu'ils voulaient communiquer à l'audience. Aujourd'hui, ils sont à Taounate pour un atelier de renforcement de capacité de jeunes promoteurs verts. La semaine prochaine, ça serait à Taounate où ils rassembleront des jeunes promoteurs verts venant du Maroc et de certains pays de l'Afrique francophones pour le partage de connaissances et d'expériences.

Ma présentation va s'articuler autour des points que vous voyez sur l'écran. Je vais donner un aperçu sur le programme de l'initiative Climat Afrique francophone, sa date de création, les porteurs de cette initiative, les cibles et les objectifs. Je présenterai aussi l'approche et les étapes d'accompagnement. C'est une approche qui va de l'étape de la promotion à la structuration des différentes filières identifiées. Je vous donnerai quelques indicateurs sur les différentes réalisations de l'initiative. Ensuite, je vais vous présenter rapidement les résultats d'une étude que nous avons réalisés. C'est une étude sur l'entrepreneuriat vert ou éco-entrepreneuriat. On verra parmi les résultats de cette étude, les opportunités pour ce type d'entrepreneuriat et les barrières au développement de l'entrepreneuriat vert. Enfin, je vais faire un retour sur les expériences marocaines à travers des initiatives de jeunes promoteurs pour qui on a assuré l'accompagnement.

L'initiative a été créée en 2016 en marge de la COP22, et a été portée par des experts engagés. C'est un peu l'originalité de la chose, les experts engagés pour la cause climatique ont pris cette initiative pour accompagner ces jeunes promoteurs. L'objectif général était le renforcement de la coopération Sud-Sud. Comme je l'ai dit tout à l'heure, ce n'est pas une intervention uniquement au niveau du Maroc, mais aussi dans plusieurs pays de l'Afrique francophones. C'est donc le principe de la coopération Sud-Sud dans le domaine des changements climatiques d'une façon positive, et aussi

pour la prise de conscience des enjeux des changements climatiques. L'initiative vise également le renforcement des échanges entre quatre catégories. Nous avons identifié quatre catégories principales : les organisations de la société civile, les jeunes promoteurs, les entrepreneurs femmes organisées de façon individuelle ou en groupe, et les collectivités locales qui sont aussi porteuses d'initiatives d'entrepreneuriat vert. Les objectifs opérationnels constituent aussi les étapes d'accompagnement. Le premier objectif opérationnel consiste à identifier, à faire connaître des initiatives. Ce sont des initiatives qui sont initiées au niveau local. Le but était de les faire connaître, de développer une certaine visibilité de ces jeunes promoteurs, et valoriser les actions exemplaires. On a mis l'accent sur les actions structurées en relation avec les différentes thématiques des changements climatiques, à savoir l'atténuation et l'adaptation. Dans le contexte africain, on a aussi le souci sur les problèmes de l'immigration. Le troisième objectif est d'animer des réseaux d'acteurs non étatiques et de favoriser une meilleure connaissance des porteurs de projets entre eux. Renforcer les capacités de ces acteurs et faciliter la collaboration dans le transfert de technologie, la diffusion d'informations, l'échange d'expériences et de connaissances. Tout cela se solde par la capitalisation et la documentation des bonnes pratiques, et aussi par l'échange et les rencontres de partage d'expériences.

L'initiative a un site web dont voici une capture d'écran. Ici, on a une photo d'une rencontre, d'échange et de partage de connaissances. Ça a été organisé en marge de la COP23 à Bonn. Ça c'est un autre événement de rencontres et cette fois-ci, c'était pour remettre des trophées aux porteurs de projets novateurs. En ce qui concerne les réalisations de l'initiative, il y a plusieurs aspects. On a procédé à l'identification de porteurs d'actions de transition verte au niveau local. Pour ce faire, on a constitué une pépinière de 720 initiatives locales pour dire qu'il y a une demande pour que les gens s'activent autour de la question économie verte. On a mis l'accent sur des initiatives structurées pour l'évaluation de leur impact et aussi de leurs besoins supplémentaires. Nous avons procédé à la sélection de 295 porteurs de projets dans 22 pays. C'est toujours dans le principe de coopération Sud-Sud. On a dans cette pépinière, dans cette sélection, une cinquantaine de projets au Maroc. En ce qui concerne la répartition, la majorité sont des projets portés par des organisations de la société civile, une bonne partie par des jeunes entrepreneurs, une bonne partie aussi par les collectivités locales et des entrepreneurs femmes aussi qui s'intéressent à la question climatique.

Je communique ici un lien qui renvoie à la liste de toutes les initiatives. Si cela vous intéresse, vous pouvez consulter la liste des 295 initiatives. Un autre axe de réalisation porte sur le renforcement des capacités, soit en présentiel, soit à distance. Le souci est d'éviter l'échec et ne pas laisser ces jeunes promoteurs livrés à eux-mêmes. De ce fait, on leur accorde donc un travail d'accompagnement pour éviter l'échec, mais aussi pour assurer la durabilité des différentes initiatives. Comme vous le voyez sur l'écran, il y a des jeunes qui se lancent spontanément, des fois, ils peuvent essuyer des échecs qui entraînent l'arrêt de leurs activités. La valorisation et la visibilité sont aussi un souci, c'est un axe d'intervention de l'initiative. C'est-à-dire qu'il faut donner une certaine visibilité à ses promoteurs de projets. Bien entendu, le principe de base, c'est le partage de connaissances et d'expériences. Un autre point qui fait partie de nos réalisations, c'est la durabilité et l'autonomisation. C'est vrai que ces gens ont besoin d'accompagnement. Seulement, il faut à un certain moment assurer les critères de durabilité et d'autonomisation.

Pour ce faire, on a procédé à la désignation de points focaux. C'est les représentants de l'initiative au niveau des pays. En fait, il y a 27 points focaux couvrant 14 pays. Il y a aussi la formation des formateurs. C'est vrai qu'on donne la formation de base de l'accompagnement, mais on laisse quand même des formateurs sur le terrain pour accompagner et assurer la formation dans le but de développer les compétences au niveau local. Le principe de la formation est collaboratif et thématique. Collaboratif parce que la formation se fait à travers l'échange d'expériences et d'expertise. Ensuite, comme vous le voyez sur l'écran, il y a ces thématiques, dont l'énergie solaire, la biomasse, la gestion des terres, et les bios fertilisants.

Le principe d'intervention de l'Initiative est d'aboutir à la structuration des filières. Les filières retenues sont celles qui touchent l'énergie verte telle que l'agroécologie. Pour l'approche de structuration, on assure une certaine capitalisation d'initiatives et de techniques éprouvées, la conception à travers le partage d'expériences de formation et enfin le recensement des capacités. Cette structuration aboutit généralement à l'élaboration de guide qui sert de document de base pour les différents porteurs de projet, en vue d'assurer la continuité, et de trouver des réponses à toutes les interrogations au cours de l'exercice de leur métier. Dans la structuration, il y a aussi un aspect de recherche et de développement.

Pour la structuration, ce qui s'est passé pour le cas du charbon vert qui était une filière retenue pour notre intervention, c'est l'identification des jeunes et la création d'un cluster africain et d'un réseau de producteurs. Le focus par rapport à cette filière, c'est justement celle des avantages écologiques, c'est le besoin important en énergie de cuisson. Comme vous le savez, l'Afrique a un besoin énorme en matière d'énergie de cuisson. La réduction du taux d'échec par l'accompagnement pour que les initiatives et les projets soient durables avec une meilleure connaissance des producteurs entre eux. Le travail de structuration s'est soldé par la production d'un guide. Je vous ai laissé le lien dans les documents du séminaire pour que les gens puissent voir le contenu de ce guide. Pareil pour l'agroécologie, le résultat de l'étape de structuration c'est justement un guide pour les semences paysannes. Bien entendu, c'est une thématique importante sur la préservation des semences paysannes pour l'atteinte de l'autonomie alimentaire qui est donc au cœur des préoccupations de notre continent.

Je vais rapidement vous présenter une étude que nous avons réalisée en 2018 avec l'appui de la coopération suisse. J'invite les gens à la consulter. Je pense que vous allez trouver beaucoup d'éléments qui vont vous aider à trouver les réponses à vos questions. C'est une étude qui a permis de préciser le contexte et l'environnement de l'évolution des développements des « *Start-ups* » ou des entreprises vertes, les parties prenantes, les filières vertes, les enjeux, les opportunités et les perspectives. C'est une étude illustrée à la fin par des bonnes pratiques et des initiatives exemplaires et novatrices dont vous trouverez tous les détails dans le lien mentionné dans le slide.

Quant à l'entrepreneuriat vert, l'objectif de cette étude était de saisir une opportunité pour la lutte contre le chômage des jeunes et pour assurer la transition vers une économie verte. Il faut préciser que pour l'étude, les entrepreneurs sont les acteurs qui doivent être conscients des enjeux écologiques et environnementaux, qui mettent au point tout type d'innovation sur les produits, les services et les procédés susceptibles d'abord de diminuer ou de rationaliser les ressources utilisées et de réduire l'impact sur l'environnement afin d'améliorer le rapport coût-efficacité, tout en se fixant un objectif de zéro émission.

L'esprit d'initiative on le souligne souvent et on le perçoit dans certaines présentations. C'est la prise de risque et l'innovation écologique qui sont au cœur de la démarche entrepreneuriale verte. Nous sommes partis de ces principes-là pour la réalisation de l'étude. Les défis pour l'Afrique, comme tout le monde le sait, c'est la croissance économique malheureusement qui n'arrive pas à résorber le chômage. Ce sont quelques indicateurs de certains bailleurs de fonds, qui ont fait des études sur le chômage en Afrique. Comme vous le voyez, ce sont des indicateurs alarmants. Tout ça, ce sont des défis pour l'Afrique qui constituent également des opportunités pour l'entrepreneuriat vert.

Ceci est un des résultats de l'enquête qu'on avait réalisée dans le cadre de l'étude concernant la perception de ces jeunes promoteurs de ce type d'entrepreneuriat. Comme vous le voyez sur notre écran, l'accent est mis sur l'impact environnemental. Ce sont des jeunes promoteurs conscients de l'impact environnemental et ils veulent contribuer à ça. Ils veulent aussi apporter un impact social. N'oublions pas qu'on est dans le contexte africain, faire du « *Business* » c'est faire des affaires avec une dimension sociale.

On a pu identifier, dans le cadre de l'étude, des barrières qui sont évidemment relatives à l'accès aux financements. C'est le challenge de tout le monde et ça a été mentionné dans les présentations précédentes, à savoir les facteurs socioculturels, la perception sociale de l'entrepreneuriat, l'absence de prise de conscience de l'économie verte et l'acceptation de l'échec. On a donc eu le cas de quelqu'un qui a déclaré qu'il a échoué, qu'il accepte l'échec. Ça représente une opportunité pour revoir et redresser les objectifs et les procédures. Il y a donc des barrières de création et de développement de projets, donc ce sont les capacités. Il y a aussi des barrières dans le cadre des ressources humaines, c'est-à-dire que les jeunes promoteurs ou les porteurs de projets n'arrivent pas à s'offrir des salariés, à attirer des talents techniques, à retenir et à fidéliser les employés.

Ismaïl Farjia

« Junior Executive Manager »
Fondation Mohamed VI pour la Protection de l'Environnement

Merci beaucoup, Mme Touria. Malheureusement, on doit finaliser et donner la chance à nos autres participants. On a le défi des changements climatiques, mais le défi actuel est le défi du temps. Je sais que le temps est notre ennemi aujourd'hui. On va directement terminer avec le dernier speaker de ce panel, M. Gérard Prenant, vice-président du Réseau des initiatives agroécologiques au Maroc. Je vous en prie.

Gérard Prenant

Vice-Président
Réseau des Initiatives Agro-écologiques au Maroc – RIAM

Merci. Bonjour tout le monde ! Je remercie la GIZ et le propriétaire des lieux, le Centre international Hassan II de Formation à l'Environnement, parce qu'effectivement ce type de rencontres, je trouve, est tout à fait important, mais peut-être insuffisant.

Rapidement, je me présente juste pour que vous compreniez peut-être un peu mieux d'où viennent les propos que je vais tenir. Je suis un homme d'entreprise, j'ai dirigé des boîtes toute ma vie, dont la moitié en France et l'autre moitié au Maroc. J'ai fini ma carrière dans le secteur de l'environnement en dirigeant le groupe Pizzorno qui est un collecteur. Le groupe compte 3500 personnes réparties dans quinze sites au Maroc. Sa mission consiste dans la collecte et le traitement des déchets ménagers puisqu'on gérait trois décharges dont la décharge de Rabat. Je suis un des fondateurs du RIAM, le Réseau des Initiatives Agroécologique au Maroc. Étant à la retraite maintenant, je suis paysan. J'ai une ferme du côté de Tiflet. Je suis un jeune porteur de projets, vous allez voir, dans le secteur évidemment de l'agroécologie. Je ne suis pas dans la production, bien que je sois paysan, mais dans la distribution puisqu'on distribue en circuit court des produits issus de l'agroécologie à grande échelle. C'est tout un challenge, notamment dans les magasins Carrefour au Maroc.

Franchement, quand des fois je discute avec mes enfants, je ne suis pas très fier du monde qu'on va leur laisser. Je me dis qu'à notre génération, nous avons un peu fait des sottises. Parce qu'en fin de compte, on parle de développement durable et de « *sustainable development* » bien qu'actuellement ce n'est ni durable ni soutenable. Il doit y avoir un bug quelque part et à mon avis il n'est pas technique, mais culturel. Parce que le monde dans lequel on vit est fondé sur un certain nombre d'idées, notamment deux principales qui ont été élaborées au XVIIIe siècle en Europe. La première idée qui provient des Anglo-saxons, particulièrement Adam Smith, qui est le fameux inventeur de la main invisible pour la structuration des marchés. Parce qu'à l'époque, le débat était la relation entre l'intérêt individuel et l'intérêt collectif. Adam Smith disait aux gens de s'enrichir, de faire tout ce qu'ils veulent en créant des choses,

de privilégier l'intérêt individuel parce que celui-ci, de toute façon, va générer des choses qui vont servir à l'intérêt collectif. On s'aperçoit que cette idée de : « L'intérêt individuel prime sur l'intérêt collectif » ne marche pas. En tout cas, plus maintenant.

La deuxième idée, qui est française, vient de Rousseau, qui disait : « La nature est hostile, il faut la dominer ». Ainsi, toutes nos structures sociétales sont dans cette idée-là. C'est-à-dire que la science par exemple est faite pour dominer la nature, et que le « *Business* » est fait en fin de compte, par rapport à la nature. On a la possibilité d'être prédateur et quand je vois un puits de pétrole, la forêt… je l'utilise ! Par exemple en droit occidental, il y a trois éléments l'« *Usus* », le « *Fructus* » et l'« *Abusus* ». C'est-à-dire que quand je suis propriétaire de quelque chose, je peux en abuser et donc ça me donne en fin de compte cette possibilité d'avoir le droit même d'être un prédateur. En droit musulman, il y a l'« *Usus* », le « *Fructus* », mais il n'y a pas l'« *Abusus* » puisque quand je suis propriétaire de quelque chose, j'en suis gardien et je dois le transmettre.

Il faut bien comprendre ces deux fondements qui font qu'on se retrouve maintenant dans une impasse, et les solutions sont peut-être de prendre le contrepied de ces idées-là. C'est-à-dire que si l'intérêt individuel prime sur l'intérêt collectif, renversons la vapeur, faisons en sorte que l'intérêt collectif prime sur l'intérêt individuel. Par exemple quand je prends mon congé en tant qu'employé et chef d'entreprise, je dois me préoccuper de l'intérêt collectif avant l'intérêt individuel. Ça veut dire aussi que ma relation avec la nature doit changer. C'est le principe de l'agroécologie. On y reviendra.

Toujours dans cette idée de relation entre l'intérêt individuel et l'intérêt collectif, je pense que si on continue avec les entreprises telles qu'elles sont structurées actuellement, les mêmes causes produisant les mêmes effets, on arrivera à peu près au même résultat, c'est-à-dire aller droit dans le mur. Je n'ai pas le temps de développer, mais je vous invite à lire Mohamed Yunus, l'auteur et fondateur de la Grameen Bank. Il nous dit que la meilleure structuration pour créer de la valeur est en fin de compte la société SA et SARL, etc. Le seul problème est la relation avec les actionnaires. C'est-à-dire dans une entreprise qui crée de la richesse, mais qui la partage aussi, il y a cinq intervenants principaux : le client et le fournisseur qui essaient de vendre le plus cher possible et acheter le moins cher possible, les salariés qui veulent des augmentations, l'État avec qui on ne peut pas y faire grand-chose parce qu'on paye les impôts et les actionnaires. Qui a le pouvoir dans une entreprise ? Ce sont les actionnaires. En fait, les entreprises marcheraient très bien si jamais, dès le départ, les actionnaires limitaient leur accès au profit. Je crois que c'est une idée qui est vraiment très riche parce que j'ai dirigé des sociétés dans des grands groupes. En tant que directeur ou président, j'avais à gérer cette relation avec les actionnaires, et je peux vous garantir que les actionnaires veulent du profit individuel, ils ne vont pas chercher du profit collectif. Je vous invite à réfléchir dans cette direction.

Il me reste trois minutes, donc ça va être vite fait. Je suis porteur d'un projet avec une coopérative. C'est peut-être la structure sociale la plus proche de ce qui nous intéresse. C'est un « *Social business* », c'est-à-dire que les actionnaires de la coopérative ont décidé de limiter leur accès aux profits. On n'est jamais si bien servi que par soi-même. L'objet en fin de compte de cette coopérative, c'est d'apporter une alimentation de qualité issue de l'agroécologie locale. C'est-à-dire qu'on est présent dans deux villes, Marrakech et Rabat, et autour de ces villes, on constitue un réseau de fermes qui répondent à nos standards. Donc c'est une alimentation saine, locale et on est en circuit court. C'est-à-dire que bien qu'on soit dans les Carrefours, nos produits sont achetés aux caisses de Carrefour, on n'est pas dans la galerie marchande, ce n'est pas Carrefour qui gère. Par exemple, on a eu deux ans de discussions avec Carrefour, et il nous dit qu'il ne sait pas acheter 20 ou 30 kilos de tomates, ce qui revient à accéder à l'agriculture familiale. Ce qui l'intéresse, c'est d'acheter 50 tonnes de tomates toutes pareilles afin de les mettre dans un circuit de logistique et de les répartir dans tous ses magasins. Donc, on s'est aperçu qu'il y avait un espace pour que Carrefour exerce son métier sur une alimentation conventionnelle et sur des gros volumes, et il y a un espace pour le circuit court, qui, par définition, comporte au maximum un intermédiaire entre le producteur et le consommateur. Dans ce cas, le seul intermédiaire qui existe c'est la coopérative.

On achète directement aux producteurs cette alimentation saine et on la distribue aux consommateurs et aux clients de Carrefour. Il me reste une minute. Ça a été un peu plus court, mais ça fera une minute de plus pour les questions.

Ismaïl Farjia

« Junior Executive Manager »
Fondation Mohamed VI pour la Protection de l'Environnement

C'est parfait. Merci beaucoup, M. Gérard. Je pense que la diversité des acteurs ici présents et que chaque histoire présentée nous donne à réfléchir sur comment on peut réduire encore plus ces écarts. On a vu que chaque acteur contribue à réduire un écart spécifique dans un domaine spécifique. Ensuite, je ne veux pas vous mettre la pression, mais nous sommes ici dans les « *Partnerships* » pour les objectifs de développement durable, donc nous avons nos différents acteurs ici, et il serait bien de multiplier les collaborations entre les différents acteurs pour pouvoir aller de l'avant. Il faut vraiment qu'on collabore, qu'on crée des opportunités tous ensemble pour l'économie et la jeunesse pour qu'ils puissent contribuer et avancer. Vu le temps dont nous disposons, nous allons ouvrir la séance pour cinq minutes de questions pour répondre à trois. Qui veut poser une question ? Nous avons une question ici. Y a-t-il une deuxième question quelque part ? Très bien, ça nous facilite la tâche. Enfin, nous avons une deuxième question ici. Merci.

Salah Eddine El Aissaoui

Directeur de la Performance Environnementale et Sociale
MCA Morocco

Merci. Je m'appelle Salah Eddine El Aissaoui, je suis Directeur de la performance environnementale et sociale dans l'agence MCA Morocco. C'est un financement de la Millenium Challenge Corporation aux États-Unis, avec un budget de 450 millions de dollars. Je suis vraiment très stupéfait par les présentations qui étaient les unes plus pertinentes que les autres. Je voudrais poser une question à notre collègue. Je n'ai pas bien compris le « *Business model* » avec les agriculteurs. Est-ce que cela est rentable pour vous ou comment est-ce que ça marche ? Je n'ai pas bien compris comment vous arrivez à gagner de l'argent avec la smart agriculture. Merci.

Akram Zaoui

Expert
Policy Center for the New South

Bonjour à tous. Merci beaucoup pour vos interventions. J'avais trois questions que je vais poser très rapidement. La première concerne le défi dont vous avez parlé concernant la distribution aux grandes surfaces. Je voulais savoir s'il était plutôt opérationnel ou réglementaire. La deuxième question porte sur le financement, car vous aviez dit que vous étiez au Maroc et aux Émirats. Est-ce que justement vous n'avez pas été aux Émirats en raison d'un écosystème ou un environnement qui est plus favorable au Maroc ? Enfin, la troisième s'adresse à Madame, je me demandais si l'organisation de la Francophonie avait donné des financements ou un appui autre à votre initiative ?

Jakob von Fircks

Coordinateur du Cluster Développement Économique Durable
GIZ Maroc

J'ai une première question pour Youssef. Vous avez dit qu'il y aurait une punition si nous n'agissions pas bientôt, et ceci d'une perspective d'un entrepreneur. Est-ce que vous pouvez développer un peu ? De quelle manière vient la punition ? Est-ce que c'est plus rentable ? Est-ce parce qu'on a plus de ressources pour produire ? De quelle manière voyez-vous cette punition venir ?

Ismaïl Farjia

« *Junior Executive Manager* »
Fondation Mohamed VI pour la Protection de l'Environnement

Très bien, merci beaucoup. On ouvre les réponses. J'invite nos chers panélistes à garder la réponse assez brève.

Amine Zarouk

Directeur et Fondateur
Green Open Lab

Par rapport à la question sur le « *Business model* », je pense que j'ai fait exprès de laisser un peu de suspens pour avoir un temps supplémentaire. C'est une stratégie. Je me suis présenté en tant que fondateur de Green Open Lab et d'Arwa solution. Il y a un « *Business model* » sur Arwa solution qui est une « *Start-up* » qui produit des solutions d'irrigation intelligente. Globalement, cette société propose plus de production avec moins d'eau, moins de ressources hydriques, et avec les projets à venir, moins de produits phytosanitaires, moins d'engrais et moins d'énergie aussi. Évidemment, le « *Business model* » d'Arwa solution est relativement clair. En fait, on produit des solutions technologiques destinées aux agriculteurs moyens qui leur permettent de mieux gérer leur irrigation. Ce sont des produits avec une contrepartie financière qui sont très cohérents avec la stratégie « Génération Green » qui vise entre autres à les promouvoir.

De ce fait, le « *Business model* » de Arwa solution est incubé dans l'accélérateur « *Lab to market* » de Green Open Lab, qui fait partie de l'écosystème. Maintenant sur Green Open Lab, il y a également le « *Business model* » vis-à-vis des agriculteurs principalement. Il y a une offre appelée Firma Tech dans laquelle il y a un guichet de services payants et de services gratuits. Il y a des formations, voire un service de location d'outils techniques par exemple : des outils de mesure portatifs qui coûtent deux mille ou trois mille dirhams. L'agriculteur préférerait s'abonner et prendre une carte e-fellah qu'on propose pour louer. On crée donc un système solidaire, avec une marge qui est générée par rapport à cela. On propose des services d'analyse rapide payants et également des formations. Puis il y a une ferme de démonstration qui est une sorte de « *Marketplace* », où toutes les solutions qui y sont déployées sont achetées par les agriculteurs. Cette ferme qui est une « *Marketplace* » physique touche dans ce cas une commission.

Il y a également un « *Business model* » par rapport aux « *Start-ups* » dans le cadre de l'offre accélératrice « *Lab to market* », et ces « *Start-up* » bénéficient d'un accompagnement de cette partie de « *Lab to market* ». Nous ne sommes pas un incubateur. Toute la partie incubation est faite dans le cadre de la fondation. Par contre, sur l'accélération « *Lab to market* », c'est un service payant, c'est-à-dire que si une *start-up* a un prototype et veut le sortir sur le marché, nous avons une offre qui permet de l'accompagner sur la partie « *Knowledge development* » pour essentiellement

protéger son idée et son projet. Il y a également le « *Technical management* » pour l'adapter aux besoins de l'agriculteur et la partie « *Business management* ». Nous avons donc une offre payante pour les « *Start-ups* » dans le domaine de la « *green tech* », la « *Food tech* », les « *Waters tech* » et la « *Clean tech* » pour accéder au marché. C'est une offre payante. J'espère que j'ai répondu à la question.

Ismaïl Farjia
« Junior Executive Manager »
Fondation Mohamed VI pour la Protection de l'Environnement

Merci Beaucoup. Maintenant, la réponse à la prochaine question.

Touria Darfallah
Présidente
Association Initiative Climat

Merci beaucoup pour votre question. Avant de parler de la francophonie, j'ai envie de mentionner une mission de partenariat que nous avons assuré pour la GIZ. C'est une mission d'assistance technique pour le concours de « *Green Jobs* » qui est en relation avec les Eaux et forêts. On a donc été sollicité par la GIZ qui nous a appuyés pour la réalisation de cette collaboration technique. Par contre l'initiative porte deux initiales AF ou Afrique Francophone, qui assiste et apporte un soutien à l'initiative. C'est un partenariat qui a été mis en place depuis la création et la mise en place de l'initiative. Par exemple, au cours des événements en marge des COP, la Francophonie nous loge et nous assiste pour l'organisation des événements parallèles ainsi que dans nos ateliers de remise de trophées. Je crois que c'est un point que j'avais oublié de mentionner. Dans le cadre de cette initiative, on octroie des trophées pour les projets novateurs, et on réalise ces événements avec la francophonie.

Ismaïl Farjia
« Junior Executive Manager »
Fondation Mohamed VI pour la Protection de l'Environnement

Merci beaucoup. Passons maintenant à la réponse à la dernière question.

Youssef Chaqor
Directeur
EKO Geste

J'étais en train d'essayer de trouver les derniers chiffres de l'investissement VC en Afrique et au Moyen-Orient par rapport au Maroc. Je crois qu'en Afrique, on a dépassé les 4 milliards de dollars. Le poids naturel du PIB du Maroc par rapport à l'Afrique est de 5 %. Si je prends 10 %, ça fera 200 millions, mais en réalité je crois que nous sommes aux alentours de moins de 30. On est donc hors jeu aujourd'hui. Une « *Start-up* » qui a dans son modèle d'affaires de grosses levées de fonds, le Maroc n'en est pas le territoire naturel. C'est-à-dire qu'on est en train de rater une vague. Peut-être qu'on rattrapera la prochaine et qu'elle sera verte, je l'espère.

Ce qui me ramène à la deuxième question. Aujourd'hui, dans notre bilan économique, le Maroc a une grosse dépendance à l'exportation envers l'Europe. L'Europe avec

le « *Green deal* » fait qu'il y a un malus appliqué à tous les produits qui ont un bilan carbone négatif. Aujourd'hui, l'État marocain fait actuellement un effort important sur le verdissement par l'énergie, mais un entrepreneur qui exporte du textile ou qui exporte même de l'automobile n'est pas encore conscient de la manière de transformer son « *Business model* » pour rester compétitif. Il y a deux ans, c'était encore une fois un « *Nice to have* », quelques donneurs d'ordres faisaient des audits sur la conformité sociale et la conformité environnementale. Maintenant, c'est une loi, c'est des droits de douane et c'est le fait de ne plus être compétitif. Le nombre d'emplois mis à risque est alors très important. C'est pour ça que j'ai dit que c'est : « *It's not a nice to have any more* ». Pour exister, il faut promouvoir la culture du développement durable, et pour cela, il faut qu'on accepte d'oser un peu plus. Comme dans les matchs de foot, quand on joue trop la défense et qu'on n'ose pas attaquer.

Ismaïl Farjia

« Junior Executive Manager »
Fondation Mohamed VI pour la Protection de l'Environnement

Merci beaucoup pour vos réponses à ces questions-là. On va conclure, mais ce n'est pas moi qui le ferai. Ce sont trois de nos exposants qui vont conclure. Je pense que ça serait plus intéressant pour vous et c'est pour cette raison que j'appelle sur scène M. Aziz Benslimane, fondateur de Hoplamob. Je vais vous poser une question très simple. Pour une réponse rapide en relation avec votre projet sur la mobilité et notamment avec les trottinettes. La question que j'aimerais vous poser est sur les défis réels que vous rencontrez pour l'implémentation de votre projet sur le territoire marocain et les potentielles solutions que vous essayez d'explorer pour répondre à ces défis ?

Aziz Benslimane

Directeur et Fondateur
Hoplamob

Bonjour tout le monde. Je commence par la deuxième qui me rend plus heureux, et je termine avec la première qui me rend moins heureux. Nous sommes des acteurs de la « *Happy mobicity* », donc c'est une mobilité plus joyeuse dans nos cités et dans nos villes. Ce qu'on essaie de mettre en place, c'est une solution de mobilité grâce à un nouveau type de véhicules, notamment les trottinettes électriques mais aussi les vélos à assistance électrique et les scooters électriques. On a vu les expériences plutôt européennes pour savoir comment ça se passe avec le « *Right sharing* ». On a essayé de la localiser pour un environnement africain, plutôt marocain. En même temps, on est dans une réflexion sur la façon d'être plus « *Sustainable* », plus durable. Parce que quand on voit aujourd'hui les opérateurs de la mobilité, ils font de la mobilité avec de la trottinette électrique qui est écologique, mais ils font du ramassage et de la recharge avec des véhicules diesel. Maintenant, ça commence à changer… La durée de vie des véhicules est ridicule. Ce qu'on essaye de faire c'est de construire une station qu'on appelle Hopla Park. C'est une station de recharge intelligente qui permet de parquer, de sécuriser et de charger les véhicules électriques. On s'est juste posé la question si ça existe. On a trouvé quelques solutions qui commençaient à exister, mais il n'y avait pas de solution universelle. De cette façon, nous essayons de construire une solution universelle, notamment en matière de recharge.

Le premier défi, par contre, c'est une chose dont tout le monde a parlé, c'est le financement. Tous ces financements ont été assurés par des fonds propres et individuels. Il n'y a pas beaucoup de financement aujourd'hui en matière de « *Start-up sustainability* ». En règle générale, sur la scène marocaine, il n'y a pas beaucoup de VC qui investissent. Il y a quelques petites initiatives, mais c'est un vrai frein qui bloque aujourd'hui la « *Start-up* ». Nous sommes des « *Start-ups* » ou des entreprises

qui essaient de trouver des moyens de rester sur le marché. La deuxième problématique réelle est le côté légal où on est souvent en retard. En fait, ce qu'il nous faut au Maroc c'est un bac à sable pour toutes les solutions innovantes, mais on n'y pense pas toujours. Même pour la partie mobilité, il y a quelques soucis d'homologation et de légalité.

Ismaïl Farjia

« Junior Executive Manager »
Fondation Mohamed VI pour la Protection de l'Environnement

Merci beaucoup. Attention à la marche ! Hop là ! Maintenant, je donne la parole à Dr. Hafsa Annab, Présidente de la coopérative Biolive. C'est important de voir l'approche multisectorielle, car je vais vous poser la question non seulement en tant que présidente de la coopérative, mais aussi en tant que chercheuse : Madame, comment voyez-vous l'importance de la recherche, en particulier pour initier des projets durables, des projets verts ? Dans quelle mesure le Maroc se trouve-t-il dans une position où il y a assez de recherche pour lancer ce type de projets ?

Hafsa Annab

Présidente
Coopérative Bio life

« *Salam Alaykoum* ». Tout d'abord je remercie la GIZ pour l'invitation et pour l'organisation de cet événement dans un endroit vert avec des professionnels qui défendent le vert également. Premièrement, concernant votre question, je parle de mon expérience. Je suis docteur, chercheuse en physique-chimie et environnement et présidente de l'association Maghrib Al Moqawalat Al Khadra. En parallèle, je suis également la présidente de la coopérative Biolive, spécialisée dans la formulation de la valorisation des déchets organiques, en produits dermocosmétique et compléments alimentaires. L'idée de créer cette coopérative verte, si l'on peut dire, est basée sur les recherches qu'on a faites et les résultats qu'on a trouvés et publiés dans des journaux internationaux en collaboration avec l'Université de Gérone en Espagne.

Deuxièmement, même dans l'innovation ou dans la phase de développement de nos formules, comme on dit « *The research is the must-have* », si on veut être plus technique dans la formulation d'un produit. À titre d'exemple, pour un produit anti-chutes, il faut faire de la recherche premièrement pour rester toujours dans l'économie verte et une production écoresponsable, pour minimiser l'utilisation ou la consommation des ressources naturelles. Par exemple, j'aurais besoin des antioxydants. Il est important de faire de la recherche pour trouver quels déchets organiques contiennent les antioxydants dont on a besoin, au lieu d'aller chercher des antioxydants plus coûteux et de consommer davantage de ressources naturelles. Il faut toujours faire de la recherche pour valider et prouver l'efficacité de ce produit en effectuant des analyses et des tests dermatologiques.

C'est tout, et je profite de l'occasion, si vous me le permettez bien sûr, de faire un peu de publicité pour ma coopérative. Biolive est une coopérative verte féminine basée à Sidi Yahya Lgharb. On a une large gamme de produits dermocosmétique et de compléments alimentaires. La coopérative est autorisée par la Direction des médicaments et de pharmacologie pour la production, la distribution et l'exportation de ces produits. Je partage avec vous aussi quelques informations utiles : parmi 52 produits qu'on a formulés seulement, 2 d'entre eux contiennent des conservateurs, sachant que ces conservateurs sont utilisés dans l'industrie alimentaire, qui représente 3,8 % des produits contenant des conservateurs. Le reste sont des produits « *Water less* », c'est-à-dire qui ne contiennent ni phase aqueuse ni phase huileuse, et c'est là le secret de la coopérative Biolive. Je vous remercie.

Ismaïl Farjia

« Junior Executive Manager »
Fondation Mohamed VI pour la Protection de l'Environnement

Merci beaucoup Docteur Hafsa. On voit qu'il y a aussi des défis, notamment le financement de la recherche, non seulement pour les entrepreneurs, mais aussi pour les organismes de recherche pour aller de l'avant et créer plus d'opportunités pour le « *Business* ». Alors, on va finir en beauté avec Younes Elkasmi, fondateur de la coopérative Tazekka Park. Je vous en prie. Ma question pour vous concerne l'espace que vous gérez, qui est en relation avec le respect de la biodiversité. Comment parvenez-vous à avoir un « *Business* » lucratif en respectant la biodiversité et l'environnement dans lequel vous agissez ?

Youness Elkasmi

Entrepreur et Fondateur
Tazekka Park Club

« *Salam Alaykoum* ». Merci à tous. Je remercie beaucoup la GIZ pour l'invitation. Je m'appelle Younes Elkasmi, je suis entrepreneur et fondateur de Tazekka Park Club. Nous travaillons sur un tourisme vert, écologique et responsable. Comme vous avez vu sur notre stand, nous travaillons sur la spéléologie. Cela implique automatiquement l'environnement. Normalement quand on descend dans les profondeurs de la terre, on trouve un milieu souterrain riche. Malheureusement, les gens ne voient pas les problèmes qui arrivent sous terre. Il y a beaucoup de gens qui jettent des poubelles à l'extérieur et quand il y a des orages, l'eau s'écoule vers les nappes phréatiques.

Comme vous le savez, la ville de Taza est la capitale des grottes et des gouffres. Il y en a plus de 365 grottes et cavités. Ce qui est bien c'est que nous avons tous les types de grottes : verticales, horizontales, les pertes, les dolines… et nous avons même des rivières souterraines. Quand on descend dans les profondeurs de la terre, on trouve tellement de déchets qui touchent directement la nappe phréatique. Cela génère parfois des gaz toxiques qui nous affectent en tant que spéléologues. En conséquence, notre initiative est de faire la sensibilisation aux habitants locaux, car ce sont des gens qui utilisent la nappe phréatique. On fait également de la sensibilisation avec nos partenaires, les Eaux et Forêts destinées aux visiteurs du parc de Tazekka. Merci beaucoup.

Ismaïl Farjia

« Junior Executive Manager »
Fondation Mohamed VI pour la Protection de l'Environnement

Merci encore une fois pour votre contribution pour ce parc. J'ai seulement vu des images et j'ai déjà hâte d'y aller. On arrive donc à la fin de ce « *Deep dive* » et je tiens à remercier nos chers panélistes et nos chers exposants qui ont partagé des présentations de qualité avec nous. On remercie également notre chère audience, même si vous et moi avons assez faim maintenant pour aller déjeuner. Je donne la parole à Ayman Cherkaoui pour clôturer.

Ayman Cherkaoui

Directeur du Centre international Hassan II de Formation à l'Environnement
Fondation Mohammed VI pour la Protection de l'Environnement

Merci beaucoup, Ismaïl. Une salve d'applaudissements pour nos modérateurs et les panélistes qui, je pense, nous ont inspirés. Le Pr. Tahiri avait parlé tout à l'heure de solutions et je pense toujours que c'est très inspirant de voir des solutions concrètes mises en œuvre au niveau du Maroc et ailleurs. Nous allons maintenant passer à la pause déjeuner pour des raisons logistiques. Je vais vous indiquer la suite des événements. Nous avons pris un peu de retard par rapport à notre programme, donc nous allons avoir à peu près 45 minutes pour déjeuner. Nous reprendrons à 15 heures pour le prochain « *Deep dive* », qui porte sur le financement vert au Maroc, défis et opportunités, et qui sera modéré par M. Karim Bouhafes de la GIZ, et qui introduira son panel à ce moment-là. C'est le dernier « *Deep dive* » de la journée avant que nous passions à la session de « *Wrap-up* » juste après. Merci à tous. Je vous souhaite bon appétit et on se retrouve à 15 heures.

« *DEEP DIVE* » 3 : FINANCEMENT VERT DES PME AU MAROC – DÉFIS ET OPPORTUNITÉS

Ayman Cherkaoui

Directeur du Centre international Hassan II de Formation à l'Environnement
Fondation Mohammed VI pour la Protection de l'Environnement

Pour ne pas prendre de retard sur l'agenda, on va recommencer nos échanges et nos considérations. J'espère en tout cas que la pause déjeuner vous aura été salutaire. Il y a eu de beaux échanges que j'ai pu observer et auxquels j'ai pu prendre part moi-même. Pour le troisième et dernier « *Deep dive* » de cette journée, nous allons nous intéresser à ce que certains appellent le nerf de la guerre : l'aspect financement. Vu qu'on parle de transformation verte, ce financement se doit d'être vert. Pour échanger autour du financement vert et les défis et opportunités connectés à cela, nous allons avoir une modération de M. Karim Bouhafes de la GIZ, qui va ensuite introduire son panel. Merci beaucoup.

Karim Bouhafes

Conseiller en Services Financiers
GIZ Maroc

Bonjour tout le monde ! Merci beaucoup, M. Cherkaoui, pour l'accueil et pour cet espace agréable. Je suis très content de modérer ce dernier « *Deep dive* ». Le fait que ça commence un peu tard démontre que la question de la finance ne se pose plus, donc il n'y a plus de problèmes de financement. C'est très bien, donc on va rapidement clôturer ce « *Deep dive* » et passer aux choses plus sérieuses.

Tout à l'heure, nos experts nous ont beaucoup souligné les questions de culture et de perception. Est-ce que cela relève réellement de la problématique de financement ou le problème est-il peut-être ailleurs ? C'est à travers cette question que nos chers panélistes vont essayer chacun de leur perspective, d'apporter des réponses.

Nous avons la chance aujourd'hui d'avoir, à mon avis, la totalité des représentants de l'écosystème. Nous avons avec nous le représentant du Ministère de l'Économie et des Finances, M. Zakaria Nachid, qui est Chef de Division de l'Accompagnement et de la Relance Économique qui va nous donner un aperçu général des instruments de financement et des défis du côté de l'offre et de la demande. Nous avons aussi l'occasion d'avoir parmi nous, un expert international M. Godefroy, qui va nous présenter l'expérience assez intéressante du Centre de Recherche International en Agriculture, le CGIAR. Il en donnera plus de détails tout à l'heure. Pour compléter le tour, on a aussi une actrice et représentante du secteur privé, qui nous transmettra via sa perspective comment le secteur privé, notamment bancaire, perçoit-il la question de la finance verte ? Comment appréhende-t-il les risques et les défis pour évaluer des projets dans ce domaine ? Comment sont-ils outillés et quels instruments existe-t-il pour répondre à de tels défis ? Finalement, nous aurons un acteur du côté des organisations à but non lucratif, la Fondation, qui complétera aussi cette vue. D'une manière générale, du côté des acteurs.

Sans trop tarder, j'appelle nos chers panélistes tous ensembles : M. Zakaria, Mme. Amal, M. Godefroy et Ssi Soufiane. Avec notre petite contrainte de temps, je pense que les gens de la finance généralement vont être beaucoup plus efficaces. Je fais un petit clin d'œil à l'entrepreneuriat et aux compétences. Je vais vous challenger pour vraiment apporter des réponses concrètes parce qu'il y a beaucoup d'attentes. Tout le monde s'accorde qu'un des défis majeurs est l'accès au financement pour l'entrepreneuriat d'une manière générale, mais aussi pour cette catégorie d'entreprises qui opèrent dans l'économie verte. M. Zakaria, de votre position en tant qu'acteur public, quels seraient les pistes de réponses à ces défis ? vous avez la parole.

Zakaria Nachid

Chef de la Division Accompagnement de la Relance Économique
Direction du Trésor et des Finances Extérieures, Ministère de Finances

Merci, Ssi Karim. Bonjour tout le monde. Je me joins à toi pour remercier la GIZ et la Fondation pour l'invitation à ce « *Deep dive* ». J'imagine que la journée a été riche en débats et en échange et qu'aujourd'hui, dans notre perspective, on essaiera d'apporter, pas toutes les réponses, mais quelques éléments de réponse par rapport à ce grand thème d'actualité, la « *Green finance* » ou la finance verte.

Peut-être avant de rentrer dans le vif du sujet, je voudrais dire deux mots sur moi-même. Je m'appelle Zakaria Nachid, je suis Chef de Division à la Direction du Trésor, cette direction du Ministère est chargée de quatre métiers de base. Premièrement, maintenir le cadre macroéconomique en place. Gérer des relations institutionnelles avec les bailleurs de fonds tels que la Banque Mondiale et le FMI. En troisième lieu, elle se charge de la mobilisation des financements à travers tout ce qu'on appelle les bons de trésor et la gestion du marché intérieur pour combler les besoins en financement. Enfin, le quatrième métier que je représente d'ailleurs, elle est la tutelle sur le secteur financier, en particulier ce qui concerne le financement de l'économie sur une base pérenne.

Pourquoi ai-je fait cette introduction ? Parce que la thématique de notre division est l'accompagnement de la relance. Donc c'est une division qui vient d'être créée dans le cadre des nouveaux paradigmes post-crise. Il fallait reconstruire mieux, intégrer une nouvelle dimension d'action : la digitalisation, le numérique et développer le capital investissement. Aujourd'hui, la « *Green finance* » n'est pas une thématique naissante au Maroc, mais elle existe depuis plusieurs années, notamment depuis la COP 22 à Marrakech.

Ça a été l'occasion de lancer plusieurs initiatives en lien avec le secteur financier, notamment la feuille de route sur l'alignement du secteur financier sur les dimensions du développement durable. La feuille de route était un guide des actions concrètes portées par les régulateurs tels que la Banque Centrale, l'Autorité Marocaine des Marchés de Capitaux — AMMC, l'ACAPS, ainsi que par les acteurs privés afin que cette dimension de durabilité puisse être prise en compte dans leurs modèles d'intervention. À partir de ce moment-là, tous les acteurs se sont lancés dans des initiatives pour intégrer cette dimension dans leurs process, politiques et actions, que ce soit du côté de la demande ou de l'offre afin de proposer des services de qualité.

Aujourd'hui, je ne cherche pas à présenter de manière exhaustive toutes les initiatives, elles sont accessibles via Internet, mais je souhaite rappeler quelques exemples à titre indicatif comme la directive de la Banque Centrale qui a été édictée au niveau du secteur financier pour la prise en compte de tout ce qui est risque climatique dans le reporting du secteur bancaire. L'AMMC a également un guide préparé pour tout ce qui est émissions « *Green* ». Actuellement, on a à peu près 5 milliards de dirhams d'émissions de « *Green bonds* », qui permettent de financer pas mal de projets. Quelques-uns ont été lancés en marge de la COP 22, mais il y a eu d'autres émissions depuis. Bien que nous ne soyons pas à l'ambition qu'on souhaite atteindre, le Maroc par rapport à d'autres pays africains se positionne bien sur cette dimension. Par exemple, la bourse a mis en place un indice sur tout ce qui est ESG. Aujourd'hui, le diagnostic de cette finance verte est intégré dans les process et dans les priorités. Beaucoup de choses ont été réalisées, mais il reste encore beaucoup de travail à faire pour combler ce gap de financement.

La question que pose Karim c'est qu'aujourd'hui cette « *Green finance* », il faut la démystifier et la décortiquer, car il y a plusieurs problématiques à tenir en compte et chacune d'elle a son « *Mindset* » d'action. Aujourd'hui, on parle de PME, demain ce sera les infrastructures, et après-demain, il s'agira de comment mobiliser les financements verts et de capter tout ce qui est financement à l'international au service du projet de développement national. Par rapport aux caractéristiques de chaque projet, de chaque initiative, il y a un modèle d'intervention et des modalités d'action. Je vais focaliser mon intervention sur les PME, car lorsqu'on a analysé les NDC, avec certains partenaires, nous avons réalisé des études et des analyses internes, un chiffre est ressorti sur le travail technique des NDC où les engagements marocains en matière de lutte contre le réchauffement climatique devraient être portés à 45 % par des PME. C'est-à-dire, tout ce qui concerne les actions à faire dans le cadre des NDC. C'est justement pour dire que dans la réalisation des engagements climatiques du Maroc, les PME ont un rôle très important à jouer.

Comment accompagner ces PME en termes de besoins de financement ? Comment accompagner les structures, par exemple en termes d'efficacité énergétique, en termes de tout ce qui concerne les actions vertes pour offrir des services financiers adaptés ? La question du financement est récurrente, et les analyses qu'on a faites jusqu'à présent montrent qu'il y a un besoin d'accompagnement. Il y a un fort besoin de conceptualisation et d'accompagnement. Les « *Success-stories* » qu'on a pu constater dans des produits verts spécifiques ont réussi parce qu'on a combiné à la fois des programmes de financement et d'accompagnement. Le financement vert est complexe et nécessite un accompagnement adéquat. Comment prouver que les énergies, les économies d'énergie sont effectives ? Comment prouver que les économies d'énergie qui vont financer l'investissement vont être réalisées ? Il y a derrière tout cela un arsenal technique, un besoin d'accompagnement pour justement aider ces PME et ces entreprises à avoir un accès à ces financements, non seulement du côté de la PME, mais également du côté des acteurs financiers pour mieux appréhender les problématiques de financement. Aujourd'hui, on en a parlé en aparté pendant la pause déjeuner, on n'a pas encore une taxonomie verte de ce qui est projets verts. C'est problématique. On s'inspire des « *Benchmarks* » mis en place dans l'Union européenne, qui ont produit une taxonomie. Au Maroc, il n'y a pas une taxonomie aboutie qui permet aux acteurs du secteur financier et à l'ensemble des acteurs de classifier les projets dans des nomenclatures vertes et de déterminer s'ils sont éligibles pour un financement vert.

C'est une problématique parmi d'autres pour résoudre ce dispositif global de financement. Actuellement, la PME et les acteurs du secteur financier ont en quelque sorte une ambition pour accompagner cette mutation. Du côté du Gouvernement et du Ministère des Finances, aujourd'hui nous n'avons malheureusement pas d'équivalent de Tamwilcom, mais il y a des produits d'accompagnement qui n'émergent pas avec la cadence souhaitée, notamment le « *Green Invest* » qui est un produit de cofinancement combiné avec un financement bancaire et qui vise à résoudre certaines problématiques vertes telles que l'efficacité énergétique, les économies d'énergie… C'est un produit

qui nécessite encore de l'accompagnement, et plus d'efforts de commercialisation et de communication auprès de la cible pour accompagner tous ces chantiers. Je m'arrête pour cette première partie de la réponse et vous remercie pour votre attention.

Karim Bouhafes

Conseiller en Services Financiers
GIZ Maroc

Merci beaucoup, M. Zakaria. Dans le sillage de votre intervention, on constate une certaine dynamique dans l'amélioration des conditions-cadres, de la réglementation, de l'implication des acteurs et de la feuille de route, que vous avez citée, ainsi que de l'engagement du secteur privé. Tous ces éléments avancent d'une manière assez concrète. Il n'y a pas mal d'initiatives selon votre point de vue. Dernière question avant de passer au « *Benchmark* » : quelle serait, dans le contexte actuel de la relance économique, la mesure la plus prioritaire à mettre en place ? J'ai entendu parler de l'accompagnement de manière concrète, que devrait-on accélérer en termes d'action ?

Zakaria Nachid

Chef de la Division Accompagnement de la Relance Économique
Direction du Trésor et des Finances Extérieures, Ministère de Finances

Aujourd'hui, comme tu l'as précisé, tu as tout à fait raison de dire qu'il y a beaucoup de choses qui se font. Nous avons besoin de plus de concertation et de prioriser nos actions de manière ordonnée pour avoir un meilleur impact. Ce qu'on observe jusqu'à aujourd'hui, c'est un travail par silo, bien qu'il soit bien fait. Seulement, il est nécessaire d'avoir une ambition de coordination et de synergie entre les acteurs, qu'il s'agisse de la sphère financière ou autre acteur. Cela est nécessaire, car le financement doit être adossé à des stratégies sectorielles. Si la stratégie économique et les priorités sont bien établies, le secteur financier peut s'adosser d'une manière plus concrète et plus facile pour accompagner ces mutations. S'il y a des priorités sur la première, c'est davantage de coordination. La deuxième chose est la priorisation des actions. Sur quoi souhaitons-nous thématiquement développer ? Est-ce qu'on est dans la PME ou la « *Start-up* » ? J'imagine que dans la matinée, il y avait des présentations de « *Start-ups* ». C'est très important parce que c'est ça qui va accompagner l'innovation. Mais à un moment donné, il faut qu'on priorise et la priorisation est le fruit d'une stratégie dont l'avantage est de pouvoir prioriser des actions et de donner les moyens correspondants.

Karim Bouhafes

Conseiller en Services Financiers
GIZ Maroc

Merci beaucoup, M. Zakaria. Ça me donne un peu la mèche pour relier ces mesures prioritaires au monde de la recherche que Godefroy va nous présenter via cette expérience. Je laisserai Godefroy présenter beaucoup plus concrètement le CGIAR, si je ne me trompe pas, je pense qu'il y a une présentation qui est aussi prévue. Donc bienvenue.

Godefroy Grosjean

« *Senior Manager Sustainable Finance* »
Alliance Biodiversity International et CIAT

Bonjour et un grand merci pour l'invitation à cet événement très enrichissant. On a commencé la journée en parlant de carottes d'œufs… Je vais un peu continuer sur cette lignée en vous parlant des activités du CGIAR en termes de mobilisation de capitaux privés pour la transformation du secteur de l'agriculture et des systèmes alimentaires. Pour ceux qui ne connaissent pas le site CGIAR, c'est le plus grand partenariat de recherche au niveau global. On est présent dans une centaine de pays et on a investi environ 1 milliard de dollars par an dans la recherche pour le secteur de l'agriculture. Ma présentation portera principalement sur le « *CGIAR Hub for Sustainable Finance* », qu'on a récemment lancé à la COP 27. Avant de passer à nos activités de manière plus concrète, j'aimerais donner un peu de contexte sur le secteur de l'agriculture.

Comme vous le savez très certainement, le secteur de l'agriculture est à la fois le secteur alimentaire, il contribue au changement climatique, mais en même temps, il est très exposé aux aléas climatiques. Quand on regarde les émissions au niveau global, on voit que plus ou moins un tiers des émissions viennent du secteur alimentaire. Une grosse partie de nos émissions viennent de ce secteur. Le secteur alimentaire contribue également de manière très significative à la perte de biodiversité. Maintenant, quand on regarde la finance climat, et c'est aussi un peu l'objet de la discussion de cette session, on voit que seulement 1,7 % des financements climats sont spécifiquement destinés aux petits agriculteurs, alors qu'ils produisent environ 30 % de la production alimentaire mondiale et sont particulièrement impactés par le changement climatique.

Pour cette raison, on doit changer d'approche et mobiliser davantage de financements, si on veut transformer le système alimentaire pour qu'il devienne plus durable et plus résilient face au changement climatique. Pour donner un chiffre, on a besoin de 300 à 350 milliards de dollars d'investissements par an pour transformer de manière efficace les systèmes alimentaires. Il faut investir 300 à 350 milliards en plus de ce qui est investi actuellement pour combler le gap important qui existe. Ce gap peut être en partie comblé par le secteur public, mais il est clair que le secteur public ne pourra pas le combler entièrement. Le secteur privé doit jouer un rôle clé dans le financement de cette transition. C'est vraiment à travers cette problématique que nous avons développé et mis sur pied le « *Hub* » du CGIAR en finance durable, pour aider à cette transformation et accompagner les acteurs du secteur financier afin de les aider à investir plus dans la transition du secteur. Nous utilisons notre capacité analytique grâce à nos données qu'on a à travers notre présence dans une centaine de pays pour les conseiller dans les investissements dans ce domaine.

Dans le cadre de ces activités, on se concentre sur trois axes principaux. Le premier axe, c'est ce qu'on appelle les activités au niveau de l'écosystème financier. Pour cela, on utilise les données et les capacités analytiques qu'on a pour développer des outils destinés aux acteurs financiers afin de les aider à prendre de meilleures décisions et à réduire les coûts dans la préparation de leurs investissements verts dans le secteur de l'agriculture et des systèmes alimentaires de manière plus large. Le deuxième axe sur lequel on travaille concerne la demande de capitaux. On a beaucoup parlé de besoins de financement et du manque de financement. Ce qu'on voit, et on est tous les jours en contact avec toutes sortes d'acteurs du secteur financier, il y a vraiment une envie d'investir plus dans le secteur des systèmes alimentaires et notamment dans les pays du Sud. Il y a un manque de projets banquables qui fait que beaucoup d'investissements n'ont pas lieu. On travaille sur le développement d'un pipeline de projets banquables dans ce secteur. On travaille également sur l'offre de capitaux pour aider à accompagner au développement d'instruments financiers qui permettent de mobiliser des capitaux pour le secteur.

Maintenant, je vais vous donner un peu plus en détail des informations sur les différentes activités qu'on fait sur ces trois axes. En ce qui concerne l'axe écosystème,

nous constatons que les acteurs financiers font face à de nombreux défis, et c'est l'un des messages présentés par M. Zakaria dans sa présentation de tout à l'heure, soulignant un manque de compréhension au sein des acteurs financiers en matière d'investissement dans le cadre du développement durable comme l'ESG et des réglementations dans le secteur de l'agriculture, qui restent encore naissantes et incertaines, ce qui empêche certains acteurs financiers d'avancer. Il y a une réelle problématique de réglementation qui n'est pas encore tout à fait clarifiée, notamment l'accès aux données qui permettrait de prendre de bonnes décisions pour répondre à ces nouvelles réglementations en cours de développement comme la taxonomie de l'Union européenne ou d'autres encore. Dans ce contexte, nous travaillons sur nos capacités analytiques pour développer des outils de quantification en termes de profils, risques, retour des investissements et d'impacts de ces investissements.

On a développé, par exemple, un outil automatisé qui s'appelle « *One SF Analyser* » qui permet à une banque, à un investisseur de directement évaluer les risques liés au changement climatique dans certains investissements dans le secteur de l'agriculture. Par exemple, si je veux investir au Kenya dans la chaîne de valeur du maïs dans un district X, je peux utiliser cet outil pour évaluer les risques climatiques de cet investissement. Ce qu'on va donc faire ce n'est pas seulement de se concentrer sur les risques, mais les acteurs financiers veulent aussi comprendre comment y faire face. On est en train de développer des modules qui permettent de donner des conseils par rapport aux pratiques agricoles, qui permettent de réduire ses risques, d'évaluer le coût de ces pratiques et l'impact potentiel en termes d'émissions de gaz à effet de serre, l'utilisation de l'eau, etc. Une boîte à outils complète pour les acteurs financiers.

Le deuxième aspect sur lequel je veux me concentrer, c'est l'aspect de demande en capitaux. J'en ai déjà parlé et je ne vais pas m'attarder très longtemps là-dessus. Ce qu'on fait vraiment, c'est essayer de développer un pipeline de projets banquables. À travers des programmes d'accélération, on a parlé des PME, mais aussi des « *Start-ups* » ce matin. On essaie de les accompagner pour les aider à développer, d'une part, des meilleurs « *Business model* », mais d'autre part, les aider dans la transition verte pour pouvoir justement attirer des capitaux de finance durable. On le fait à travers le continent. Juste l'année dernière, on a plus ou moins fait une sélection de plus de 600 entités, ici en Afrique, et on en a accompagné plus ou moins 61. Une de ces activités d'accélération a eu lieu ici, au Maroc. C'était une collaboration avec la GIZ et la Banque Mondiale et autres. On a eu énormément de candidatures, et on en a retenu 10 pour participer à un programme d'accélération de 9 semaines qui, encore une fois, aide les participants d'un point de vue « *Business planning* », mais cela est assez unique, on mettait en contact ces « *Start-ups* » avec des scientifiques du CGIAR pour les aider également dans l'aspect technique de leur innovation. Suite à ce processus, il y a eu trois finalistes : « *Green Growth* », « *Yieldsapp* » et « *From Sand To Green* », dont certains ont déjà reçu des financements supplémentaires au-delà de ce programme d'accélération.

Le troisième axe dont je parlais tout à l'heure, c'est vraiment l'aspect offre de capitaux. Encore une fois, ce n'est pas tellement un manque d'intérêt pour investir dans le secteur, qui fait qu'il n'y ait pas suffisamment d'investissement. C'est souvent, d'un point de vue des acteurs financiers, un profil de risque retour perçu comme peu attractif. Les risques sont perçus comme étant trop élevés par rapport aux retours potentiels sur investissement. Il y a aussi un problème de quantification des impacts des investissements. Ce qu'on fait, c'est de travailler avec des acteurs, à la fois privés et publics pour mettre sur pied des instruments de financement qui permettent de mobiliser des capitaux pour la transformation du secteur. Dans ce cas, on intervient de plusieurs manières. D'une part, en amont, on apporte un conseil pour le développement du fonds, on offre une assistance technique à la fois pré et post-investissement.

Un des exemples « *Flagship* » qu'on a est un fonds qu'on a développé avec « *Responsability* », un investisseur d'impact basé à Zurich, qui est le premier fonds d'investissement qui se concentre vraiment sur les systèmes alimentaires et qui intègre vraiment la science et la recherche depuis la conceptualisation du fonds jusqu'à sa mise en œuvre. C'est le rôle que joue le CGIAR. Je vais vous donner un peu plus d'exemples

sur les activités parce que ça se rapproche notamment des questions de PME. Ce fonds va investir dans une trentaine de PME en Afrique, en Asie et en Amérique latine avec un montant global de 200 millions. Il investira à la fois en amont et en aval de la chaîne de valeur. C'est-à-dire dans l'intensification durable de la production, le « *Processing* », la logistique, le « *Retail* » et la « *Food Brand* », plus en aval. Toutes les interventions du fonds doivent avoir une composante productivité, car c'est un investissement financier, donc une amélioration de la productivité, mais en même temps, une atténuation des gaz à effet de serre et une adaptation au changement climatique.

En termes de structure, je ne vais pas rentrer dans les détails, mais comme je le disais, c'est un fonds de 200 millions. C'est un financement mixte et je pense qu'encore une fois, le discours précédent était important. En disant que pour le moment il faut qu'il y ait de la finance verte, surtout dans des secteurs comme l'agriculture nécessitant l'intervention du secteur public pour réduire le risque pour le secteur privé afin qu'il soit enclin à investir dans ce secteur qui est encore perçu comme risqué. C'est un instrument de financement mixte auquel est attachée une technique qui est l'« *Assistance facility* » d'environ 10 millions, financée par le secteur public, notamment l'Allemagne à travers la KfW, qui va permettre d'accompagner les investissements qui seront faits par le Fonds.

Par exemple, le fonds va investir dans une PME qui fait de la transformation de produits agroalimentaires. Grâce à la facilité d'assistance technique, on va pouvoir travailler avec les agriculteurs qui vendent leurs produits à cette société de transformation pour les aider à mettre sur pied des pratiques agricoles qui sont plus durables et plus respectueuses de l'environnement, etc. C'est vraiment la clé dans l'approche du fonds. C'est prendre une perspective de chaîne de valeur et grâce à l'assistance technique, on va pouvoir atteindre les petits agriculteurs qui sont souvent un peu exclus de ce type de financement vert et cela grâce en partie à des financements publics. Les objectifs du fonds, c'est de réduire plus ou moins de 8 millions de tonnes de CO2 grâce aux interventions du fonds. 300 000 hectares vont être convertis en agriculture climato-intelligente et on veut réduire les déchets et les pertes alimentaires de plus ou moins 2,8 millions de tonnes. Sur ce, je vais m'arrêter. Un grand merci pour votre attention.

Karim Bouhafes

Conseiller en Services Financiers
GIZ Maroc

Merci beaucoup, Godefroy. Juste pour garder le fil conducteur, car après cet excellent déjeuner, je vois que l'audience commence à perdre de l'énergie. Est-ce que vous êtes toujours là ? Parfait, excellent. On a donc vu ensemble qu'au niveau des conditions-cadres, notamment pour le Maroc, les choses s'améliorent, des initiatives sont prises. Il y a encore des efforts en termes de coordination et de concertation sur des actions beaucoup plus concrètes. On a vu l'importance de la recherche, des datas, des outils d'analyse. Ça me permet de passer à un acteur secteur privé qui est la banque. On entend souvent parler d'asymétrie d'informations qui est considérée comme l'une des raisons qui font que le financement bancaire est souvent limité face à cette contrainte d'asymétrie d'informations pour financer certains projets. Si on ajoute la complexité de la durabilité de certains projets où il y a un aspect technique beaucoup plus contraignant. Comment les banques commerciales appréhendent-elles ce type de questions ? Comment dealent-elles avec la technicité, avec l'absence ou l'insuffisance de données ? Quels outils vous ont-ils aidés à développer votre expérience ? Je passe la parole à Mme Amal pour nous parler de son expérience telle qu'elle a vécu. Merci.

Amal Benaissa

Reponsable Finance Durable
Bank of Africa

Bon après-midi ! Merci beaucoup pour vos propos, c'était intéressant. J'y rebondirai pendant les prochaines minutes. Je ne veux vraiment pas vous endormir, donc je vais essayer de sortir quelques éléments clés et ensuite s'il y a quelque chose à débattre on peut en discuter plus tard. Je ne veux pas non plus vous donner un « *CSR standard show* », pour vous dire que je travaille pour la meilleure banque du monde. C'est en partie vrai, mais en tout, sérieux, la Bank Of Africa s'est différenciée durant cette quinzaine d'années pour son aspect durable. Je dis bien finance durable, parce qu'aujourd'hui, au-delà de l'aspect uniquement « *Green* » comme on l'appelle le vert, notre ambition c'est d'aligner le portefeuille dans son ensemble au Maroc et bien sûr plus globalement, avec les objectifs de développement durable, je crois qu'il vaut mieux commencer avec un petit peu d'historique.

En 2000, la Bank Of Africa, la BMCE, comme on la connaît, était la première institution financière africaine à soutenir les principes de UNEP FI, qui est l'initiative financière du PNUE. C'était une façon de dire qu'au plus haut niveau de notre management, il y a eu une conviction qui date de même avant la COP 22, parce que c'est un peu le repère régional ici. Même au-delà de l'année 2000, nous avons cru que le secteur financier joue un rôle fondamental pour réaliser le développement durable. On a déjà acté ça, et ça a commencé à piloter un peu notre stratégie. Ensuite, on a commencé à balayer devant notre porte avant d'aller chez le client et lui dire qu'il faut devenir vert et respectueux. Que fait la banque en interne ? Dès environ 2012-2014, il y a eu la mise en place d'une politique environnementale sur l'électricité et la gestion des déchets en interne. Vous allez me dire après : « Si la banque ne consomme pas énormément ». En termes de réduction d'impact, il faut donc vraiment creuser le portefeuille. C'est ce qu'on a fait. Même avant, en 2008, c'est à travers un partenariat avec IFC, donc l'arme privée de la Banque Mondiale, à travers un prêt tout simplement, on s'est engagé contractuellement à mettre en place ce qu'on appelle un SGES.

Aujourd'hui, je crois que les banques au Maroc sont toutes dans cette dynamique. Auparavant, c'était vraiment quelque chose de nouveau et on nous regardait avec de grands yeux. Même les chargés d'affaires disaient qu'il leur faut un bonus et qu'ils veulent être formés. Le client va aller chez la compétition, si je lui demande comment il gère ses impacts… C'est donc vrai qu'en étant précurseur, pionnier et premier, il y a eu un peu de pression de dire que je ne sais pas ce qu'on est en train de faire, mais on l'a fait parce qu'on a cru en notre partenaire qui est la Banque Mondiale. Comme je vous ai dit qu'il y a déjà eu la conviction de gérer les risques environnementaux et sociaux de nos financements. Naturellement, on a commencé avec les gros projets, on ne peut pas tout faire. On a été, encore une fois, la première banque MENA, à devenir EP, « *Equator Principles Bank* ». C'est-à-dire que pour tous les gros projets de 10 millions de dollars et plus, on s'engage à faire de la diligence environnementale et sociale. Vous allez aussi me dire « Ce sont des gros projets, il y a toujours des avocats derrière, c'est très facile une étude d'impact environnemental… », on est encore allé plus loin.

Maintenant, on s'attaque à notre portefeuille PME. C'est vraiment plus que le nerf de la guerre. La PME, c'est le tissu, le vrai tissu économique du pays. Si on ne touche pas à ce tissu, c'est très difficile de parler de développement tout court, encore moins durable. On a commencé à se rapprocher encore une fois de nos bailleurs de fonds et on a été avec la BERD co-créateurs du marché de l'efficacité énergétique. On est passé de la grille de risque pour chaque projet, ce qu'on en fait en « *Back-office* », ça ce n'est pas avec le client. On a proposé des nouveaux produits. Vous connaissez peut-être le MorSEFF, « *Morocco Sustainable Energy Financing Facility* ». Beaucoup de mots pour dire financement de l'efficacité énergétique. C'était un projet, un produit exceptionnel parce que c'est de la « *Blended finance* ». On mixe, on ne mélange pas seulement le financement sec, mais on ajoute aussi une incitation, un « *Sweetener* ». De cette façon le

client est rassuré, il est accompagné. C'est pareil avec la banque parce que le banquier ne va jamais être un environnementaliste ou quelqu'un d'expert en affaires sociales. Il y a toujours quelqu'un derrière pour guider.

Ce produit a eu beaucoup de succès. Il y a eu la version 1 en 2015, 2016, 2017, 2018. À ce jour, on est arrivé à 100 millions d'euros consommés juste pour la Bank of Africa. Les autres banques aussi ont pris leur part. On a aussi signé une ligne dédiée à la PME, « *Green Value Chain* » — PME selon la définition de l'Union européenne. Comme vous le savez aussi, cette histoire de définition est très importante. Je vais retourner à ça quand on va parler de taxonomie, mais la définition PME dans l'Union européenne est beaucoup plus restrictive qu'ici. En même temps, ça nous a permis, avec l'incitation, d'aller accompagner un peu plus loin le tissu économique industriel du pays. Je vous ai parlé des produits subventionnés avec les partenaires de renom EBRD, KfW, AFD, tous les grands noms ont fait partie de cette aventure.

Comme on avait cette longueur d'avance, on s'est dit il faut qu'on arrive à la COP 22 en poussant un peu notre leadership. Nous avons créé deux produits sans subvention. Un Directeur et fondateur pour tout ce qui est économie circulaire, donc vraiment axé sur le recyclage, la collecte, la valorisation des déchets. Un autre, celui-là, c'est avec la Banque européenne d'investissement et la FMO, la Banque des Pays-Bas, qui est une banque de développement. Le deuxième produit, pour aller encore plus loin, c'est avec l'AFD, l'Agence Française de Développement et la BEI. C'est un produit qui s'appelle cap bleu. C'est la première ligne de financement. On a fait beaucoup de « *Benchmarks* ». Je ne trouve pas vraiment de produits « *Blended* » pour l'eau, on l'a fait. Le cas d'étude est en cours de conclusion. On va l'imprimer et j'espère que, d'ici début 2023, ce serait vraiment l'objet d'une table ronde pour voir ce qui a marché et ce qui n'a pas marché. Parce que la subvention est très positive pour le marché. Elle permet de nous aider à consommer ces produits et elle est très alléchante pour le client, mais comment aller plus loin que la subvention ? Je ne sais pas si ça va être peut-être des incitations fiscales ou quelque chose d'autre. C'est très compliqué. Je ne prétends pas être de cette perspective, mais juste être quelque chose. Si demain on enlève la subvention, comment continuer ce magnifique leadership régional ? C'est la grande question.

Je voudrais juste vous parler aussi de deux éléments, peut-être trois, mais très synthétiquement, vu que je n'ai pas vraiment le temps de développer, je voudrais réagir à ce qui a été dit sur une taxonomie plus locale et régionale. On a découvert à travers notre parcours que les critères d'éligibilité de certains produits de financement, quand on parle de finance durable, ne sont vraiment pas adaptés au contexte local par exemple : le tri à la source parle à tout le monde dans l'Union européenne. Ici, c'est très compliqué, car ça n'existe pas. Si dans un contexte marocain ou africain, l'ordure est enlevée de l'endroit public, c'est déjà de l'additionnalité. Il y a quelque part un cadre à réglementer au lieu de se focaliser pendant des années, de dire il n'y a pas de tri à la source, je ne peux pas financer.

Ce sont des débats, quelque part autres qu'ici, mais il y a un petit peu de frustration par rapport aux taxonomies existantes. On suit celle de l'Union européenne, et ce que font les Chinois, parce qu'on a co-créé avec eux l'« *Africa GIP Bureau* », qui est le Bureau Afrique des principes d'investissement verts auquel s'inscrivent les banques chinoises. Vous savez, ils veulent appliquer leurs propres principes. On apprend de tout le monde et on essaie d'intégrer ce qui nous semble le plus pertinent. Le deuxième élément, c'est tout ce qui est risques environnementaux et sociaux. Je vous ai dit qu'on a mis en place un système de gestion des risques qui a été mis en place en 2008 et il a été revu en 2018. Parce qu'entre les premières versions, le portefeuille de PME est énorme, et pour bien le faire. Parce que quand on revient, on voit peut-être que ça n'avait pas très bien été fait ou bâclé. En conséquence, on a amélioré notre système et on peut en être vraiment fiers. On capte 100 % des dossiers d'investissement et on a aussi implémenté le SGES en Afrique. Aujourd'hui, on va vers les risques climatiques. C'est encore plus complexe, mais c'est important de prendre en compte que finalement le portefeuille durable, c'est celui qui gère ses risques. Ensuite, comment développer plus d'opportunités sans subventions ? Je crois que c'est un bon moment pour en parler.

Karim Bouhafes

Conseiller en Services Financiers
GIZ Maroc

Merci beaucoup Amal. Encore une question, je prends la casquette d'avocat des « *Start-ups* » et des entrepreneurs qui ont tout à l'heure présenté. Au niveau du « *Front office* » de la banque, pas uniquement pour Bank Of Africa, mais d'une manière générale, est-ce qu'il y a une meilleure compréhension de la réalité des projets verts, de leurs défis ? Est-ce que vous pouvez donner quelques exemples dans ce sens ?

Amal Benaissa

Reponsable Finance Durable
Bank of Africa

Je pense, avec tout réalisme, qu'aujourd'hui, le secteur bancaire a bien pris en compte au moins l'aspect d'efficacité énergétique. Parce que le retour sur investissement est palpable et court, et parle à quelqu'un qui comprend un bilan ou un « *Business plan* ». Je crois que quand on présente une demande aux banquiers, je parle pour notre banque, mais je suis presque certaine qu'aujourd'hui, cela va de soi pour les autres, la dimension d'efficacité optimisation des ressources, il y aura quelque part quelqu'un, un chargé de clientèle, qui va poser cette question. C'est un indice, c'est un peu rentré dans les mœurs. Maintenant, le banquier reste le banquier. La fonction de la banque est de faire du PNB.

On veut aller vers l'alignement de ce portefeuille, mais il ne faut pas oublier que l'expertise vient avec le temps. Une dernière chose, c'est l'initiative « *Positive Impact Finance* » et ça touche un peu à ce que vous avez présenté. On est complètement inscrit à cette dynamique. En 2017, on a cocréé le « *Working Group* » dédié à cette nouvelle méthodologie avec la Société Générale et d'autres banques. On représente un peu le côté sud parce qu'on dit : « Mais dans notre contexte ». Ça fait 3 ans qu'on est dessus. On a intégré une matrice de SDG, c'est-à-dire qu'une fois que le crédit, le risque est apprécié, il y a une fiche de cotation. Aujourd'hui, au-delà de tout ce qui est environnemental et social, on a ajouté une petite grille où, par exemple, si ça crée des emplois, ce sera une note pour l'économie. À chaque fois on appréhende le risque financier, mais toujours la grille ODD, c'est-à-dire le risque et l'opportunité économique, environnementale et sociale, même visuellement pour l'analyste. Peut-être que ce n'est pas parfait, ça ne couvre pas tous les portefeuilles, mais on voit un peu la dynamique.

Karim Bouhafes

Conseiller en Services Financiers
GIZ Maroc

Merci beaucoup, Amal, encore une fois, pour cet aperçu profond. Ssi Soufiane de la Fondation Mohammed VI pour la Protection de l'Environnement, après avoir entendu les 3 acteurs de l'écosystème, 3 perspectives de votre position, en tant que fondation comment profiter au mieux de cette dynamique et comment la Fondation contribue à une meilleure compréhension de la réalité des entreprises au Maroc, et des défis de l'environnement ? Je vous donne la parole, M. Soufiane.

Soufiane Bahetta

Chargé des Activités Finance Climat
Fondation Mohammed VI pour la Protection de l'Environnement

Merci à vous. Tout d'abord, permettez-moi de me présenter. Je suis Soufiane Bahetta, chargé des activités de formation en Finance Climat et qualité de l'air à la Fondation Mohammed VI. Aujourd'hui, je voudrais vous parler des actions de formation qui sont organisées par la Fondation Mohammed VI pour la Protection de l'Environnement, en partenariat stratégique avec la Direction Générale des Collectivités Territoriales. Avant de commencer, j'aimerais bien positionner un peu la Fondation. La Fondation Mohammed VI pour la Protection de l'Environnement, a été créée en juin 2001 à l'initiative de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu l'assiste. Sa mission initiale et fondamentale est de sensibiliser, d'éduquer les citoyens à l'éducation et au développement durable. La présidence effective de la Fondation a été confiée dès le départ à Son Altesse Royale la Princesse Lalla Hasnaa pour atteindre sa mission initiale et fondamentale, celle de la sensibilisation et l'éducation.

On agit par deux axes. Le premier consiste dans les actions de formation et de sensibilisation au développement durable. Le deuxième est une intervention directe pour la conservation des sites d'exception. Jusqu'à présent, la Fondation, avec ses partenaires, développe des programmes innovants, essentiellement utiles, qui rentrent dans des domaines d'activité en relation avec le développement durable. Plus particulièrement, on cite le programme de sauvegarde du littoral, sauvegarde et développement de la palmeraie de Marrakech, l'éducation environnementale, bien entendu, le pôle Air-Climat et également la restauration des parcs et des jardins historiques. Prêtons attention maintenant au pôle Air-Climat, qui comprend plusieurs programmes en relation avec la Finance Climat et tout ce qui concerne la décarbonation.

On peut citer le programme du bilan carbone et la compensation volontaire de carbone, le programme qualité de l'air et également une plateforme pédagogique nommée : « Plateforme de la Jeunesse africaine pour le Climat », qui est porté par mon collègue Ismaël Fargia, qui a modéré le deuxième « *Deep dive* » dans la matinée. Prêtons attention à ce programme ou bien à ce pôle Air Climat. On trouve le programme qui est la qualité de l'air. Concernant ce programme, l'année 2021 a été marquée par le lancement d'un programme qui est destiné aux collectivités territoriales, un programme de formation qui a été organisé par la Fondation en partenariat stratégique avec la Direction Générale des Collectivités Territoriales. D'ailleurs je tiens à saluer, M. Redouane El Bizi, qui a coordonné avec nous autour de ce projet.

Comme je disais auparavant, ce programme de formation a été destiné aux corps administratifs et techniques des communes, des préfectures et provinces, ainsi que des régions afin de renforcer leurs capacités en matière de montage de projets banquables autour de la finance climat. Sur ce point, j'aimerais bien attirer votre attention, sur le programme de formation qui a été élaboré par des experts en concertation avec la Fondation. On a révisé ce programme avec la DGCT. Ce programme de formation a été décliné en six présentations qui se sont étalées sur trois journées de formation. La première journée a été dédiée aux fondements scientifiques des changements climatiques, la percée historique, les négociations internationales, la distinction entre un projet d'atténuation et l'adaptation, les engagements qu'a pris le Maroc pour la lutte contre le changement climatique, à savoir les NDC — la contribution nationale déterminée, la stratégie bas-carbone, les Namas et d'autres programmes…

La deuxième journée de formation, a été dédiée aux enjeux de la Finance Climat et plus particulièrement sur son architecture, les institutions qui financent les projets de lutte contre le changement climatique. Bien entendu, le Fonds Vert pour le Climat, qui reste le fonds le plus utilisé à l'échelle nationale. Le troisième jour de la formation a été dédié aux travaux de groupe où les participants ont été menés à élaborer une note d'information sur un projet d'atténuation ou d'adaptation aux changements climatiques, selon les critères définis par le Fonds Vert pour le Climat, plus particulièrement la

note conceptuelle. Jusqu'à présent, on a achevé les douze régions du Maroc en ce qui concerne les formations en présentiel où on a formé 470 participants répartis entre cadres techniques et ingénieurs, soit une moyenne de 39 par atelier régional. Ensuite, derrière ce que j'appelle un exploit de former un certain nombre, il y a des webinaires de sensibilisation sur la mise à niveau des changements climatiques et l'inscription des projets climatiques dans le plan d'action de la commune. Jusqu'à présent, on a achevé quatre webinaires par région, dont un a été assuré cette matinée, ici, au Centre avec la présence des experts.

Concernant les nouvelles tâches ou actions à venir, un atelier national qui sera tenu au Centre International Hassan II de Formation à l'Environnement pour présenter le guide de montage de dossier pour soumission au financement national et international, et également un *benchmark* ou bien un portefeuille de projets banquables pour les territoires. L'idée du guide n'est pas de discuter d'une manière trop théorique sur la Finance Climat ou bien des modalités d'accès aux fonds. Au contraire, c'est de préparer le corps administratif et technique à élaborer des notes de base pour un projet, c'est-à-dire le montage de projet, et tout ce qui est technique. Quand je dis tout ce qui est technique, ce sont les paramètres qui sont définis par la note conceptuelle du Fonds Vert pour le Climat, à savoir le changement de paradigme, l'efficacité, l'efficience et d'autres éléments de prédiction d'une ligne de base pour les émissions.

La nouveauté que le guide devrait apporter, c'est de s'appuyer sur des études de cas. Trois études de cas pour des projets d'atténuation et trois études de cas pour des projets d'adaptation. Concernant les projets identifiés lors de ces journées de formation par les participants, il est bien entendu que les projets couvrent des secteurs innovants, à savoir le secteur des déchets. On entend parler d'une décharge contrôlée ou bien d'une décharge sauvage. Il y a également la captation du méthane qui rentre dans le cadre du secteur des déchets et la mobilité durable, l'aménagement des espaces verts, la réutilisation des eaux usées, sans oublier les projets d'adaptation qui sont multiples. Par exemple, la lutte contre les inondations, contre les incendies, etc. Je vous remercie. Je finis par la devise : « Tous pour l'environnement ». Merci à vous.

Karim Bouhafes

Conseiller en Services Financiers
GIZ Maroc

Merci beaucoup, Soufiane, pour l'enthousiasme et pour toutes les informations assez riches, c'est vraiment exceptionnel. On va prendre quelques questions pour que nos panélistes, malheureusement, qui doivent partir sous peu, puissent apporter des réponses. Il y a deux questions. Ce côté-là, il est toujours actif, je ne sais pas pourquoi. On a une troisième question, quatrième question et une cinquième.

Akram Zaoui

Expert
Policy Center for the New South

Merci beaucoup. Merci encore aux panélistes. Je sais que le panel était consacré aux PME, mais il y a une question quand même du financement des infrastructures. C'est une question que je voulais vous poser. La seconde, c'était justement par rapport aux PME. Je me demandais dans quelle mesure Maroc-PME était impliqué aujourd'hui ? Le troisième point était sur le financement des PME en général. Vous savez que les PME, une des premières choses dont elles se plaignent aujourd'hui, c'est justement la difficulté de l'accès au financement bancaire. Je me demandais, si en particulier, ça ne rajoutait pas un niveau de complexité de plus, de leur donner accès à du financement vert ? C'est une question naïve, mais peut-être sévère.

Salah Eddine El Aissaoui

Directeur de la Performance Environnementale et Sociale
MCA Morocco

Bonjour, tout le monde. Salah Eddine El Aissaoui, Directeur de la performance environnementale et sociale à l'agence MCA Morocco. Merci pour vos présentations respectives. J'ai deux questions à nos amis des finances et Mme. Benaissa. Je maîtrise un petit peu les financements Banque Mondiale et c'est parce qu'on travaille avec ces normes que je les connais très bien. Par contre, est-ce que le Maroc bénéficie d'un financement chinois ? C'est-à-dire de l'aide au développement ou bien autrement dit « *Design for Project* ». Vous avez cité la nouvelle norme chinoise en matière de durabilité environnementale. Je suis très curieux de savoir s'il varie par rapport au cadre environnemental et social de la Banque Mondiale ou des normes de durabilité environnementale de la CFI. Est-ce qu'il y a une différence, parce que, franchement, c'est la première fois que j'entends ça ? Merci beaucoup.

Lorenz Petersen

Directeur Résident
GIZ Maroc

Je suis Lorenz Petersen de la GIZ. Mme. Benaissa, j'ai une question pour vous. Ce matin, j'ai entendu les collègues qui ont présenté leur « *Business case* », leurs idées de « *Business* ». Ils ont aussi discuté leurs obstacles. Premier obstacle, évidemment, financement. Deuxièmement, je crois le cadre légal. Ma question est : est-ce que c'est vrai que c'est réellement un tel obstacle d'accéder au financement ? À mon avis, normalement, on parle beaucoup de coûts de transaction, de risques. Quelle est votre perspective pour l'accès au financement et quelles sont les solutions de la Bank of Africa pour faciliter l'accès au capital pour les initiatives de transition verte ? Merci.

Karim Bouhafes

Conseiller en Services Financiers
GIZ Maroc

Merci beaucoup. Je pense qu'on va prendre les trois premières questions et ensuite on va continuer la quatrième et la cinquième. Il y a une sixième question qui arrive. Mme. Amal à vous la parole.

Amal Benaissa

Reponsable Finance Durable
Bank of Africa

Pour vous répondre parce que je n'ai pas de stylo. Laissez-moi le temps de me rappeler les trois questions. Pour l'obstacle des PME, tout à fait, c'est certain que c'est un grand obstacle. En général, il faut être un projet banquable, mais du moment où on est un projet banquable et on a tout ce qu'il faut pour garantir un financement, ça devient une opportunité. Quand on a devant soi un produit subventionné avec accompagnement et assistance technique, c'est très valorisant, c'est une opportunité de réduction de coûts, et ce sont de réels impacts économiques. C'est-à-dire que ces PME ne seraient même pas engouées par ce type de produit si elles-mêmes ne pouvaient pas directement voir le bénéfice. En plus de ça, 10 % de remboursement sur le montant de crédit, c'est énorme, c'est très alléchant.

Deuxièmement, non, ce n'est pas vraiment des normes chinoises. Ce sont les GIP, « *Green Investment Principles* ». Ça fait partie de la « Nouvelle Route de Soie ». C'est dans le contexte de la coopération Sud-Sud. On interagit avec la Chine. La Bank Of Africa a deux antennes, l'une est à Shanghai depuis 2019, et l'autre à Pékin depuis 2000. On est la première banque africaine à même avoir eu un « *Banking licence* » là-bas. C'est dans le sens du rapprochement, ils sont très intéressés d'avoir ce dialogue avec nous parce qu'on est déjà inscrit dedans. On parle à tous nos partenaires de ce qu'on fait. Vous savez, les Chinois ne s'inscrivent à aucune initiative si elle n'est pas chinoise, s'il n'y a aucune restriction. On a vu ce qu'ils ont proposé. Le docteur Jun Ma est connu comme étant l'expert mondial de la finance verte. Ce Monsieur est dans le groupe de travail du G20 sur la finance durable, il fait partie de la « *Green finance Committee* », de la Banque de Chine, etc. Il veut aussi driver pour son pays et il a ses propres principes.

Vous pouvez voir les quatre principes à savoir les risques, les opportunités, la chaîne de valeur et la durabilité. Ils veulent un peu promouvoir cela et veulent co-créer avec le monde du Sud quelque chose. Ce n'est donc pas nous. On ne rentre pas dans leur initiative pour devenir une initiative chinoise, loin de là. C'est dans la collaboration de dire qu'on collabore avec tout le monde. C'est dans ce sens et c'est important de clarifier. Enfin, je collaborais beaucoup avec les entrepreneurs, les premières cinq années de ma carrière à la banque. Les derniers cinq ans, j'étais la plupart du temps avec les collègues en interne. Quand j'étais de l'autre côté, durant les cinq premières années, je dirais qu'il n'y a jamais eu de financement, les banques ne donnaient rien, donc on a essayé. Maintenant que je suis de l'autre côté, les directeurs de risques disent : « Il n'y a pas de projet banquable, ce n'est pas possible… on cherche un seul projet, on ne trouve pas ». Je ne sais pas où est l'asymétrie, vous avez dit l'information, il y a une asymétrie de perception quelque part. L'accès de financement est difficile, il faut le dire. La banque ne va jamais prendre de risques. Ça, c'est la dure réalité, mais à côté de ça, avec des partenaires, la « *Blended finance* », on a pu faire des choses vraiment fort-impactantes. Les partenaires amènent une enveloppe d'assistance technique, tout ce qu'on peut faire pour aider les entrepreneurs, « *Redding Us For Finance* », dans la finance climat. On peut envisager de l'employer sur le cas d'entrepreneurs ou d'une entreprise, mais c'est une grande question.

En ce qui concerne notre banque, je veux aussi laisser le temps à mes collègues de réagir. On a plusieurs produits. Je vous ai parlé aujourd'hui des produits qu'on fait avec nos partenaires DFI. Mon collègue a très bien cité les produits de la CCG, la caisse Tamwilcom qui est la Caisse Centrale de Garantie. Avec Maroc PME, on a une convention avec vraiment toutes les places pour essayer d'accélérer cela. Avec Tatwir croissance verte nous offrons tout, mais nous avons essayé d'aller un peu plus. C'est ça notre optique et je ne sais pas avec qui et comment, mais on veut aller plus au Sud et c'est encore plus compliqué dans le reste du continent.

Zakaria Nachid

Chef de la Division Accompagnement de la Relance Économique
Direction du Trésor et des Finances Extérieures, Ministère de Finances

Peut-être que tout a été dit par rapport aux questions. J'essaierai d'apporter d'autres éléments de réponse, notamment par rapport à la première question sur l'infrastructure. En ce qui concerne l'infrastructure, il faut le prendre, je dirais, deux points de vue. Lorsqu'on parle d'infrastructure, ça relève de la puissance publique, soit l'État, soit les collectivités territoriales, soit les entreprises ou les établissements publics pour mettre à la disposition de la collectivité une infrastructure comme une autoroute, des aéroports, des ports et ainsi de suite. Dans la dimension de financement, il y a la problématique du financement de l'infrastructure. Maintenant, on ajoute une autre couche comme la question que vous avez aussi posée pour les PME, il faut la prendre avec deux points d'entrée. Cette infrastructure sans financement ne doit pas être novice ou avoir un

impact négatif sur l'environnement, donc tout ce qui a été présenté. Ça ajoute donc une autre couche de complexité, et la mobilisation des financements se fait normalement dans le cadre de PPP lorsque cela génère un rendement minimum et qu'à travers des mécanismes de structuration, on peut notamment réduire le risque et la perception de risques. Ce qui a été présenté a porté des éléments de partage de risques entre la partie privée et la partie publique, et cela relève de « *Project finance* » et ainsi de suite.

Il y a l'autre dimension d'infrastructure, qui est de les mettre au service de la cause verte. Tout ce qui est panneaux solaires, centrale de dessalement… Je pense que le souci est qu'il y a beaucoup de financements à l'international et la grande question est comment capter ces financements au profit de ces projets-là ? Tout à l'heure, on a parlé du Fonds climat vert qui est le plus grand fonds, mais comment bénéficier des financements ? L'accès n'est pas toujours pour répondre aux critères d'éligibilité au Maroc. Je n'ai pas le nombre, mais uniquement quelques institutions qui sont agréées devraient répondre à un cahier de charges. Il y en a quatre ou cinq.

Le message est que, malgré le fait qu'on annonce, il y a des financements qui sont mobilisables à profit. Mais l'opérationnalisation reste encore complexe parce que je suis tout à fait d'accord, la taxonomie de l'Union européenne est adaptée à l'Union européenne. Par rapport à nos pays et nos caractéristiques, il faut tenir compte des réalités locales. Cette taxonomie, bien que l'idée est alléchante, elle doit être adaptée à notre contexte pour faire cette classification. Dans ce cas, il est aussi très important de le dire par rapport aux PME, la question a été aussi posée, mais il faut distinguer deux choses. Il faut distinguer la PME qui est prestataire d'opération pour réaliser des projets verts, c'est-à-dire qu'elle accompagne.

Et l'autre volet, pour bénéficier d'un financement, comme il a été présenté sur les portefeuilles des banques, les PME doivent justifier qu'ils répondent aux critères, puisqu'il y a quelque part une tendance. Aujourd'hui, je pense qu'il n'y a pas d'élément contraignant, mais quelque part, par la suite, ça peut être comme un critère. Je ne dirais pas d'exclusion, mais que la PME doit justifier que son empreinte carbone, par exemple, soit à un certain niveau pour que les portefeuilles du secteur bancaire puissent répondre aux critères de durabilité. En conséquence, c'est deux choses, deux éléments qu'il faut aussi distinguer. Il y avait une question sur l'aide au développement, donc ce que j'ai dit tout à l'heure, c'est qu'il y a des financements qui se font dans un cadre bilatéral, dans le cadre de coopération entre pays.

Aujourd'hui, il y a des offres de financement, mais comment coopter ces financements ? Il y a des partenaires, des bailleurs de DFI. Ce sont les DFI qui sont les plus à même, puisqu'ils ont cette connotation de développement. Il a été présenté que le MorSEFF était un bon succès. C'est un bon exemple qui pourra être élargi à une plus grande échelle pour en quelque sorte l'appréhender sur l'ensemble du secteur et dépasser cette logique d'avoir une infrastructure de marché qui permet de répondre d'une manière plus efficace, plus globale à ces problématiques de financement, de projets verts. C'est justement tout ce qui a été dit tout à l'heure, comment dimensionner les projets et comment accompagner. Parce que toute la problématique est dans l'accompagnement, comment proposer une offre technique d'accompagnement pour mieux concevoir et réduire l'asymétrie d'information entre un banquier dont le métier de base est bien sûr de générer du PNB, des projets banquables et quelque part, l'impact économique, l'impact social, l'impact environnemental… Pour réduire ce gap, le volet technique joue un rôle très important. Sur la partie Maroc PME, le produit Tatwir a été cité et aussi les produits dans tout ce qu'on appelle le système national d'appui à l'accès au financement qui est porté par la SNGFE. C'est toujours compliqué de dire la nouvelle dénomination, mais la logique est comment adresser des problématiques ? Comment réduire la perception de risque par rapport à des acteurs du marché pour mieux adresser certaines des difficultés d'accès au financement ?

Karim Bouhafes

Conseiller en Services Financiers
GIZ Maroc

Merci beaucoup, cher intervenant. Il y a une quatrième question ici, une cinquième chez le professeur et une sixième si le temps le permet.

Abdeljabbar Bouroua

Directeur Central du Financement de la Transition Verte
Crédit Agricole du Maroc

Bonjour, je suis Bouroua Abdeljabbar du Crédit Agricole du Maroc. Je suis ravi d'être parmi vous aujourd'hui pour poser des questions, mais en même temps pour compléter avec ce que nous faisons également au niveau de la finance verte. Conséquemment, on est très anciens. On a débuté la finance verte il y a très longtemps, quand on avait mobilisé la finance traditionnelle au profit de la petite agriculture, surtout dans le cadre du financement des petites parcelles qui n'utilisent pas généralement des engrais chimiques ou des pesticides. On est très anciens au niveau de l'agriculture. Également on est très anciens au niveau même de l'accompagnement non financier des agriculteurs, à travers des programmes d'éducation financière par des conseillers en pratiques agricoles. Nous avons des chargés de clientèle et des animateurs qui sont des ingénieurs agronomes, et qui sont aptes à communiquer notamment sur la finance verte.

On a commencé la finance verte d'une façon formalisée quand on a lancé des projets de financement, ce qu'on appelait éco-taqa pour la gestion de la valorisation des déchets, le financement du pompage solaire, le financement de l'agriculture biologique… On a fait une évaluation. Étant donné que nous étions proches de la cible, nous avons constaté que les clients ont besoin de quelque chose d'autre que du financement. Entre parenthèses, en réponse au Monsieur de la GIZ, je crois qu'il a raison de poser cette question. C'est que le financement n'est pas un facteur déterminant. C'est un facteur important, mais pas déterminant parce qu'il y a d'autres facteurs qui entrent en jeu, comme l'accès aux incitations, la capacité stratégique des PME, qui sont généralement un tissu qui a besoin de renforcement en termes de gouvernance et en termes de positionnement stratégique sur le marché, à un moment où il y aura la taxe carbone qui sera appliquée en janvier 2023 par l'Union européenne. Croyez-moi, les produits seront moins compétitifs si on n'agit pas sur les coûts et les charges d'exportation de ces entreprises.

Alors, je reviens à notre programme. Nous avons fait une évaluation, nous avons conçu un programme qui s'appelle Istidama, qui signifie durabilité en français, où il y a trois ou quatre éléments qui sont très importants. Il y a un accompagnement technique, pré et post-accompagnements, de tous les investisseurs en efficacité énergétique, en énergies renouvelables, en gestion des déchets, en agriculture biologique, en agriculture de conservation, etc. Nous avons constaté qu'il y a un afflux important à cette question d'accompagnement technique parce que premièrement, cela leur permet d'avoir un repère pour l'investissement vert. C'est très important. Les gens sont perturbés, ils ne savent pas ce que c'est l'investissement vert. Est-ce que c'est bon ? Est-ce que c'est mauvais ? Est-ce que ça va générer un gain ? Ça c'est d'un.

Deuxièmement, on a fait un conseil aux investisseurs au niveau des solutions techniques d'investissement, en plus du choix du matériel. Le choix du matériel est une problématique très importante dans l'investissement vert. On a fait une liste des équipements éligibles à l'investissement vert. Croyez-moi, c'est un secteur qui connaît une avancée très rapide en matière de technologies vertes. La liste a besoin d'être actualisée à chaque fois par nos experts techniques parce qu'il y a des avancées importantes en matière de tout ce qui est toiture solaire, photovoltaïque, énergie,

efficacité énergétique, des nouveaux équipements de nouvelle génération qui sont moins consommateurs de carburant, etc. Je tenais à rappeler ce que nous avons fait jusqu'à présent.

Par contre, la contrainte que nous avons, c'est justement pour arriver à cette question des instruments financiers. Les instruments financiers, la problématique que nous avons rencontrée dans le recours à des instruments financiers comme les Green Bond ou bien comme les obligations socialement responsables, c'est qu'on a du mal à trouver des investisseurs où parfois on a du mal à trouver des porteurs, des gestionnaires d'actifs. Donc, on a dû reporter cette question d'une part d'émission d'obligations vertes. En même temps on a lancé un projet d'accréditation avec le Fonds vert Climat. On a fait des partenariats verts avec l'Agence Française de Développement par exemple, pour justement accompagner tous les investisseurs au niveau de l'accompagnement technique, des primes à l'investissement, des conditions de financement avantageux en plus du conseil en pratiques agroécologique, biologique, etc.

Pour terminer, cette question de recours aux instruments verts, c'est une question très importante, mais elle a besoin de sensibilisation et de communication. Quand nous avons fait des sorties au niveau des régions pour promouvoir le produit Istidama nous avons rencontré une chose : il y a des clients qui nous disent simplement : « Donnez-nous seulement l'accompagnement technique et nous allons vous accompagner pour obtenir du financement ». Dans le cadre des instruments financiers, je crois qu'il faut créer une synergie entre les différents acteurs concernés et discuter avec eux. Chaque acteur doit proposer les solutions financières avec le gain qu'il envisage et donner également aux investisseurs la possibilité de contrôler leurs investissements. Merci beaucoup.

Karim Bouhafes

Conseiller en Services Financiers
GIZ Maroc

Merci beaucoup pour l'intervention. C'était prévu d'avoir aussi le Crédit Agricole avec nous au panel, mais pour des questions de disponibilité, ça n'a pas été le cas. De toute façon vous avez bien défendu votre droit de participation. Avant-dernière question, Professeur Tahiri.

Mohamed Tahiri

Professeur en Chimie, Bioénergie, Ingénierie de l'Eau et de l'Environnement à la Faculté des Sciences, et Consultant International
Université Hassan II de Casablanca

Bonjour tout le monde. J'ai deux questions, une pour Mme. Benaissa. En fait, j'ai fait partie des experts évaluateurs des projets innovateurs des jeunes. C'est la Caisse Centrale de Garantie qui a reçu une somme faramineuse d'argent de la Banque Mondiale pour aider dans le cadre d'Innov Idea puis Innov Invest puis pour Tamwil. Est-ce que vous ne financez pas le même projet sous deux titres différents, mais qui appartient à la même personne ? Est-ce que vous avez quelque chose ensemble ? Je vous demanderai de répondre juste après la question à la fondation. C'est donc très important de savoir ça. Deuxièmement, est-ce que vous avez aussi un fonds pour les « *Start-upers* », et non pour les PME ? Ça, c'est juste pour savoir parce que je suis titulaire de la chaire de l'innovation et je détecte les nouveaux « *Start-upers* » et je dois leur parler des mécanismes de financement, des projets innovateurs.

Et pour M. Bahetta, merci pour les informations sur la Fondation, donc je voulais vous saluer par rapport à la qualité de l'air. J'ai avec moi une doctoresse qui, malheureusement elle n'a pas encore trouvé de travail, qui a travaillé sur la modélisation de la pollution de l'air dans les villes de Marrakech et Casablanca. Nous sommes en train de chercher des partenariats sur la pollution de l'air et le changement climatique pour l'aider en tant que formateur expérimenté. La première thèse que j'ai encadrée en en 1998, c'était sur la qualité de l'air à Casablanca avec un comptage visuel. Maintenant, on a tous les moyens aériens, les stations mobiles, les stations fixes, etc. Voici ma question : est-ce que vous développez ce genre de partenariat avec des experts ? Des Universités ? Merci.

Karim Bouhafes

Conseiller en Services Financiers
GIZ Maroc

Merci beaucoup Pr. Tahiri. Une dernière question et j'invite à répondre très brièvement.

Véronique Hirner

Conseillère Technique Principale du Projet d'Efficacité Énergétique
GIZ Maroc

Bonjour. Véronique Hirner, je suis en charge d'un projet d'efficacité énergétique à la GIZ. Un des domaines qu'on doit appuyer c'est aussi l'accès aux financements justement pour des mesures d'efficacité énergétique, pour le secteur privé et pour le secteur public sans avoir les moyens financiers comme on n'est pas une banque. Côté demande, je crois que c'est assez clair, on a besoin d'appui au développement de projets banquables auprès des clients potentiels. En ce moment, nous sommes en train de discuter aussi de ce qu'on peut faire sur le côté offre de financement pour les instituts financiers ou les organismes publics. Ma question est un peu sur les besoins principaux. On a parlé d'asymétrie d'information et peut-être aussi des compétences d'analyse de risques. On nous a dit aussi qu'il y a des besoins chez les banques. J'aimerais mieux comprendre. On avait aussi parlé d'instruments comme des « *Energy savings insurance* », des assurances sur les économies d'énergie. Si on n'a pas le temps maintenant, j'aimerais bien partager aussi mon contact. Merci.

Karim Bouhafes

Conseiller en Services Financiers
GIZ Maroc

Parfait ! Alors je donne les dernières deux ou trois minutes à nos différents panélistes pour apporter des réponses sur lesquelles il y a eu des questions directement à Mme Amal, ensuite Ssi Soufiane.

Amal Benaissa

Reponsable Finance Durable
Bank of Africa

Oui. Il y a tellement à dire qu'aujourd'hui je pense qu'on essaie juste de souffler les grandes idées, mais bien sûr autour d'une réunion avec plaisir. On peut creuser ça par rapport à deux entreprises ou deux projets qui arrivent à accéder au financement. En fait,

quelque part, on encourage ça. La première question de nos banquiers quand on ramène un nouveau partenariat est : est-ce que c'est exclusif ? Est-ce que c'est combinable ? Parce que des fois, l'entreprise a besoin de tout le soutien possible. Même nos banquiers me disent que ça va cannibaliser ce produit. Ça nous est arrivé avec un produit « *Women and business* » qui est sorti un mois avant Intilaka. Donc vous pouvez imaginer que ça n'avait aucune chance de réussir pendant cette période-là. La première question est : est-ce que c'est combinable ? Quelque part, on ne voit donc pas ça comme une mauvaise chose.

Deuxièmement, on a un centre d'intelligence économique qui se dédie à toutes ces questions d'innovation, de « *Big data* » et aussi d'entrepreneuriat. Il y a un Observatoire de l'Entrepreneuriat — ODE. Ils ont accompagné divers entrepreneurs. Il y a un club PME. Tout l'aspect extrafinancier pour nous est très important à développer. On assiste les PME avec un petit certificat dont la certification « *Edge* » par exemple de IFC. Le mois dernier, BMCE Capital a lancé le premier « *Venture capital fund* » de 50 millions de dirhams destinés aux « *Start-ups* ». Cela montre que *BMCE Capital start-up finance* tout type d'entreprise, tout secteur confondu en phase d'amorçage.

Zakaria Nachid

Chef de la Division Accompagnement de la Relance Économique
Direction du Trésor et des Finances Extérieures, Ministère de Finances

Si tu le permets, peut-être, j'ajouterai un élément additionnel d'information concernant les « *Start-ups* ». Parce que l'on combine les « *Start-ups* » par leur nature, leurs caractéristiques de démarrage, le type de financement n'est pas typiquement financement bancaire, donc c'est du « *Capital investment* ». C'est un fonds d'investissement parce qu'il peut prendre des risques spécifiques. Un financement bancaire généralement n'est pas adapté à une « *Start-up* », parce qu'elle ne génère pas assez de flux, elle est en phase de démarrage. Elle cherche le premier bon de commande. Il n'y a pas de chiffre d'affaires. Le modèle de financement est un modèle de « *Capital investment* » bien en avant. C'est pour ça que dans le Innov Invest, j'ai moi-même travaillé sur la conception du projet, et il y avait tout ce qui est continuum de financement. Au départ dans le « *Pre-seed* », il y a des subventions de l'État pour aider à l'amorçage de preuve de concept. Il y a l'Innov Idea qui est un prêt d'honneur. Ce n'est que par la suite qu'il faut avoir une phase d'accélération pour le développement du projet, et la « *Start-up* » est prête à être investie par Invest Capital. Toutefois, un fonds d'investissement a besoin d'un « *Deal flow* » de qualité et en quantité pour être investissable et banquable.

Soufiane Bahetta

Chargé des Activités Finance Climat
Fondation Mohammed VI pour la Protection de l'Environnement

Concernant le volet de la qualité de l'air dont vous avez parlé, nous avons un programme de formation de la qualité de l'air réparti en quatre modules dédiés principalement aux acteurs nationaux, dont le corps administratif et technique du ministère de la Transition Énergétique et du Développement Durable. Ce programme de formation est prévu pour l'année prochaine, au mois de janvier ou février. Concernant votre question de partenariat, j'invite M. Ayman, le directeur du Centre international de formation à l'environnement à répondre à votre question.

Ayman Cherkaoui

Directeur du Centre international Hassan II de Formation à l'Environnement
Fondation Mohammed VI pour la Protection de l'Environnement

Avec plaisir ! Par rapport au partenariat de manière générale, c'est ouvert à tout le monde. On est toujours dans le partenariat, donc j'enlève la casquette de modérateur pour mettre ma casquette de contributeur en quelque sorte par rapport à ce qui a été évoqué. En conséquence, on fait ça encore une fois avec la DGCT ainsi que la Direction de la Météorologie Nationale, et le Ministère de la transition énergétique et du développement durable. On va lancer ces modules-là. On est en train d'identifier les experts. Je pense que la deadline est la semaine prochaine pour déposer des intérêts à ce sujet. Si vous êtes en tant que porteurs d'expertise intéressés, en théorie, c'est toujours possible. Pour en savoir plus sur cette opportunité, vous pouvez contacter mon collègue. De manière générale, les partenariats du centre sont gérés par la Fondation et assurés par ma collègue chargée des partenariats.

En ce qui concerne votre casquette universitaire, il se trouve que l'Université Hassan II de Casablanca est un des membres fondateurs du réseau AGUYEN qui est une initiative dont on n'a pas parlé aujourd'hui, qu'on mène avec nos partenaires du PNUE. On a parlé du l'UNEP FI tout à l'heure. Le centre abrite le secrétariat d'« *African Green Universities and Youth Education Network* ». On a plus de 30 universités de 9 pays africains. À l'époque, en mars 2021, la présidence de l'Université Hassan II de Casablanca avait participé à une réunion de lancement du réseau ici même. On fait des activités de formation, de renforcement des capacités pour tout ce qui est campus vert, tout ce qui est curricula à ce sujet. De manière plus générale, on a beaucoup d'autres axes de partenariat. On serait très heureux d'échanger. Merci beaucoup.

Karim Bouhafes

Conseiller en Services Financiers
GIZ Maroc

Merci beaucoup. Pour l'audience et pour nos chers experts, j'aimerais souligner quelques derniers mots. On a parlé d'asymétrie d'information, mais aussi d'asymétrie de perspectives. Il y a une question qui reste ouverte, il s'agit des problématiques de financement ou le problème est-il ailleurs ? La plupart des interventions s'accordent peut-être qu'il y a encore de l'effort en matière d'accompagnement, de compréhension des projets et des exigences, d'outils d'analyse et de data. Il y a de nombreuses initiatives et efforts à différents niveaux qu'il faudrait encore concrétiser et soutenir. Beaucoup de partenariats, des fonds disponibles qu'il faudrait pouvoir mobiliser selon certains critères. Je crois que la « *Deep dive* » a tenu ses promesses. On n'était pas à l'heure, mais ça a été très riche. Merci beaucoup pour votre attention.

Ayman Cherkaoui

Directeur du Centre international Hassan II de Formation à l'Environnement
Fondation Mohammed VI pour la Protection de l'Environnement

J'ai entendu une question par rapport aux présentations de la journée. Je pense que ça va être partagé par nos chers collègues amis de la GIZ avec l'ensemble des participants. Merci beaucoup pour cet excellent panel, pour ces contributions et pour votre brillante modération. Le moment est venu de transiter vers la phase clôture de cet événement, de cette activité. Je vois qu'il y a encore beaucoup d'intérêt à engager par rapport au panel précédent, mais le moment est venu de remonter à la surface. On a fait le « *Deep dive* », il faut remonter à la surface pour passer à la session de « *Wrap-up* ». Dans ce cas, l'échange que nous venons d'avoir autour des financements verts a été

l'opportunité d'aborder un ensemble d'initiatives. On m'a demandé aussi d'évoquer quelque chose sur laquelle on ne s'est pas attardé, qui est la mise à jour et la mise à niveau de l'outil bilan carbone de la Fondation et de ses partenaires, qui a été fait par une « *Task Force* » et qui est toujours en cours de route. On a fini la mise à jour et la mise à niveau technique. Il y a une « *Task Force* » d'acteurs qui est engagée avec le Ministère de l'Industrie et du Commerce, le ministère de la Transition énergétique et du Développement durable, la Confédération générale des Entreprises du Maroc, l'AMEE, l'IMANOR et la Fondation. C'est un travail en cours. Si vous voulez bien sûr participer à cela, vous êtes, on ne peut plus bienvenus.

« *WRAP-UP* » : DÉBAT OUVERT SUR LES RÉSULTATS DES PANELS THÉMATIQUES ET SUR LES PROJETS/INITIATIVES FUTURES ET CLÔTURE

Ayman Cherkaoui

Directeur du Centre international Hassan II de Formation à l'Environnement
Fondation Mohammed VI pour la Protection de l'Environnement

Maintenant, nous allons passer à la session de « *Wrap-up* » des débats et des échanges. Ça va être une session dynamique, ça va être une session de partage et pour ce faire, nous allons avoir deux modérateurs, en quelque sorte, et contributeurs en la personne de M. Jacob von Fircks, chef du cluster Développement Économique Durable et M. Anselm Duchrow, Chef du Cluster Eau, Environnement et Climat de la GIZ Maroc, sous vos applaudissements, s'il vous plaît, pour donner un peu d'énergie à tout le monde. Merci beaucoup.

Jakob von Fircks

Coordinateur du Cluster Développement Économique Durable
GIZ Maroc

Applaudissements pour vous. La salle est encore presque pleine. Il est déjà 17 h. Bravo ! On va essayer d'être très bref et essayer un petit « *Wrap-up* » après plus de 20 interventions du secteur public et privé et de la société civile. La première impression que je retiens, c'est que je suis très content de cette multitude d'interventions. Nous sommes, en tant que représentants du secteur privé, en charge de « *Law coordination* » du secteur Développement Économique Durable, très content qu'on ait écouté les entrepreneurs, les banques, le secteur finance aussi. Avec moi Anselm Duchrow responsable pour le secteur Eau, Environnement et Climat. Donc toi Anselme, tu représentes un peu la partie verte dans la transition économique verte. Quel est ton sentiment ? Est-ce que c'est un sentiment d'une grande crise mondiale ? Est-ce que c'est le sentiment d'une opportunité ? Quels sont tes « *Take away* » ?

Anselm Duchrow

Coordinateur du Cluster Eau, Environnement et Climat
GIZ Maroc

D'accord, merci beaucoup, Jakob. Tout d'abord, cela va être une réaction à chaud parce que c'était très riche avec beaucoup d'expériences, d'idées, de réflexions qu'il faut que je digère un petit peu. Un grand merci, d'abord, à tout le monde qui a participé. C'était vraiment fantastique. Quel est mon premier « *Take away* », à chaud ? Peut-être qu'on va essayer de trouver le café et l'eau qui font du café, parce que pour les œufs et les carottes je n'ai pas vraiment bien compris, mais pour le café, je suis tout à fait d'accord. Il faut trouver un mélange qui fonctionne. Ma première impression est qu'on a une richesse d'approches pour cette transition verte qui est incroyable.

C'est une richesse vraiment fantastique dans le secteur privé sur le deuxième panel, mais aussi dans le secteur public, il y avait pas mal d'exemples à cela. Mon premier constat, c'est qu'on a besoin de tout le monde et on est interdépendants. Il n'y a pas une solution où il n'y a pas un acteur qui va pousser le reste de la transition verte. Nous avons besoin du secteur financier, nous avons besoin du secteur public, nous avons besoin du secteur privé parce qu'il reste encore des questions qu'on ne peut pas simplement transférer au secteur privé bien que j'aimerais me passer de tout. Mais à la fin, on a besoin du secteur public. L'interdépendance est donc claire à l'exemple des normes, de la question sur la manière de réagir à des nouveaux défis comme celui de l'Union européenne avec la taxe carbone aux frontières, etc. Il faut comprendre ça. Le secteur public a aussi besoin du secteur privé pour bien cibler les interventions dans ce processus de transition. On a parlé des exemples de l'ONEE, des Autoroutes du Maroc, etc. Il y a aussi pratiquement énormément à faire ensemble. Ça, c'est un constat.

Le deuxième constat pour moi, encore une fois, c'est une question typique, du regard peut-être de la coopération technique, c'est qu'il manque encore énormément de données, de transparence et d'orientation pour ce travail. Même quand on essaie de définir ce que c'est la transition verte, on a ce problème que les collègues des finances appellent la taxonomie. Alors de quoi parlons-nous ? Qui « *Monitor* », qui observe ça si on est sur le bon chemin ? Je pense que ça, c'est quelque chose. Dans tous les panels, j'ai aussi ressenti cette question, donc je pense que c'est une autre question qui me semble importante.

Maintenant, si je rentre un petit peu dans la question plutôt économique, même que je devrais parler du secteur vert, j'ai constaté que dans la transition pour le succès du « *Green business* », les défis ne sont pas tout à fait différents dans le secteur vert qu'ils le sont dans d'autres secteurs. On en a parlé dans le tout premier panel à propos des « *Skills* », c'est-à-dire que le profil de l'entrepreneur qui a une initiative, qui a le courage d'investir quelque part, ou l'étudiant qui ne répète pas seulement ce que son professeur lui raconte, mais qui va avec une certaine créativité pour résoudre les problèmes, ce dont on a besoin pour faire marcher n'importe quoi, pas seulement pour le secteur vert. L'autre constat que je fais, c'est qu'il faut insister encore plus sur ce genre de choses, sur peut-être des choses qu'on avait appelées « *CEFE* » pour les PME. C'est-à-dire de promouvoir l'entrepreneuriat et développer des instruments comme le « *CEFE* » vert. C'est promouvoir l'entrepreneuriat, mais dans une perspective peut-être de changement écologique. Sur ces trois points, sont pour moi les grands points que j'ai retenus. Quel est ton constat ?

Jakob von Fircks

Coordinateur du Cluster Développement Économique Durable
GIZ Maroc

Je partage ces trois points. Peut-être de notre perspective de secteur Développement Économique Durable, nos KPI sont toujours liés à nos projets, à une croissance économique durable afin de réduire l'inégalité. Aujourd'hui, on a aussi beaucoup parlé de risques et de défis que cette crise mondiale n'augmente pas les inégalités économiques entre le Nord et le Sud, même au sein du Maroc avec des populations beaucoup plus touchées que les autres. Néanmoins, je sors avec un sentiment de confiance, parce que je crois, d'un point de vue économique, qu'il y a un moment clé aujourd'hui dans lequel l'opportunité économique devient plus réelle, même si on en parle déjà depuis longtemps. Peut-être que c'est jusqu'à aujourd'hui comme on l'a entendu à plusieurs reprises un « *Nice to have* ». Comme notre collègue de la Bank of Africa l'a rappelé, les banquiers ne sont jamais des défenseuses de l'environnement, donc ça reste un « *Money game* ».

Je suis tout à fait d'accord avec toi qu'il faut ces trois côtés pour « driver » le changement. Il faut la politique et les conditions-cadres et il faut le secteur privé, mais il faut aussi la société. Je crois qu'en Allemagne, on le sent aujourd'hui très fortement, les jeunes générations sont devenues des consommateurs extrêmement critiques et différents, par rapport à notre génération. Cette pression de la société, je crois, est très importante. Les conditions-cadres politiques sont très importantes pour que ça puisse devenir une transformation économique structurante. Au lieu d'un petit « *Add on nice to have* » pour des initiatives pilotes, on a écouté une grande richesse d'initiatives, d'expériences… Peut-être qu'il est à nous maintenant de voir comment commercialiser davantage, comment mettre à l'échelle ces expériences qui sont restées plutôt à une petite échelle. Il y a plusieurs expériences présentées aujourd'hui qui ont été accompagnées par la GIZ ou d'autres acteurs.

Deuxième point en lien avec le développement de compétences, il n'y a pas de développement économique sans compétences. Je partage aussi tes observations que l'on ait déjà pas mal d'initiatives, de programmes, d'acteurs pour travailler sur le verdissement des métiers ou le « *Greening of Jobs* ». On travaille sur de nouveaux métiers « *New Green Jobs* », mais pour accompagner des changements beaucoup plus structurels, c'est des compétences beaucoup plus profondes qu'il faut pour innover et pour changer la donne. Tout ce qu'il faut pour innover et pour changer un système existant. Ça devient donc beaucoup plus structurel.

Anselm Duchrow

Coordinateur du Cluster Eau, Environnement et Climat
GIZ Maroc

Absolument, je suis tout à fait d'accord avec ces constats aussi. Maintenant quel serait notre rôle à jouer dans le futur avec ces apprentissages d'aujourd'hui ?

Jakob von Fircks

Coordinateur du Cluster Développement Économique Durable
GIZ Maroc

Ce n'est pas facile. Je crois qu'on peut jouer un rôle, en mettant à l'échelle des expériences pilotes qui vont rester assez limitées. Il faut être un peu auto critique par rapport à ça et maintenant regarder comment mettre ça à une échelle beaucoup plus large. Je crois en lien avec les compétences, on est assez bien placé pour grouper l'académique, le secteur privé et le secteur public, et notamment pour intégrer cette perspective de la demande dans la conception. En Allemagne, on a de bons exemples sur la manière de marier le secteur académique avec l'innovation et l'écosystème des « *Start-ups* ». C'est quelque chose qui mérite aussi d'être approfondi au Maroc, car je vois un très grand potentiel dans ce domaine. Qu'en pensez-vous de votre côté ?

Anselm Duchrow

Coordinateur du Cluster Eau, Environnement et Climat
GIZ Maroc

Je crois d'abord qu'il faudra faire plus de séminaires comme celui-ci dans le Centre de formation. C'était vraiment très bien, un grand merci. Il y a une question qui m'a interpellé, c'était un entrepreneur qui disait que la GIZ doit sortir un petit peu du tout petit, des histoires avec les coopératives, etc. Ça m'a fait réfléchir toute la journée et

je ne suis pas sûr d'être d'accord. J'aimerais bien trouver un levier plus grand, une transformation plus courageuse, mais la plupart de ces initiatives que vous voyez dans le couloir ont aussi commencé très petites comme tant de groupes cibles de notre travail. Ils sont toujours sur un niveau où il faut. Je ne sais pas les intégrer davantage dans l'économie. Il n'y a pas vraiment le choix. Il faut trouver des leviers plus forts plutôt que d'aller dans chacune des coopératives. En même temps, je pense que ça va encore rester un travail à faire : la prospection, l'implication de groupes cibles qui ne sont pas encore intégrés. De toute façon notre transition verte doit être aussi une transition juste. Je pense que ça, c'est un autre constat qui est assez net.

On ne va pas faire une transition verte et laisser trois quarts de la population sans bonne éducation, sans revenu et sans perspectives professionnelles. De toute façon, il faut continuer à le penser. On n'a pas la recette, mais c'était une réflexion sur le travail de la GIZ. Je pense que les autres tâches sont un peu classiques par rapport à ce que nous faisons déjà. Par rapport au dernier panel, on parlait de la question des finances. Véronique a aussi posé cette question : qu'est-ce qui reste à faire ? J'ai l'impression qu'il n'y a pas mal de demandes pour faire en sorte que les financements qui sont mis à disposition deviennent vraiment productifs et atterrissent bien que les destinataires vraiment savent utiliser ces financements pour mener à succès leur idée d'investissement. En conséquence, cette question de l'accompagnement, ou au moins, de construire les structures d'accompagnement reste aussi un travail important pour la GIZ.

Jakob von Fircks

Coordinateur du Cluster Développement Économique Durable
GIZ Maroc

C'est vrai, quand les instruments financiers sont existants, mais il y a un manque de diffusion d'informations, de compréhension et d'opérationnalisation pour qu'elles puissent être utilisées. Peut-être un dernier mot sur un rôle potentiel de la GIZ, on a été bien rappelé ce matin par le professeur que dans tous ces domaines, l'énergie joue aussi un rôle crucial. Aujourd'hui, on s'est aussi focalisé plus sur les compétences, les opportunités économiques, le côté finance, mais on a aussi nos collègues du secteur énergie avec nous, qui travaillent beaucoup sur l'efficacité des énergies et des énergies renouvelables. Je crois que c'est une dimension qu'on n'a pas traitée profondément aujourd'hui, mais qui joue un rôle extrêmement important dans notre travail, ici, au Maroc.

Anselm Duchrow

Coordinateur du Cluster Eau, Environnement et Climat
GIZ Maroc

Quelles sont les prochaines étapes ?

Jakob von Fircks

Coordinateur du Cluster Développement Économique Durable
GIZ Maroc

De la documentation a été demandée tout à l'heure je crois. La fondation va aussi faire un travail avec nous et documenter non seulement les présentations, mais aussi les différentes interventions et discussions qui seront partagés avec tous les participants. On espère que cela induira de nouvelles prises de contact entre les différents acteurs

présents qui normalement n'ont pas l'habitude de travailler ensemble dans le quotidien. C'est une invitation ouverte à tout le monde de continuer à travailler en réseau au-delà des frontières de projet, au-delà des frontières des institutions, et d'être proactif et utiliser maintenant un dernier café ou une dernière cigarette avant de partir pour maintenir le contact.

Anselm Duchrow

Coordinateur du Cluster Eau, Environnement et Climat
GIZ Maroc

C'est ça ! Je me joins à cet appel. Essayons de profiter de ce réseau pour continuer nos initiatives communes. Il me reste peut-être une dernière chose à dire, un grand merci à notre « *Task Force* » qui a organisé ce séminaire. Franchement, je demande de grands applaudissements pour les remercier. Sous la direction de Sarah et Ruth — qui malheureusement n'a pas pu participer aujourd'hui, avec Omar, Jawad, Abdelkarim et Meryem ainsi que de nombreuses autres personnes, derrière les coulisses et du côté du centre grâce à qui nous avons réussi à organiser cet événement. Je tiens à remercier chacun d'entre eux pour leur contribution.

Jakob von Fircks

Coordinateur du Cluster Développement Économique Durable
GIZ Maroc

Merci. Revenons à M. Cherkaoui pour les derniers mots de cette journée.

Ayman Cherkaoui

Directeur du Centre international Hassan II de Formation à l'Environnement
Fondation Mohammed VI pour la Protection de l'Environnement

Merci infiniment. Merci beaucoup à vous deux, et merci déjà pour ce rapport très précis et concluant qui se projette également. C'est toujours positif et apprécié. Merci aussi pour cette invitation à faire davantage d'activités ensemble. On serait très heureux et enchanté de le faire en collaboration avec vous. Bien sûr, le partenariat est quelque chose qui est fondamental pour nous. Comme vous l'avez constaté, on a déjà beaucoup de partenaires en commun qu'on a pu remarquer notamment au cours des différentes activités et des sessions. On a vu lors de la dernière session une intervention de la salle, d'un représentant du Crédit Agricole du Maroc qui est aussi un partenaire stratégique de la Fondation dont la directrice générale était présente tout à l'heure.

Il me reste deux choses à faire et il y en a une qui a déjà été faite en partie, mais il est de mon devoir de la refaire un peu, c'est bien sûr les remerciements. Remercier parce que nous sommes très reconnaissants pour cette activité. Nous sommes très heureux de l'avoir fait ensemble. Tout d'abord, je remercie nos partenaires en la personne de la GIZ Maroc, avec bien sûr Lorenz, Jakob et Anselm ainsi que Sarah, Ruth qui ne pouvaient être des nôtres, Mouammar, Meryem, Said, Jawad, Karim, Oumeima, Nadia, Abdelaziz, Bouchra, Amine, etc. J'ai fait de mon mieux, j'espère n'avoir oublié personne, mais comme vous pouvez le constater, il y a de nombreux acteurs qui ont collaboré pour que ce « *Policy Lab* » se déroule dans les meilleures conditions.

Je suis particulièrement reconnaissant envers mes collègues Iatimad, Ismaïl, que vous avez vu modérer la deuxième session, Soufiane, qui est intervenu dans la troisième, ainsi que Loubna qui a participé à l'ensemble de l'atelier d'aujourd'hui, et le dernier

venu au sein de la Fondation, le stagiaire Farid qui a pris des notes tout au long de la journée et qui sera aussi un acteur impliqué par rapport à ce travail de capitalisation qu'on fera ensemble pour faire des actes de cette activité. Parce qu'il est fondamental, et nous sommes d'accord avec nos partenaires de bâtir sur cela. On doit capturer et continuer sur ce momentum, cette énergie. Je tiens également à remercier les équipes techniques de la régie, du son et de l'événementiel pour leur travail. Merci beaucoup à eux.

La deuxième chose que j'ai à faire, c'est de partager avec vous ce code QR, car je pense que maintenant on est tous plus ou moins familiers avec les QR code. Il y a quelques années, ce n'était pas forcément le cas, mais maintenant je pense qu'on s'est bien approprié la manière dont ça marche. Il s'agirait, si vous pouviez vous saisir de vos différents appareils téléphoniques pour pouvoir capturer ce code QR. Ce sera un lien qui vous permettra d'avoir accès à un formulaire de feedback qui contient à peu près cinq questions afin que vous puissiez partager vos différentes appréciations sur cet atelier, vos différentes perspectives. Parce qu'on est toujours dans une logique d'amélioration continue. C'est aussi quelque chose qu'on partage entre la Fondation, le Centre et la GIZ, car nous voulons toujours nous améliorer.

Ce « *Policy Lab* » se termine ici. Je vous remercie tous pour votre participation et pour avoir partagé ces moments avec nous. Je remercie également les différents intervenants qu'on a eus tout au long de la journée, ainsi que toutes les personnes qui ont participé en présentiel, qui ont pu bénéficier de cela, les entreprises qui ont exposé et qui ont profité de cette occasion. C'était une opportunité pour elles mais aussi une bonne opportunité pour nous d'apprendre davantage et de nous inspirer de solutions concrètes et réelles portées par des entrepreneurs marocains. Merci beaucoup et bonne soirée.

3 SYNTHÈSE DES RECOMMANDATIONS IDENTIFIÉES LORS DE L'ATELIER

« *Keynote speech* »

- Le concept du développement durable est important pour la réutilisation des ressources terrestres qui sont limitées. Dans ce cadre, il y a lieu de prendre en compte trois aspects fondamentaux dans l'objectif d'assurer la transition verte :
  - l'économie, parce que lorsqu'on travaille, lorsqu'on crée des activités de transition verte, on crée de nouveaux emplois ;
  - l'environnement, parce qu'on voit qu'il est de plus en plus menacé ;
  - le social, le bien-être et le mouvement des populations et leurs échanges fructueux.
- Une vision globale est à concevoir pour assurer une équité dans la distribution, une cohérence dans les raisonnements et une responsabilité. Cette vision doit s'appuyer sur l'ouverture à l'innovation pour réfléchir sur de nouveaux systèmes intégrés avec l'industrie verte, l'éco-conception, l'éco-industrie, etc. En outre, la transition énergétique verte et l'adaptation au changement climatique doivent ainsi être réfléchies aussi bien au niveau urbain qu'au niveau rural.
- L'action devrait ainsi se concentrer sur trois aspects :
  - l'aspect technologique, pour produire des métiers verts (les experts, les scientifiques, les ingénieurs, les techniciens) et atteindre l'autosuffisance avec des technologies vertes ;
  - l'aspect politique, pour prendre des décisions stratégiques qui vont impacter le développement de secteurs économiques innovants comme l'organique ou la bioénergie ;
  - l'aspect social, pour assurer le bien-être social aux populations.

« *Deep dive* » 1 : « *Green skills* » – comprendre les enjeux métiers et compétences de la transition écologique

- Il est important d'identifier, à travers un effort conjugué des partenaires, privés et du secteur public :
  - les métiers et les compétences vertes pour promouvoir la transition verte ;
  - les mesures à prendre dans la formation professionnelle et dans l'éducation ;
  - la réflexion sur les nouveaux profils doit être initiée non seulement au niveau thématique, mais aussi au niveau de la communication digitale et des « *Soft skills* », notamment les langues et la communication.

- Il serait avisé d'orienter des formations académiques et techniques vers une optique métier pour mieux adapter les cursus de formation et répondre aux attentes des recruteurs, avec par exemple un système d'alternance (un mois à l'école, un mois en entreprise).

« *Deep dive* » 2 : « *Eco-friendly business* » – défis et opportunités

- L'« *Eco-friendly business* » fait défaut d'une solide définition.
- Les écosystèmes « *Eco-friendly business* » gagneraient à être basés sur quatre piliers :
  - la proximité ;
  - la pédagogie ;
  - la démonstration ;
  - l'« *Open innovation* ».
- Il est important :
  - d'atteindre une masse critique pour passer de l'échelle « *Start-up* » avec 2 ou 3 ou 4 personnes qui vont survivre 3 ans ou 4 ans, à un entrepreneuriat d'impact et un véritable système d'impulsion pour attirer les investisseurs ;
  - d'associer la compétence technologique à une compétence métier au Maroc pour trouver le métier qui peut être accéléré et boosté par la technologie.
- Il y a lieu :
  - de définir mieux le concept, définir des critères et indicateurs robustes et de renforcer la transparence dans les entreprises pour éviter le « *Green washing* » ;
  - d'identifier et faire connaître des initiatives initiées au niveau local, améliorer la visibilité des jeunes entrepreneurs et valoriser les actions exemplaires ;
  - d'animer des réseaux d'acteurs non étatiques, renforcer les capacités de ces acteurs et faciliter la collaboration dans le transfert de technologie, la diffusion d'informations, l'échange d'expériences et de connaissances.
- Le modèle de la coopérative peut constituer une structure sociale positive, le « *Social business* », avec des membres qui ont décidé de limiter leur accès aux profits.
- L'audit sur la conformité sociale et la conformité environnementale n'est plus uniquement un « *Nice to have* », cela devient un « *Need to have* ».

« *Deep dive* » 3 : Financement vert des PME au Maroc – défis et opportunités

- La digitalisation, le numérique et le développement du capital investissement gagnent à être davantage intégrés par les PMEs marocaines.
- Il faut démystifier et décortiquer la « *Green finance* » car il y a plusieurs problématiques à tenir en compte et chacune d'elle a son « *Mindset* » d'action.
- Il serait utile de développer une taxonomie des projets verts qui permet aux acteurs du secteur financier et à l'ensemble des acteurs de classifier les projets dans des nomenclatures vertes et de déterminer leur éligibilité au financement vert.

- Il est nécessaire de coordonner et de développer des synergies entre les acteurs, qu'il s'agisse de la sphère financière ou autres acteurs car le financement doit être adossé à des stratégies sectorielles.
- Il est important de prendre en compte les quatre éléments suivants afin d'obtenir des financements verts :
  - risques ;
  - opportunités ;
  - chaîne de valeur ;
  - durabilité.
- L'accompagnement ainsi que la compréhension des projets, des exigences, des outils d'analyse et de data sont fondamentaux. À ce titre, il serait utile d'élaborer une offre technique d'accompagnement pour réduire l'asymétrie d'information entre la banque et les projets bancables.
- Il est fondamental de créer une synergie entre les différents acteurs concernés par les instruments financiers et de faciliter un espace de discussion afin de proposer des solutions financières et d'assurer aux investisseurs la possibilité de contrôler leurs investissements.

« *Wrap-up* »

- Le secteur public a besoin du secteur privé pour bien cibler les interventions dans ce processus de transition verte, en particulier dans les normes, sur la manière de réagir à des nouveaux défis tels que le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières.
- Les quatre aspects suivants sont complémentaires pour « *Driver* » le changement : la politique, les conditions-cadres, le secteur privé, mais également la société dans son ensemble.
- Le défi de la mise à l'échelle des expériences pilotes à une échelle beaucoup plus large à travers la prospection, et l'implication de groupes cibles qui ne sont pas encore intégrés pour une transition juste.
- Il est proposé de créer un réseau d'experts — GIZ & acteurs et poursuivre le partage des bonnes pratiques.
- Il est également suggéré de documenter les initiatives pour soutenir les partenaires publics et privés et créer des stratégies harmonieuses et ambitieuses.

Centre International Hassan II
de formation à l'environnement

مؤسسة محمد السادس لحماية البيئة
FONDATION MOHAMMED VI
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT
environnement.ma-centre-hassan2

مركز الحسن الثاني الدولي
للتكوين في البيئة